

سكنا على الدنيا

Mais oui, je t'aime

Le Monde



DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14004 - 8 F

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 FÉVRIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les mesures de libéralisation annoncées par le président De Klerk

Afrique du Sud : difficiles négociations entre le gouvernement et l'ANC

Une brèche dans l'apartheid

POUR quelques jours, pour quelques semaines peut-être, M. De Klerk a ravi la vedette à M. Nelson Mandela. Son discours-programme, en effet, étonné ses compatriotes, qui n'en attendaient pas tant. Les nationalistes les plus méfiants n'ont pu faire autrement que de reconnaître le « courage » d'un homme qui s'est dit « résolu à aller de l'avant avec conviction ».

Quatre mois seulement ont suffi au nouveau chef de l'Etat sud-africain pour engager le pays de l'apartheid sur la voie des réformes. L'ouvrir peu à peu à un monde extérieur qui lui était idéologiquement hostile. Les pressions diplomatiques et surtout les sanctions économiques ont été beaucoup plus efficaces pour modifier le cours des choses que le combat inégal mené sur le terrain par l'ANC et ses alliés face à un régime qui s'était donné les moyens de le tenir en respect.

M. DE KLERK n'a pas fait de faux pas. Son pragmatisme l'a conduit à lâcher de lui-même ce qui lui est apparu le plus dommageable pour l'image de son pays, sans pour autant liquider l'apartheid sur lequel son régime était fondé. La libération des mouvements nationalistes, la qualification de l'état d'urgence et la libération d'un grand nombre de prisonniers politiques trahissent son souci d'engager sans tarder les négociations sur le devenir de ce qu'il appelle, encore très vaguement, « la nouvelle Afrique du Sud ».

Tous ceux qui, violemment ou non, se sont battus pour le démantèlement de l'apartheid ont leur place à la table des négociations, a indiqué le président sud-africain. Mais l'ANC, qui a toujours affiché des penchants totalitaires, renforcés par l'aura médiatique dont il jouit, acceptera-t-il de traiter sur un pied d'égalité avec des mouvements nationalistes comme le Congrès panafricain (PAC) ou l'INKATHA du chef zoulou Buthelezi, qui ne partagent pas forcément ses vues. Les plus intransigeants des nationalistes appellent de leurs vœux un transfert du pouvoir à la majorité noire et demandent, dès à présent, l'élection d'une Assemblée constituante.

EVIDEMMENT, la communauté blanche n'acceptera jamais cette évolution sans avoir obtenu de solides garanties sur son avenir. Il faudra que M. Nelson Mandela, qui aurait, dit-on, « mûri » en prison, fasse preuve du même courage que M. De Klerk pour convaincre un bon nombre de militants de l'ANC de transiger. Il n'y a pas d'autre issue que le compromis et d'autre méthode que la négociation pour sortir de l'impasse et mettre sur pied une société véritablement multiraciale.

M. De Klerk ne s'est probablement pas encore fait une religion sur ce qu'il est raisonnable d'espérer, sauf à ignorer des généralités. Mais, en ouvrant une brèche dans le système de l'apartheid, qui a sa propre logique et sa propre finalité, il s'est condamné à le démanteler complètement à terme.

Les mesures de libéralisation annoncées vendredi 2 février par le président De Klerk sont favorablement commentées à l'étranger, à Moscou et en Afrique noire comme dans les pays occidentaux.

De difficiles négociations vont maintenant s'engager entre le gouvernement et les nationalistes noirs, dont la ligne de conduite n'apparaît pas encore définie. Malgré les incertitudes, les cours ont fortement monté vendredi à la Bourse de Johannesburg.

Lire pages 4 et 5
les articles de
JACQUES DE BARRIN
et de
MICHEL BOLE-RICHARD



Une réunion décisive du comité central

URSS : M. Gorbatchev va demander au PC de renoncer à son « rôle dirigeant »

Le comité central du PC d'URSS tient, lundi 5 et mardi 6 février, une réunion décisive. Ses travaux seront ouverts par un discours de M. Gorbatchev qui, outre les problèmes des nationalités, doit être

principalement consacré à la préparation du prochain congrès du parti. Celui-ci va être invité par son secrétaire général à renoncer au « rôle dirigeant » que lui garantit actuellement l'article 6 de la Constitution soviétique.

MOSCOU
de notre correspondant

Comme à chaque moment décisif de la perestroïka, M. Gorbatchev s'est éloigné, le week-end dernier, de Moscou. Entouré d'une poignée seulement de ses plus proches collaborateurs, quatre jours durant il a travaillé et retravaillé, dans une retraite du sud de l'URSS, le discours qu'il prononcera, lundi 5 février, devant le plénum du comité central.

C'est que de ce discours ne dépend rien de moins que la possibilité, incertaine et fragile, d'éviter à l'Union soviétique le chaos dont le Caucase vient de donner un avant-goût. L'alternative est simple. Ou bien le secrétaire général saura convaincre de sa détermination à rompre avec les conservateurs de l'appareil, à construire un « autre parti » et à passer de la démocratisation à la démocratie, ou bien ce qui reste encore de pouvoir en URSS s'effondrera pour laisser place à l'anarchie.

La partie, naturellement, ne se jouera pas sur ce seul discours d'ouverture du plénum ni même sur les deux journées de débats qui suivront. Elle se jouera sur les quelques mois - trois ou quatre vraisemblablement - qui courront entre cette session du comité central et le congrès du parti dont M. Gorbatchev va proposer d'avancer la convocation. C'est alors qu'on verra si le secrétaire général est parvenu non seulement à regrouper derrière lui toutes les forces de changement, mais aussi à mobiliser cet immense parti des sceptiques, des désabusés, qui ne croient pas ou plus en l'amélioration de leur sort et lorgnent, tant qu'à faire, vers l'ordre et la stabilité.

BERNARD GUETTA
Lire la suite page 3

M. Chevandier propose un référendum paneuropéen sur la question de l'unité allemande « avec la participation des Etats-Unis et du Canada »
Lire page 16

Rumeurs à la marseillaise

An conseil municipal, M. Vigouroux est questionné sur ses relations avec Jean Chouraqui et le général Noriega

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Enfin ! Enfin les amateurs de pagaille ont été servis. Depuis quinze jours, Marseille scrutait les mages et gérait la tempête. Oh ! Nul n'aurait vraiment que le maire s'explique. D'ailleurs, sur quoi s'expliquer ? Non, on attendait tout simplement qu'il se fâche tout rouge. On attendait que le mandarin impavide se fasse boxeur et montre par là qu'il est un homme, bref, « qu'il en a ». Et Robert Vigouroux, tout gonflé de mépris intérieur, refusait cette petite joie à sa ville.

On la voulait. On l'a eue. Une belle et bonne réplique à démentir les volubiles du Vieux Port par-delà les fenêtres ouvertes de la

grande salle de la mairie. Devant le parterre médusé du conseil municipal réuni le 2 février, le maire de Marseille a enfin explosé et bien des assistants ont dû avoir, une fraction de seconde, l'illusion ravie de se trouver face à son prédécesseur.

Dans le rôle du kamikaze, le communiste Guy Hermier. Il est assis au fond de la salle. La poignée d'opposants pezetistes, communistes, gaudinistes et lepenistes mêlés se tiennent tous sur les chaises du fond, comme des cancreaux séparés de la majorité municipale. Ils n'ont pas bronché au début quand on a fait l'appel des conseillers présents y compris « Gallo Armand » comme si de rien n'était. L'élève

Hermier Guy se réserve. Les jours précédents il avait promis à qui voulait l'entendre un joli chat-hut. Il va tenir parole.

« Monsieur le maire, l'an dernier, vous avez été élu sur une image d'homme providentiel de Monsieur Prope... » Le maire, rogne : « Cela vous gêne ? » Premier missile de l'opposant : « Dans les affaires citées on parle beaucoup de Jean Chouraqui, calé des banques marseillaises. Pour soutenir votre campagne il a tiré deux chèques sur le compte de ses cliniques, ce qui constitue en soi un abus de biens sociaux. Par la suite il a été désigné comme un de vos grands électeurs... » Le maire encaisse - si l'on ose dire.

DANIEL SCHNEIDERMAN
Lire la suite page 8

Reprise des combats interchrétiens à Beyrouth-Est

Les duels d'artillerie dans le « pays chrétien » entre l'armée du général Michel Aoun et la milice des Forces libanaises (FL) ont repris samedi matin 3 février, après une trêve nocturne qui a été mise à profit par les forces adverses pour renforcer leurs positions. Les affrontements, qualifiés de « suicide collectif » par le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, ont fait en trois jours au moins cent quarante-cinq tués et plus de sept cents blessés.

Lire nos Informations page 6

Politique industrielle : les critiques de M. Fauroux

« La France n'est pas encore un pays industriel », estime M. Roger Fauroux. Elle n'a pas assez investi, ou lorsqu'elle l'a fait ce fut dans le nucléaire, les routes ou le téléphone, pas suffisamment dans les usines, a précisé le ministre de l'Industrie au cours d'une réunion de presse.

Lire page 13 l'article d'ERIC LE BOUCHER

Nouvelle grève des urgences

Interne et chefs de clinique de Paris ont décidé la reprise du mouvement pour les 5, 6 et 7 février
page 9

Pollution à Aix-les-Bains

Les thermes menacés à la suite de la découverte de légionnelles
pages 9

Sécurité routière

Sept mesures immédiates annoncées par M. Michel Rocard lors d'un déplacement en Seine-et-Marne
page 7

Date

Il y a quarante-cinq ans : Yalta, le rêve et la réalité
page 2

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, invité dimanche à partir de 18 h 30
Le sommaire complet se trouve page 16

FRANÇOIS NOURISSIER

Bratislava

Bratislava évoque, sans suggérer de réponses, les questions que posent l'âge, le passage du temps, la mémoire, l'oubli.

Bratislava appartient à la confiance plutôt qu'à la horreur, à la comédie plutôt qu'à la tragédie. Il n'est donc pas interdit de s'y amuser.

FRANÇOIS NOURISSIER

GRASSET

M 0146 - 205 0 - 6.00 F
7970146006000 02050

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dc ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 80 p. ; Israël, 80 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 336 F CFA ; Suède, 14 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DATES

Il y a quarante-cinq ans

Yalta, le rêve et la réalité

par André Fontaine



À gauche, de gauche à droite, Winston Churchill, le président Roosevelt et Joseph Staline. Au second plan, debout, de gauche à droite : Lord Leith, secrétaire britannique des affaires étrangères ; Anthony Eden, secrétaire au Foreign Office ; Edward Stettin, secrétaire d'État américain ; Sir Alexander Cadogan, sous-secrétaire permanent britannique aux affaires étrangères ; Viatcheslav Molotov, ministre soviétique des affaires étrangères ; et Averell Harriman, ambassadeur des États-Unis en URSS.

Dans nos jours, les chefs d'État franchissent les océans pour un oui ou pour un non. On a de ce fait quelque peine à imaginer que Roosevelt, Staline et Churchill aient tenu, en tout et pour tout, pendant la dernière guerre, alors qu'ils avaient tant de décisions capitales à arrêter en commun, deux de ces réunions qu'on a pris maintenant l'habitude d'appeler des « sommets ». A Téhéran, à l'automne 1943. Et à Yalta, du 4 au 11 février 1945, il y a tout juste quarante-cinq ans.

Au moment où s'ouvrait la conférence, l'Allemagne nazie vivait ses dernières semaines. Elle n'avait plus d'allié européen, sauf l'éphémère République de Salaparuta, qui ne contrôlait que le nord de la péninsule. On commençait à se battre, à l'est comme à l'ouest, à l'intérieur de ses frontières de 1937. Il était plus que temps, pour les chefs de la coalition anti-hitlérienne, d'essayer de s'entendre sur ce que serait l'après-guerre.

Noblesse oblige !

Roosevelt entendait réussir là où son prédécesseur, Woodrow Wilson, avait échoué après la première guerre mondiale, et rester dans l'Histoire comme le bâtisseur de la paix, l'arbitre entre les Anglais « qui pensent empire » et les Russes « qui pensent communisme ». Il n'allait donc pas, vis-à-vis de Staline, se montrer trop exigeant : « J'ai comme l'impression que tout ce qu'il désire, c'est d'être un jour à l'ambassadeur William Bullitt, c'est-à-dire la sécurité de son pays. Je pense que si je lui donne tout ce qu'il me sera possible de donner sans rien réclamer en échange, noblesse oblige, il ne tentera pas d'annexer quoi que ce soit et travaillera à bâtir un monde de démocratie et de paix ».

« Noblesse oblige ! » On n'est pas plus psychologue, concernant celui que Jean Laloy décrit comme un homme « totalement désabusé qui continue, par fierté et par ruse, à accroître pouvoir, territoires, influence, domination, et qui, au fond de lui-même, pressent le vide, l'horreur (1) ».

C'est pourtant avec cet homme-là que « FDR » va devoir mettre sur pied la création d'une Organisation des Nations unies destinée à prendre la relève de la défunte Société des Nations, mais dotée, pour être efficace, d'infiniment plus de pouvoir. Le Conseil de sécurité, dont les grandes puissances seront les membres permanents, exercera collectivement la responsabilité de la paix sur cette Terre ; d'où l'apogée des discussions qui ont porté, à Yalta, sur le droit de veto accordé aux membres permanents. Dans un moment d'exceptionnel désintérêt, chacun des trois accepta de renoncer à s'en prévaloir dans les conflits où il serait partie : inutile de dire que deux ans plus tard cet engagement était tombé en désuétude. En fin de compte, le principal résultat concret de toutes ces passes d'armes aura été l'attribution à la France — en même temps qu'à la Chine — d'un siège permanent au Conseil. Elle n'aurait jamais obtenu si Churchill n'avait pas plaidé son dossier avec beaucoup d'insistance.

Roosevelt ne cachait pas son intention de retirer les « boys » dans un délai de deux ans après la capitulation du Reich. Pour contenir le déferlement, qu'il redoutait, des Cosaques sur l'Europe, le Premier britannique pensait qu'une France forte ne serait pas de trop. Car il nourrissait peu d'illusions sur Staline. Le premier soin de celui-ci, dès l'invasion de son pays, n'avait-il pas été de presser ses nouveaux alliés d'entériner les avantages territoriaux qu'il avait obtenus de Hitler ?

Pour tenter de limiter les dégâts et avoir les mains libres en Grèce, Churchill avait conclu avec le généralissime, en octobre 1944, à Moscou, sur un méchant bout de papier, un accord qui lui abandonnait pratiquement la Roumanie et la

Bulgarie, les deux compères se reconnaissant mutuellement une influence à 50 % en Hongrie et en Yougoslavie.

Roosevelt, quant à lui, n'avait cessé de réquiescer contre les zones d'influence, et Churchill s'était bien gardé de lui rapporter noir sur blanc les détails de son accord avec Staline. Plutôt qu'à des discussions de marchands de tapis il préférait faire confiance à la déclaration sur l'Europe libérée sur laquelle les trois vainqueurs allaient s'entendre sans grand-peine à Yalta. Ne se promettaient-ils pas d'aider « à former des gouvernements provisoires largement représentatifs de tous les éléments démocratiques qui s'engageraient à établir le plus tôt possible, par des élections libres, des gouvernements correspondant à la volonté des peuples » ?

« Gouvernements représentatifs... démocratiques... élections libres » : ces mots, n'avaient pas le même sens suivant qu'ils étaient employés par Staline ou par les Anglo-Saxons. Six jours, pas un de plus, après la publication de cette rassurante proclamation d'intentions, le terrible Vyehinski, ancien procureur des procès de Moscou, devenu vice-ministre des affaires étrangères, se rendait chez le roi Michel de Roumanie, dont le palais avait été encerclé au préalable par l'armée soviétique, pour le sommer de révoquer le premier ministre Radescu, accusé tout simplement de complot contre l'URSS, et de le remplacer par un « compagnon de route » du PC.

L'échec

Churchill ne se doutait de rien, qui, au même moment, livrait aux Communes ses impressions de Yalta. « Je ne connais pas de gouvernement qui s'en tienne plus fermement à ses promesses, fit-il, ce d'un propre déclin, n'hésitait-il pas à dire, que le gouvernement soviétique russe ». Deux semaines plus tard, il parlait, dans une lettre à Roosevelt, « d'un immense échec, d'un bouleversement complet de ce qui avait été convenu à Yalta ».

On touche ici le point essentiel. A Yalta, les trois grands se sont pas sérieusement entendus : ils ont signé une série d'accords très généraux, dont la plupart ont été violés, et ont renvoyé aux experts, ou à des réunions ultérieures, faute d'avoir pu les résoudre, des problèmes essentiels comme le sort de l'Allemagne ou celui de la Pologne.

Le monde a certes été partagé, mais suivant une loi non écrite. Il l'a été par deux événements particulièrement « incommensurables » : d'abord la progression de l'armée rouge, qui occupait déjà, au moment de Yalta, la Roumanie, la Bulgarie, la quasi-totalité de la Pologne,

des pays baltes et de la Prusse orientale, les deux tiers de la Hongrie et de la Yougoslavie, l'est de la Tchécoslovaquie, une partie importante de la Silésie et de la Poméranie. Comment aurait-on pu convaincre Staline de la faire reculer ? Ensuite, en soit suivant, Hiroshima, qui a donné aux Américains les moyens d'oublier la promesse faite par Roosevelt de retirer rapidement ses troupes d'Europe, ce dont Khrouchchev devait s'agiter auprès de Kennedy lorsqu'il le rencontra à Vienne, en 1961.

L'Allemagne et la Pologne

Hiroshima a eu un autre effet : faire du seul partage qui ait été conclu à Yalta, celui des dépossédés de l'empire nippon, un parfait marché de dupes. Les États-Unis, craignant que le conflit avec le Japon ne dure longtemps encore, voulaient être sûrs qu'une fois le Reich à terre les Soviétiques se joindraient à eux. Staline s'engagea sans difficulté à déclarer la guerre à Tokyo dans les trois mois qui suivraient la capitulation du Reich, mais il y mit des conditions, en l'espèce « la restauration des droits de la Russie violés par la trahison et l'attaque du Japon » (1904). Autrement dit, la restitution du sud de Sakhaline, de Port-Arthur, de Daïren, du chemin de fer de Mandchourie.

Les Soviétiques intervinrent bien, le 8 août, dans la guerre contre le Japon. Mais Hiroshima avait subi, quarante-huit heures plus tôt, le baptême atomique. Du coup, les soldats rouges arrivaient comme les carabiniers. Et Staline n'avait plus les moyens de réclamer une zone d'occupation du type de celles que les vainqueurs s'étaient attribuées en Allemagne et en Autriche.

Pour ces deux pays, le tracé des zones avait été arrêté à Londres, quelques mois plus tôt, par un comité d'experts. Il fut entériné à Yalta sans discussion. Comme pour le siège permanent au Conseil de sécurité, Churchill dut se battre pour obtenir des zones pour la France. Roosevelt, puis Staline, au milieu de diverses aménités pour notre pays et pour de Gaulle, firent savoir qu'ils ne s'inclinaient que par « pure bonté ».

La grande préoccupation des « trois » de Yalta, c'était, bien entendu, d'abord de gagner la guerre. Et, ensuite, de mettre durablement l'Allemagne hors d'état de nuire. Dans ce but, on avait déjà parlé, à Téhéran, de la démembrer : Staline rappela que Roosevelt avait suggéré de partager le pays en cinq États autonomes, le canal de Kiel, la Ruhr et la Sarre étant internationalisés sous le contrôle de l'ONU, tandis que Churchill s'était montré favorable à la constitution

d'une fédération austro-bavaroise et au détachement de la Westphalie et de la Ruhr de la Prusse. Il est temps, dit-il, de prendre une décision. Mais on n'en prit aucune, sinon celle de constituer un comité de démembrement.

Celui-ci avait cessé de fonctionner lorsque, le lendemain de la victoire et sans avoir consulté personne, « Oncle Joe » déclara que « l'URSS n'avait pas l'intention de démembrer ou de détruire l'Allemagne ». On n'en parla donc plus et l'on s'entendit à Potsdam, au mois d'août, pour reconstruire des « départements administratifs centraux » pour l'ensemble de l'Allemagne. En partie du fait de la France, ils ne verront jamais le jour.

Autre problème dont il fut question à Yalta à propos de l'Allemagne : les réparations. L'URSS réclamait 20 milliards de dollars, dont la moitié pour elle. C'était énorme. Churchill répondit que si l'on voulait faire tirer sa voiture par un cheval, il fallait lui donner un minimum de foin. Le chiffre avancé par les Soviétiques n'en fut pas moins adopté comme « base de discussion ».

Si étrange que cela puisse paraître, on parla cependant infiniment moins à Yalta de l'Allemagne que de la Pologne. Il faut dire que deux gouvernements se la disputaient. L'un, installé à Londres, héritier de celui d'avant-guerre. L'autre, établi à Lublin, en Pologne libérée, dont l'URSS tirait les ficelles. Churchill ayant réclamé des « élections générales et libres (...) qui pourraient être reconnues par tous les Polonais », Staline répondit sur un ton sans réplique que le comité de Lublin était « aussi démocratique que de Gaulle et que sa reconnaissance était pour lui une question d'honneur et de sécurité ». Roosevelt s'insurgea, « en l'occurrence pour « réorganiser le comité de Lublin » suivant des bases démocratiques plus étendues, avec l'inclusion des chefs démocrates se trouvant à l'étranger ». On promit au président des États-Unis de tenir des élections dans un délai d'un mois. « Je veux qu'elles soient comme la femme de César, dit-il, ne puissent être soupçonnées », était-ce de la dernière.

Words, words ! C'est son successeur, Harry Truman, qui porte la responsabilité d'avoir accepté, quelques mois plus tard, l'essentiel des exigences du généralissime, lequel avait déjà obtenu à Yalta la confirmation du tracé de la frontière orientale de la Pologne, sur lequel il s'était entendu, en 1939-1940, avec Hitler. Quant à la frontière occidentale, il fut admis qu'elle serait située sur l'Oder et la Neisse. Mais sur quelle Neisse, puisqu'il y en a deux ? La question n'a pas été tranchée à Yalta. La Pologne communiste l'a réglée en incorporant un beau matin la ville de Szczecin, ex-Stettin, dans ses frontières. « Ne garez pas l'œil polonoise de nourritrice allemande en point de la faire crever d'indigestion », avait pourtant dit Churchill. Mais « Oncle Joe » savait ce qu'il faisait : il voulait empêcher la Pologne et l'Allemagne de se raccommoder contre lui.

Le bilan est bien mince en fin de compte. Mais l'approche de la victoire, les belles paroles au cours des banquets, avaient créé, à la fin de la conférence, une incroyable euphorie : « Nous étions absolument certains », déclarait Harry Hopkins, le très proche collaborateur de Roosevelt, d'avoir gagné la première victoire de la paix et, par nous, l'entente nous tous, tous les peuples civilisés de la race humaine. « C'était le 11 février 1945. Trois mois plus tard, Churchill constatait, dans une lettre à Truman, devant entre-temps président des États-Unis, l'existence d'un « rideau de fer ». Du rideau de fer à la guerre froide, la distance était brève.

(1) Yalta, hier, aujourd'hui, demain, Robert LaFont, 1988.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Droits de la société :
c'est son à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beau-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Reproduction intégrale de tout article,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2457
Reconnu comme journal de presse
et index du Monde au (1) 42-47-48-49.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE

Composé 35-15 - Tapes LEMONDE
ou 35-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
11, RUE JEAN-MAZET
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-34-39

	FRANCE	ÉTRANGER	ÉTRANGER	ÉTRANGER
3 mois	360 F	390 F	390 F	780 F
6 mois	720 F	780 F	780 F	1 560 F
1 an	1 380 F	1 380 F	1 380 F	2 760 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.
Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessous
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO
SERVICE À DOMICILE :
Pour tous renseignements :
tél : (1) 49-60-34-70

Changement d'adresse dû à la loi sur la presse :
nos abonnés sont invités à former
leur demande deux semaines avant
leur départ, en indiquant leur numéro
d'abonnement.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
sous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 011 12001

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Ancien directeur :
Hubert Boncompagni (1944-1960)
Jeanne Faure (1960-1962)
André Laurens (1962-1966)
Administrateur général :
Bernard Weiss

Directeur de la rédaction :
Daniel Varouf
Rédacteurs en chef :
Bruno Pignatelli, Claude Bales

RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL :
7, rue des Filles-du-Calvaire
75001 PARIS CEDEX 06
Tél : (1) 42-47-87-87
Télécopieur : (1) 42-23-04-81

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-30-30
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

PIERRE
JOXEanimé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André FAUSSEYON
et Patrick CARREAU (à l'antenne)
Dominique FÉLIX-ÉQUIV
et Paul-JOY (à l'antenne)

JAN 1990

سكراة الامم المتحدة

ÉTRANGER

... Le Monde • Dimanche 4-Lundi 5 février 1990 3

YUGOSLAVIE

Le président de la fédération s'est rendu au Kosovo pour tenter de mettre fin aux violences

Quelque deux mille étudiants serbes réunis vendredi 2 février sur le campus de l'Université de Belgrade ont posé un ultimatum au pouvoir fédéral yougoslave, lui donnant jusqu'au 8 février « pour mettre fin à la violence des séparatistes albanais au Kosovo ».

Si la situation n'est pas maîtrisée d'ici là, les étudiants de toute la Serbie exigeront « la suppression de la Présidence collégiale ».

PRISTINA

de notre envoyé spécial

« Si la répression se poursuit, on risque de voir ériger la crise du Kosovo vers une situation analogue à celle des territoires occupés par Israël », M. Ibrahim Rugova préside le mouvement d'opposition le plus important de la région autonome, l'Alliance démocratique du Kosovo (ADK) mais avoue son impuissance devant une situation qui échappe à tout contrôle. Autour, comme les deux autres groupes d'opposition au Kosovo - le Comité pour une initiative démocratique yougoslave et le Comité pour la défense des droits de l'homme - de plusieurs appels à l'arrêt des manifestations, M. Rugova explique que cette position par sa hantise de voir les violences accrues déboucher sur une guerre civile à caractère ethnique entre Albanais

de souche et Serbes. Mais juge M. Rugova, « la révolte est devenue endémique. Commencée avec les étudiants, elle s'est étendue et personne n'a plus pris sur les gens qui veulent descendre dans la rue ».

Rétablir la confiance

A l'autre extrémité de l'échiquier politique, une autre personnalité est venue vendredi 2 janvier exprimer sa préoccupation quant aux conséquences des troubles : M. Janes Drnovsek, président de la fédération yougoslave. Il a, au lendemain de l'intervention de l'armée - sous le prétexte de « manœuvres » - mis en garde contre la gravité de la situation et évoqué le handicap que représentait la situation au Kosovo pour l'achèvement des réformes politiques et économiques dans le pays. Il a appelé la

population de la région quelle que soit son origine à mettre fin aux violences de toutes sortes qui ne peuvent que mener à la déstabilisation et exprimer le vœu de rétablir la confiance entre tous.

Jedi, alors que les blindés de l'armée se livraient à une opération d'intimidation, M. Drnovsek (qui est slovène) avait reçu une délégation d'académiciens du Kosovo venus lui présenter un dossier sur les violations des droits de l'homme dans la région. Selon des membres de l'opposition du Kosovo, c'est à la suite de cette rencontre que le chef de l'Etat aurait pris sa décision d'aller à Pristina.

Et ce alors que ces mêmes opposants dénoncent une brutalité et un arbitraire croissants depuis quelques jours de la part de la police. Ils citent ainsi une série d'actes gratuits de la part de policiers à l'encontre de la population albanaise allant de la bas-

tonnade au tir de coups de feu contre des groupes de gens ou des rafales d'immeubles.

Cependant, simple répit ou amorces d'une certaine « détente », le Kosovo a vécu vendredi sa première journée sans incidents majeurs après une dizaine de jours de manifestations interrompues dont le bilan dépasse les vingt morts. Dans plusieurs villages, les affrontements des jours précédents ont fait place au cortège imposant formé pour les obsèques des victimes de la répression. Les autorités n'avaient toutefois pris aucun risque et maintenu en place un important dispositif de sécurité. L'armée, elle, a poursuivi ses « manœuvres », se présentant ostensiblement en force de dissuasion.

VVES HELLER

BULGARIE

M. Alexander Lilov a été élu à l'unanimité président du Parti communiste

Le nouveau président du Parti communiste bulgare, M. Alexander Lilov, élu à l'unanimité vendredi 2 février à l'issue du 14^e congrès du PCB, a déclaré au cours d'une conférence de presse que « l'avenir est aux réformateurs dans le parti ». Dans son discours de clôture, il avait lancé un appel aux militants, leur demandant de « travailler plus pour regagner la confiance du peuple ».

L'élection à huis clos du conseil suprême, qui remplace l'ancien comité central, a été le moment le plus difficile de ce congrès extraordinaire. Les débats ont duré dix-neuf heures et ont donné lieu à des discussions parfois tumultueuses. Limité initialement à 131 membres, le conseil a été élargi aux 133 membres qui avaient tous obtenu la majorité nécessaire pour siéger dans cet organe. Cela a permis de « repêcher » notamment des dirigeants de la fraction « Association socialiste alternative » (ASO), mais également plusieurs hauts dignitaires « conservateurs » comme l'ancien procureur de la République, Vassil Mrechkov, et M. Mincho Jovchev, et Pantelei Patchov, élu récemment au bureau politique, mais dont l'agence bulgare BTA avait tout d'abord annoncé la mise à l'écart. Dans le nouveau conseil

suprême figurent de nombreux intellectuels, une douzaine de représentants des courants réformateurs radicaux qui se sont exprimés au cours des quatre jours de travaux, 10 % seulement des membres de l'ancien comité central retrouvant leurs sièges.

La principale victime du congrès aura été le premier ministre, M. Georghi Atanasov, un rescapé de l'ère Jivkov, qui a présenté la démission de son gouvernement. Réuni le samedi 3 février, à Sofia, le parlement a accepté cette démission et désigné pour lui succéder, M. Andreï Lukanov, numéro deux du parti. Celui-ci a rejeté l'idée, avancée par l'opposition, d'un « gouvernement d'experts » jusqu'aux élections libres prévues en mai.

Par ailleurs, l'ancien chef de l'Etat bulgare, M. Todor Jivkov, placé en détention le 15 janvier dernier, a été hospitalisé vendredi, a annoncé le parquet général de la République. Selon M. Andreï Lukanov, il sera traduit devant un tribunal dès que l'instruction aura des preuves « catégoriques » de sa culpabilité. Agé de soixante-dix-huit ans, M. Jivkov est inculpé d'abus de pouvoir, détournement de fonds publics et d'avoir « entretenu la haine nationale ». (AFP.)

ROUMANIE

Prochaine dissolution du Conseil du Front de salut national

Le Conseil du Front de salut national, qui assumait jusqu'ici tous les pouvoirs à Bucarest, sera rapidement dissous, a annoncé l'un de ses vice-présidents, M. Casimir Ionescu, précisant que le décret-loi du 30 décembre dernier qui lui donnait son cadre légal serait également abrogé. Le gouvernement de M. Petre Roman, éventuellement élargi, devrait continuer à assurer les affaires courantes.

Cette prochaine décision fait suite à l'accord signé le 1^{er} février,

après les manifestations organisées par l'opposition, instaurant un Conseil provisoire d'union nationale, composé de représentants du Front, des partis traditionnels et de personnalités diverses, et chargé de conduire le pays jusqu'à l'élection générale prévue pour le 20 mai prochain (le Monde du 3 février).

Le nouveau Conseil se réunira le 9 février pour élire son président, vraisemblablement M. Ion Iliescu, déjà président du Conseil du Front de salut national.

Quatre anciens collaborateurs de Ceausescu condamnés à la prison à vie

Ion Dinca, ancien vice premier ministre, Tudor Postelnicu, ancien ministre de l'intérieur, Emil Boba, ancien membre du bureau politique du Parti communiste roumain et bras droit de Nicolae Ceausescu, et Manes Maneacu, ancien vice-président, ont été condamnés à la prison à vie, vendredi 2 février, par le tribunal militaire spécial de Bucarest. Les accusés sont en outre privés de leurs droits civiques et de leurs grades militaires. Tous leurs biens ont été confisqués.

La sentence, prévisible, n'a provoqué aucune surprise à Bucarest. Les accusés avaient plaidé coupable avec application, l'un d'entre eux, Ion Dinca, justifiant même par avance la sévérité du tribunal en affirmant qu'il accepterait sa condamnation à perpétuité comme une juste peine. Il est d'ailleurs le condamné à l'issue du procès qu'il ne ferait pas appel.

L'essentiel des débats, menés rondement par un président-colonel peu soucieux d'entrer dans les

détails, a porté sur la responsabilité des accusés qui participaient aux deux réunions du bureau politique du Parti communiste roumain, les 1^{er} et 22 décembre, où furent donnés les ordres de faire tirer sur les manifestants de Timisoara et de Bucarest. Accusés de « complicité de génocide », les accusés ont soutenu pour leur défense qu'ils n'avaient rien pu faire contre la volonté du « tyran ».

De nouveaux procès contre d'anciens collaborateurs de la Securitate devraient se tenir dans les semaines à venir. La sœur de Nicolae Ceausescu, Elena Barbucescu, a par ailleurs été présentée vendredi 2 février à la télévision roumaine. Détenu sous le coup d'une enquête pour complicité dans l'assassinat d'un colonel de l'armée roumaine et accusée de détournement de fonds, elle a refusé de répondre aux questions du journaliste, acceptant seulement de dire qu'elle faisait la grève de la faim dans sa prison. (AFP, Reuters.)

GRÈCE : le conflit de Thrace occidentale

La Turquie rappelle son ambassadeur « pour consultations »

ATHÈNES

de notre correspondant

Les rapports entre la Grèce et la Turquie se sont envenimés après les affrontements qui ont opposé, lundi dernier, des chrétiens orthodoxes à des musulmans d'origine turque dans la ville de Komoti, en Thrace occidentale, et qui ont fait vingt et un blessés. Le ministre grec des affaires étrangères, M. Antonis Samaras, a décidé, samedi, d'expulser le consul général de Turquie à Komotini, M. Kemak Gur (le Monde du 3 février).

Le conseil avait notamment demandé auprès du préfet de la région de pouvoir visiter les magasins de ses « compatriotes » qui avaient été endommagés au cours des incidents. M. Samaras avait qualifié ces propos d'« inadmissible ».

L'ambassadeur de Turquie, qui a regagné Ankara « pour consultations », a déclaré que les propos du consul avaient été mal tra-

duits. Mais, selon Athènes, Ankara « insiste » pour qualifier les membres de la minorité musulmane de Grèce de « compatriotes » ou de « citoyens de souche turque ».

Cela constitue « une flagrante violation » du traité de Lausanne (1923), qui règle le problème des minorités dans les deux pays. « Ce traité », a indiqué le ministre, ne reconnaît que le caractère religieux de la minorité musulmane ».

Un calme tendu prévaut dans toute la Thrace occidentale où vivent quelque cent vingt mille musulmans qui, apparaissent souvent comme des citoyens de seconde zone face aux chrétiens orthodoxes, plus prospères et qui occupent tous les postes dirigeants. Cette situation qui est la source de nombreuses rancœurs souvent exploitées par Ankara.

DK

URSS

Renoncer au rôle dirigeant du PC

Suite de la première page

Tout cela, c'est sûr, est acquis depuis que M. Gorbatchev et son équipe se sont définitivement convaincus, début décembre, que le temps jouait désormais contre eux. C'est à ce moment-là que le secrétaire général a pleinement réalisé que la liberté qu'il a su créer en cinq ans risquait de s'annihiler elle-même dans un affrontement irréversible entre une démocratie balbutiante et des conservateurs qui ont repris l'initiative.

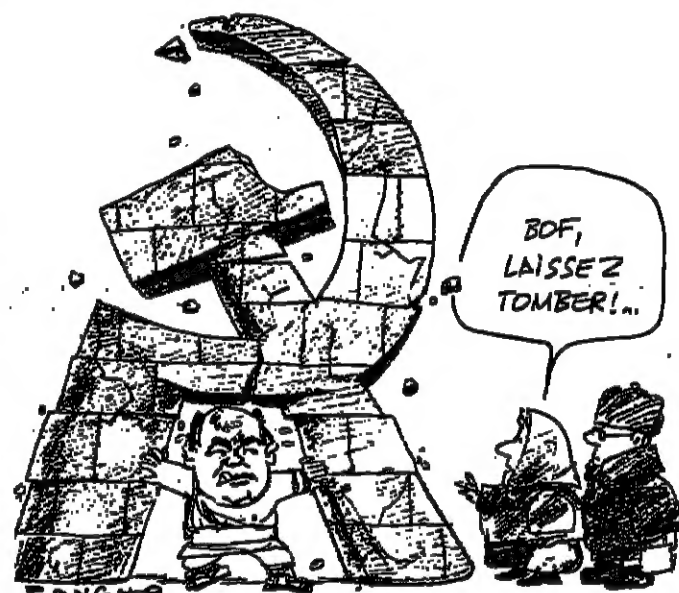
Aujourd'hui, l'appareil conservateur a affiné ses discours, rajouté ses cadres et ne défend plus, pour maintenir son pouvoir, l'orthodoxie marxiste-léniniste mais l'égalitarisme et la stabilité sociale menacés par les réformes. De l'autre côté, le parti du mouvement ne se limite plus à quelques intellectuels. Formidablement divers et puissant, il regroupe aussi bien les mouvements nationalistes que des milliers d'organisations et de mouvements culturels, politiques ou sociaux qui se réunissent, publient et prolifèrent aux quatre coins du pays. On y retrouve des sociaux-démocrates et des monarchistes, des chrétiens, des nationalistes azéris et des nationalistes arméniens - largement assez d'antagonismes pour réunir, sur fond de crise économique et avec les conservateurs en face, tous les ingrédients

nécessaires à une guerre civile généralisée.

Pour l'éviter tant qu'il en est encore temps, c'est un parti de la raison qu'il faut créer afin d'affirmer la suprématie du droit comme instrument de régulation des conflits.

Virtuellement, ce parti existe - au sein de tous les mouvements nationalistes, du Parti communiste, de toutes les organisations informelles et de toutes les couches sociales. S'il est un pays au monde qui sait ce que sont l'horreur et la vanité des guerres civiles et des révolutions, c'est l'URSS.

La nécessité de la prudence et du temps a beaucoup moins besoin qu'ailleurs d'être expliquée mais il faut maintenant, pour que la raison l'emporte avec la démocratie, plus que de la lucidité et plus qu'un programme. Il faut aussi savoir être compris, assez fort pour être entendu, assez net pour être cru. Le problème n'est pas de savoir si M. Gorbatchev veut instaurer la démocratie. Il le veut et le veut tellement, qu'il compte prolonger, dès la mi-février, le - futur - abandon du rôle dirigeant du parti par un passage à un régime présidentiel. Dès lors que la centralisation n'est plus assurée par le parti, elle doit en effet l'être, considérée-t-il, par un pouvoir exécutif fort, procédant,



à terme, du suffrage universel et appuyé, à l'échelle fédérale et républicaine, sur des Parlements démocratiquement élus.

Si la perestroïka était une révolution, c'est une révolution dans la révolution qui se prépare, mais le problème est que ce programme destiné à éliminer les conservateurs et à unir les réformateurs dans l'ambition de la démocratie, il faut d'abord le faire adopter... par les conservateurs. Malgré les purges successives, ce sont eux qui dominent toujours le comité central et c'est à eux donc que revient le pouvoir d'accepter ou non les propositions de M. Gorbatchev.

En principe, ils devraient le faire sans trop de problèmes car ce comité central est trop conscient de son anachronisme et de son illégitimité politique pour oser mettre en minorité M. Gorbatchev. Les conservateurs eux aussi veulent jouer la carte du congrès car eux aussi sont persuadés de pouvoir gagner en en appelant à la base. Le secrétaire général et son programme vont passer le cap du plénum mais pour que cela ne casse pas, M. Gorbatchev doit quand même y mettre les formes - assez de langue de bois et d'ambiguïté pour ne pas obliger le comité central à engager l'épreuve de force.

BERNARD GUETTA

■ HONGRIE : accord pour un retrait rapide des troupes soviétiques. - L'URSS et la Hongrie sont convenues vendredi 2 janvier d'un retrait « complet des troupes soviétiques » stationnées en Hongrie « dans le laps de temps le plus court possible », selon un communiqué cité par la radio hongroise, à l'issue de deux jours de négociations à Budapest.

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : le dalaï-lama en visite à Prague. - La Chine a élevé une protestation officielle, samedi 3 janvier, contre la visite privée de cinq jours, entamée la veille à Prague, du dalaï-lama, chef spirituel des Tibétains. Le président Vaclav Havel avait déclaré que le dalaï-lama était son invité personnel, avec qui il désirait « méditer » et avoir des « consultations spirituelles », la Chine devant, selon lui, se « contenter de ces explications ».

Pourparlers entre nationalistes azéris et arméniens à Riga

Les premiers pourparlers publics entre représentants du Front populaire d'Azerbaïdjan et du Mouvement national arménien ont commencé vendredi 2 février à Riga, capitale de la Lettonie, sous l'égide du Conseil de la Baltique, alliance des mouvements nationalistes baltes. La télévision soviétique a rendu compte de cette rencontre, qui souligne un transfert de l'initiative politique du Kremlin aux groupes indépendants des républiques soviétiques.

L'ordre du jour porte sur un échange de prisonniers entre les deux communautés et la question du retrait des troupes soviétiques envoyées dans les deux républiques, mais exclut la question clé du sort du Haut-Karabakh, l'enclave arménienne en Azerbaïdjan à l'origine du conflit.

Une rencontre s'est par ailleurs déroulée jeudi à Bakou entre le commandant militaire local, le général Vladimir Doubinski, et le Front populaire azerbaïdjanais, a

annoncé un représentant de ce dernier aux premiers journalistes autorisés à se rendre en Azerbaïdjan. Le Front réclame un calendrier pour le départ des troupes, le général a promis de transmettre la demande à Moscou. - (AFP, Reuters.)

■ Condamnation d'un nationaliste moldave. - M. Ion Tutunaru, un porte-parole du mouvement démocratique de Moldavie, a été condamné en novembre dernier à un an de camp de travail pour « participation active à une manifestation non autorisée », a indiqué jeudi 2 février l'avocat du militant, M. Boris Buzan. Le tribunal de Kichinev a également retenu comme charge une interview accordée par M. Tutunaru à un correspondant de l'AFP, a précisé l'avocat. M. Tutunaru purge sa peine à Asrakhan, au nord de la Caspienne. - (AFP.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les mesures de libéralisation en faveur des Noirs

Les réactions aux décisions annoncées vendredi 2 février par M. De Klerk ont été commentées favorablement en Occident et suscitent un intérêt évident en Afrique.

A Washington, le département d'Etat estime que « les mesures annoncées ouvrent le voie à un début de négociation ». « Nous demandons à tous les partis sud-africains, y compris ceux qui viennent d'être libérés, d'accepter le processus de transition pacifique vers une Afrique du Sud non raciale et démocratique », a déclaré un porte-parole. Le président Bush a indiqué à des journalistes qu'il avait l'intention de réexaminer avec le Congrès la question des sanctions.

A Londres, M. Thatcher a invité le président De Klerk à venir s'entretenir avec elle « très pro-

chainement » à sa résidence de campagne de Chequers. M. Mandela sera également invité en Grande-Bretagne dès sa sortie de prison. Le gouvernement britannique renonce, en outre, à déconseiller les voyages d'artistes, de scientifiques et d'universitaires en Afrique du Sud, ont indiqué les services du premier ministre, précisant que Londres « envisagera d'autres mesures positives dès que M. Mandela sera libéré ».

A Paris, un communiqué du Quai d'Orsay affirme que le gouvernement apprécie « à sa juste mesure la volonté de réforme ainsi manifestée par le président De Klerk ». « La France exprime le vœu que les mesures annoncées soient rapidement mises en œuvre et permettent un démantèlement complet du régime odieux de l'apartheid ».

ajoute le texte. D'autre part, M. Mitterrand a envoyé à M. Mandela un message disant notamment : « Je tiens à vous exprimer la joie que j'éprouve et aussi mon admiration pour le courage et la dignité dont vous avez fait preuve dans le service des idées qui sont les vôtres ».

A Bruxelles, la Commission européenne, l'attaché de la CEE, s'est félicitée d'une contribution significative pour que s'instaure un dialogue entre tous les représentants authentiques des différentes composantes de la population sud-africaine.

La CEE, qui avait décidé d'imposer en septembre 1986 un embargo sur l'acier et le fer d'Afrique du Sud et avait interdit tout nouvel investissement dans ce pays, prendra des mesures d'aide à la

population noire pour parvenir à l'élimination pacifique de l'apartheid.

A Moscou, le ministère des affaires étrangères salue « un pas important, et attendu depuis longtemps, dans la bonne direction ». Un porte-parole a ajouté que, si des mesures complémentaires sont prises pour la formation d'un « Etat démocratique », Moscou les soutiendra totalement.

En Zambie, le président Kaunda a dit : « Si M. De Klerk nous demande de convaincre l'ANC d'engager des négociations, nous le ferons ».

Au Nigéria, le gouvernement fédéral a salué « le premier pas concret vers l'abolition totale de l'apartheid ».

Six mois d'ouverture à petits pas

1989

14 août. — Le président Botha annonce sa démission, « n'ayant pas d'autre choix » en raison du conflit qui l'oppose à son successeur potentiel, M. Frederik De Klerk. Celui-ci devient chef de l'Etat en exercice.

6 septembre. — Le Parti national, au pouvoir, garde la majorité absolue aux élections législatives. M. De Klerk est donc assuré de se voir confier un mandat de cinq ans par le Parlement qui élit le chef de l'Etat.

12 septembre. — M. De Klerk autorise une marche contre l'apartheid au Cap, malgré l'état d'urgence.

20 septembre. — Lors de sa prestation de serment, M. De Klerk se déclare prêt à négocier avec les « gens raisonnables ».

26 septembre. — La municipalité de Johannesburg supprime en partie la ségrégation après un référendum parmi les électeurs blancs.

30 septembre. — Une délégation de l'ANC rencontre à Londres un groupe d'Afrikansers mené par M. Wimpie De Klerk, frère du chef de l'Etat.

15 octobre. — Libération de sept dirigeants de l'ANC emprisonnés depuis le début des années 60.

14 novembre. — Elections d'une Assemblée constituante en Namibie, territoire jusqu'alors sous tutelle sud-africaine. Après sa victoire, la SWAPO se dit prête à partager le pouvoir avec ses adversaires politiques.

1990

5 janvier. — M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, rend visite à une vingtaine de députés de l'ANC en Hongrie et de « grandes occasions » que constituent sur le plan de la coopération économique les événements en Europe de l'Est, où les nationalistes noirs disposent de sympathies actives. L'ANC déplore cet accueil à Budapest.

15 janvier. — Réunion à Lusaka des chefs de l'ANC en exil et des leaders libérés le 15 octobre 1989, pour déterminer une ligne commune face aux propositions de Pretoria.

24 janvier. — M. Herman Cohen, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires étrangères, se dit « très encouragé » par l'attitude de M. De Klerk. 2 février. — Discours de M. De Klerk annonçant la libération prochaine de M. Mandela et la légalisation des partis nationalistes noirs.

LE CAP de notre envoyé spécial

Alors que devant un parterre de députés blancs, indiens et métis endimanchés — tenue de ville de rigueur ! — le président De Klerk expliquait avec force conviction qu'en Afrique du Sud, demain ne serait plus comme aujourd'hui, et encore moins comme hier, à quelques rues de là, lui faisant écho, quelques milliers de sympathisants du Front démocratique uni (UDF) participaient à une « marche pour la démocratie » dûment autorisée. Avant de sonner la dispersion, un syndicaliste noir, juché sur une estrade de fortune, invitait la foule, essentiellement composée de jeunes, à « ne pas se laisser démobiliser » par le discours du chef de l'Etat.

« C'est une victoire à porter à notre crédit », lançait un responsable du UDF aux manifestants, qui n'en croyaient pas leurs oreilles, trépidant de joie et tendant le poing en l'air, en hurlant des slogans. Sur sa lancée, l'orateur demandait tout de go « la démission de M. De Klerk » et le « transfert de pouvoir entre les mains du peuple ». Comme un leitmotiv, il répétait à cet auditoire, pourtant acquis à ses propos, que « l'ANC est le leader

de la révolution » avec lequel les pays étrangers devaient désormais nouer des « relations diplomatiques ».

Sans armes et sans bagages allemands, des groupes de policiers suivaient la scène de loin, à l'ombre des palmiers. Quelques pancartes insolites attirèrent l'attention : « Le socialisme donne du travail à tous », « La révolution islamique est la révolution de masse sous la conduite de l'idéologie isla », « La très médiatique Winnie, la femme de Nelson Mandela, qui conduisit la marche, coiffée d'un béret vert, prenait enfin la parole et adressait à M. De Klerk une mise en garde : « Ce n'est pas le discours que nous attendons de vous. Nous ne sommes pas prêts à accepter un tel discours ».

Cependant, dans une première déclaration faite à chaud sous bénéfice d'inventaire, au cours d'une conférence de presse, l'état-major de l'UDF se montrait un peu moins abrupt en saluant le « courage » de M. De Klerk. Il n'en continuait pas moins à plaider que les conditions posées par l'ANC à Harare, en août dernier, pour l'ouverture de négociations n'étaient pas encore réunies, puis-que notamment l'état d'urgence

n'a pas été complètement levé et que les prisonniers politiques auteurs de violences ne doivent pas être libérés.

M. De Klerk a tout de même créé la surprise d'un bout à l'autre de l'échiquier politique. Jamais discours n'avait été tant attendu en Afrique du Sud et à l'étranger. Mais personne n'imaginait que le chef de l'Etat irait aussi vite, aussi loin, qu'il franchirait le Rubicon, ouvrant ainsi, quoi qu'en disent certains, la voie à des négociations sur l'avenir du pays. Mais, a-t-il expliqué, « il est temps de briser le cycle de la violence. La majorité silencieuse aspire à cela et la jeunesse le mérite ».

L'impact des sanctions

Ainsi se trouvent légalisées toutes les formations politiques jusqu'à interdites comme l'ANC et son rival le Congrès panafricain (PAC), même le Parti communiste ; tous leurs membres en prison sont relâchés. Les exécutifs locaux (1) sont suspendus en attendant que le Parlement légifère sur la peine de mort qui ne devrait plus être appliquée que dans des cas très limités. Quant à l'état d'urgence, ses prin-

cipales dispositions, notamment pour ce qui concerne les restrictions imposées sur médias, à certaines personnes (374) et à certaines organisations (33) sont levées.

M. Nelson Mandela sera libéré « sans conditions » mais a ajouté M. De Klerk, « le gouvernement a pris note qu'il est désireux d'apporter une contribution au processus de paix ». Comme le chef historique de l'ANC est un prisonnier un peu hors du commun « ce cas », a indiqué le président, doit être traité avec circonspection ». Notamment pour « des raisons de sécurité ». Les préparatifs de levée d'écrou, dont le date sera bientôt fixée, demanderont donc encore un peu de temps.

Comment un homme, considéré comme un conservateur, en est-il arrivé à la conclusion que le statu quo était le pire des solutions ?

« Le gouvernement sait le rôle important que la communauté internationale doit jouer dans la réalisation de nos objectifs nationaux », a confessé M. De Klerk. Sans elle, nous ne pouvons pas assurer la bien-être et la sécurité de nos concitoyens. « Pas de nouvelle Afrique du Sud sans croissance économique et pas d'aides étrangères sans changements politiques. C'est aussi simple que cela, mais encore fallait-il conduire le raisonnement jusqu'à son terme.

Tout le monde reconnaît que les sanctions ont un sérieux impact sur la marche des affaires et le niveau de l'emploi. Elles ont donc atteint leur but. Aussi, d'anciens estimant au sein de l'UDF, « qu'il ne faut surtout pas relâcher la pression » en si bon chemin.

Psychologiquement, beaucoup de Sud-Africains qui composent la majorité silencieuse en avaient assez d'être montrés du doigt par la communauté internationale, mis en quarantaine pour leur mauvais conduite, officiellement coupé du monde africain qui est le leur. « Enfin, on va devenir une vraie nation », s'empresse de contester un journaliste blanc.

Désarmement des partis

Les événements d'Europe de l'Est ont précipité les choses. Le régime de Pretoria a dû admettre qu'il ne pouvait pas rester à l'écart de ces aspirations à la pleine démocratie. Il s'est senti d'autant plus à l'aise pour répondre à ces attentes que la faillite du communisme est patente et que cette doctrine ne peut plus être un point de référence pour ceux qui s'en réclament en Afrique. Aussi, aux yeux de M. De Klerk, la légalisation de l'ANC et du Parti communiste ne présente pas de risque majeur puisque ces partis ont perdu les appuis extérieurs dont ils jouissaient et qu'il vont être obligés de mettre de l'eau dans leur vin.

Qu'importe ces calculs ! Pour le Parti conservateur (CP), trop c'est trop. « Nous apportons notre héritage à l'ANC sur un plateau », se désole un de ses députés. L'état-major de cette formation d'extrême droite qui milite pour le statu quo se frotte quand même les mains en imaginant déjà le nombre de sympathisants du Parti national (NP) au pouvoir qui vont rejoindre les rangs du CP, mais ils réalisent aussi qu'ils n'en tireront guère profit puisqu'il n'y a pas d'élections en vue. Si même ils arrivaient un jour aux affaires, ils ne sont pas assez sots pour penser qu'ils pourraient faire machine arrière et réactiver le bon vieux système de l'apartheid.

Au pouvoir depuis l'instauration de l'apartheid en 1948, le NP est en train de brûler ce qu'il adorait alors. Aussi, le discours-programme de M. De Klerk a-t-il provoqué beaucoup d'états d'âme

au sein de cette formation qui classe aujourd'hui sur les rangs du Parti démocratique (DP), hostile à tout système de discrimination raciale. Celui-ci en arrive même à se demander s'il ne devrait pas se saborder, voire conclure des alliances avec le NP, et pourquoi pas, avec l'ANC ?

Reste malgré tout à mesurer le sérieux des dispositions réformatrices de M. De Klerk. Or, d'anciens font remarquer que le chef de l'Etat n'a pas soulevé mot de sort qui sera réservé aux lois majeures de l'apartheid qui régissent encore la population, l'habitat, les terres, l'enseignement, la santé. Seules, pour le moment, les discriminations raciales les plus voyantes ont été supprimées, comme s'il s'agissait d'abord de sauver les apparences.

Créer un climat favorable

M. De Klerk, en fin stratège, s'est bien gardé, dans son discours-programme, de préciser ce que signifiait pour lui « l'arrêt d'un état de guerre en Afrique du Sud ». Il s'agit en effet, dans une première étape, de créer un climat favorable à l'ouverture des négociations. Il sera toujours temps plus tard d'entrer dans le vif du sujet. Il s'est contenté d'écrire ce qui, à son avis, « doit être acceptable par tous les Sud-Africains raisonnables », à savoir, entre autres, une Constitution démocratique, le suffrage universel, la protection des minorités et des droits individuels, l'indépendance de la justice.

Cette démocratie, M. De Klerk a toujours pensé qu'elle devait s'exercer au sein des différents groupes raciaux et s'est toujours opposé au principe d'un « homme, une voix » sur lequel s'appuient les mouvements nationalistes noirs. Est-il prêt à s'auter le pas au nom d'une pragmatisme qui, jusqu'à maintenant, lui a réussi ? « Ce n'est pas impossible », affirme un député du DP.

Quoi qu'il en soit, il est hors de question de transférer le pouvoir d'un groupe de pression à un autre, comme le réclament les plus radicaux des nationalistes noirs. Il s'agit d'imaginer un juste et judicieux partage du pouvoir. « L'Afrique du Sud n'est pas la Roumanie », souligne un observateur local. Une fois sorti de prison, M. Nelson Mandela aura la délicate mission de ramener à la raison tous ceux, notamment les jeunes, qui, au sein de l'ANC, veulent le pouvoir tout de suite et pour tout temps.

La « nouvelle Afrique du Sud » n'est pas pour demain. La libération de M. Nelson Mandela n'aura pas comme un coup de baguette magique. « Les négociations seront très longues et très difficiles », assure M. Peter Geyter, député (DP) de Durban. Il y aura des crises et des succès, des pas en avant et, plus encore, des pas en arrière. Nous vivons actuellement des moments excitants mais un peu romantiques. Il faut raison garder.

JACQUES DE BARRIN

(1) Trois cent deux commandés à mort sont actuellement détenus en Afrique du Sud.

Manifestation devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris. — A l'appel de plusieurs organisations de gauche, une manifestation a eu lieu dans la soirée du vendredi 2 février devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris. Celle-ci, rompant avec les consignes « antiracistes », s'est ouverte aux manifestants pour expliquer le point de vue de Pretoria. Des manifestants, y compris les communistes, particulièrement actifs, ont été reçus à tour de rôle, deux par deux, par un diplomate. Un important service d'ordre avait été mis en place, perturbant sérieusement la circulation.

M. De Klerk a créé la surprise dans tous les milieux politiques

de la révolution » avec lequel les pays étrangers devaient désormais nouer des « relations diplomatiques ».

Les grandes formations légalisées

Plusieurs formations vont pouvoir militer légalement en Afrique du Sud conformément aux engagements du président De Klerk.

L'ANC (Congrès national africain) était interdit depuis une trentaine d'années. Créé en 1912, il est le plus ancien mouvement nationaliste du continent africain. Il opta d'abord pour la non-violence puis décida d'avoir recours à la lutte armée après le massacre de Sharpeville, où soixante-neuf militants noirs furent tués par la police, en 1960. Une branche militaire fut créée : Umkhonto-We-Sizwe (« la lance de la nation », en zoulou) qui comptait quelque dix mille hommes.

L'ANC prône une société multiraciale, conformément à la Charte de la liberté — manifeste socialiste adopté en 1955. Reconnu par les Nations unies comme représentant important de la communauté noire, il dispose d'une quarantaine de bureaux

d'information dans le monde. Son quartier général se trouve à Lusaka, en Zambie, depuis 1961, année où le mouvement fut interdit en Afrique du Sud. M. Alfred Nzo, secrétaire général depuis vingt ans, assumait l'intérim du président, M. Oliver Tambo, frappé d'une congestion cérébrale en août 1989.

Le PAC (Congrès panafricain) résulte d'une scission au sein de l'ANC en 1959. Il s'oppose au courant dominant de ce dernier parce qu'il le juge à la fois trop proche du marxisme et insuffisamment radical en ce qui concerne le nationalisme noir. Pour lui, l'Afrique du Sud — qui devra s'appeler Azania après sa « libération » — appartient aux seuls Noirs. Telles étaient du moins ses dernières positions proclamées, car son évolution récente et sa représentativité sont difficiles à cerner.

Le SACP (Parti communiste sud-africain) est l'allié de l'ANC tout en s'en distinguant sur le plan idéologique. Une certaine

confusion se cependant entretenue par le fait que son secrétaire général, M. Joe Slovo, est membre du conseil exécutif de l'ANC. Apparemment troublé par les événements en Europe de l'Est, M. Slovo a déclaré il y a quelques jours à la télévision sud-africaine qu'il ne prônait plus le système de parti unique.

L'UDF (Front démocratique uni) n'est pas une organisation militante au sens propre, avec un appareil et un état-major officiels. Il est constitué par plusieurs centaines d'organisations diverses, culturelles, sportives, etc. Lancé en 1983 par le révérend Allan Boesak, il est considéré comme la branche interne de l'ANC. Depuis le renforcement de la législation sur l'état d'urgence, en février 1985, il ne pouvait exercer aucune activité politique et se trouvait donc interdit de facto. Malgré cela, ses dirigeants avaient annoncé récemment la tenue d'un congrès national le 6 avril prochain.

ANGOLA

Washington appelle à un arrêt des combats

« Les Etats-Unis ont demandé vendredi 2 février l'arrêt de l'offensive des forces gouvernementales angolaises contre l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (UNITA), affirmant qu'elle compromettrait gravement les chances de paix. Selon des informations démenties par l'UNITA, la localité stratégique de Mavinga, qui commande l'accès aux zones tenues par les hommes de M. Savimbi, aurait été conquise par les forces de Lusaka ».

Le département d'Etat s, par ailleurs, ajouté que Moscou l'avait assuré qu'il ne croyait pas non plus à une solution militaire en Angola et avait retiré ses conseillers militaires du front à la suite d'une protestation de Washington. Le ton de la déclaration du département d'Etat, lui par son porte-parole M. Margaret Tutwiler, semble indiquer que l'UNITA, soutenue et armée par Washington, connaît de sérieuses difficultés dans ses combats déclenchés fin décembre. Cette

offensive « mine sérieusement les perspectives de paix », a déclaré M. Tutwiler. « Les tentatives pour écraser militamment l'UNITA sont furtives et rendront un accord négocié de plus en plus difficile ».

EN BREF

à PÉROU : le président Alan García se rendra au sommet sud-américain. — Le président péruvien Alan García a confirmé, vendredi 2 février, sa présence au sommet de lutte contre la drogue le 15 février en Colombie, en compagnie de ses homologues des Etats-Unis, de Bolivie et de Colombie. Il ne voulait pas faire le déplacement tant que les troupes américaines n'auraient pas évacué le Panama, envahi en décembre. « La promesse du président George Bush de retirer toutes les troupes américaines d'Amérique du Panama d'ici à la fin du mois » livre tout obstacle, a-t-il estimé. — (Reuters.)

Le Monde

MARDI 6 FÉVRIER 1990 (DATÉ MERCREDI 7)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

« SECTEURS DE POINTE »

18 pages d'offres d'emploi pour les ingénieurs de production, les ingénieurs commerciaux, les informaticiens...

PILE SEPARÉE

ATTENTION : ce supplément gratuit est publié en cahier séparé.

Je m'abonne 150

ASIE

Vietnam

Les pressions en faveur de réformes politiques se multiplient

A l'occasion du 60^{ème} anniversaire du PC, son secrétaire général, M. Nguyen van Linh, a déclaré, vendredi 2 février, que la « rénovation » devait se poursuivre « parallèlement » dans les domaines « politique et économique », en mettant toutefois l'accent

sur la « rénovation économique ». Dans un long discours prononcé à Hanoï, où il n'était pas attendu, M. Linh a ajouté que « la corruption, les pots de vin, le gaspillage de biens et le débâcle ont atteint la cote d'alarme et provoquent une

indignation légitime ». Tout en appelant à la « purification » du parti et de l'Etat, il a cependant ajouté qu'« il n'y a aucune nécessité objective de créer des partis politiques d'opposition ».

Les interventions en faveur de la transformation radicale du régime se multiplient, cependant, auprès des autorités de Hanoï. La dernière en date, rapportée jeudi par le *Nhan Dan*, organe du PC : un symposium réuni à Hanoï Nguyen et Quoc (salle Ho-Chi-Minh) de la capitale vietnamienne a demandé le « renouvellement » de la direction communiste et accusé le PC d'être une formation « arriérée » et d'avoir une « conception erronée » de son rôle au pouvoir. Le fait que l'organe du PC donne un compte-rendu d'une telle réaction, qui s'est tenue en présence d'un membre non nommé du bureau politique, offre une idée du malaise de la direction face à la « contagion » en provenance d'Europe de l'Est. Certes, la motion finale ne s'écarte pas de la ligne officielle, à savoir la nécessité de renforcer le PC (et non lui demander, en outre, de partager le pouvoir).

Ces critiques ne reprennent qu'en partie celles formulées par le « Club des Vétérans », une association dont plusieurs membres ont participé à la victoire militaire de 1975 (*Le Monde* du 19 janvier). Ce Club semble constituer aujourd'hui, au sein du PC, le principal pôle de ralliement des partisans d'une accélération des réformes. Il bénéficie, apparemment, des sympathies d'officiers d'active et de l'entourage du général Vo Nguyen Giap, tenu à l'écart de la direction du PC depuis plusieurs années. Ce Club semble, en tout cas, assez influent pour que le secrétaire général du PC, M. Nguyen van Linh, se soit, une deuxième fois, entretenu avec certains de ses membres, le 20 janvier à Ho-Chi-Minh-Ville.

Les positions de la diaspora

Simultanément, au sein d'une diaspora d'environ un million et demi de Vietnamiens, les mouvements favorables au régime de Hanoï, largement minoritaires, se divisent sur l'attitude à suivre. C'est le cas, notamment, des Français des Vietnamiens en France (la plus importante), en Belgique et au Canada, où ceux que les Trotskistes font, de nouveau, campagne pour la réhabilitation de leurs héros des années Trente (notamment Ta Thu Thau), d'anciens pro-communistes réclament une « démocratie

pluraliste », des « élections libres » et l'établissement des libertés fondamentales. Une lettre signée par des membres de l'Union des Vietnamiens en France, demandant notamment l'« ouverture immédiate » d'un dialogue sincère avec l'ensemble de la société civile » et une stricte séparation entre le PC et l'Etat. Un « Appel », associant Trotskistes et compagnons de route du régime, exige également, de son côté, la « libération et la réhabilitation des victimes de l'arbitraire et de tous les prisonniers d'opinion » ainsi que « le démantèlement des structures de contrôle et de répression politique ».

Une évolution des éléments pro-communistes de la diaspora paraît déjà sensible il y a plusieurs mois. Les bouleversements en

Europe de l'Est ont, bien entendu, précipité un mouvement peu apprécié à Hanoï mais dont les dirigeants vietnamiens semblent d'autant plus tenir compte que, dans le cadre de la politique d'ouverture du Vietnam, l'importante diaspora plus de plus en plus loyale. Les Vietnamiens d'outre mer financent de nombreux projets et représentent plus de la moitié des visiteurs étrangers. Dans son analyse des derniers développements en Europe de l'Est, Hanoï vient, d'ailleurs, de rectifier le tir en estimant, vendredi, que « toutes les nations et tous les partis ont le droit de décider eux-mêmes de leurs propres sorts ». « La réunification des deux Etats allemands, a ajouté un porte-parole officiel, est la conséquence de l'histoire et des circons-

tances concrètes en Europe de la deuxième guerre mondiale ».

Ces développements offrent un intérêt supplémentaire dans la perspective d'un plénum du PC, dans les semaines qui viennent, consacré aux réformes politiques et, sans doute, à la préparation du VIII^{ème} Congrès du parti, prévu au plus tard en 1991. Déjà, en décembre, l'Assemblée nationale a mis sur pied un Comité de réforme de la constitution. Mais, pour l'instant, le débat officiel. M. Linh l'a rappelé vendredi dans son discours - porte encore et surtout sur deux points : le renforcement de l'autonomie d'action de l'Assemblée et du gouvernement, vis-à-vis du parti, et la démocratisation de la vie politique à l'intérieur du système actuel.

JEAN-CLAUDE POMONTI

JAPON : l'ouverture de la campagne électorale

De nouvelles stratégies médiatiques

TOKYO

de notre correspondant

La campagne pour les élections générales a été marquée, vendredi 2 février, à la veille de son ouverture officielle, par une première : un débat télévisé entre les chefs des cinq principales formations politiques. Même si certains journaux estiment que cette initiative de la majorité gouvernementale, libérale-démocrate (PLD), a permis aux électeurs de mieux comprendre la position de chaque parti, l'exercice était purement formel.

Les participants n'ont en rien débattu. Ils se sont contentés de répéter leur programme, qui avec un peu d'alliance comme M^{me} Doi, présidente du PS, qui avec monotonie comme M. Fujiwara du PC ou M. Nagase du Parti social-démocrate. M. Kasuï a promis de nouveaux compromis sur l'impopulaire TVA, et M^{me} Doi a affirmé que son parti suivait une orientation social-démocrate même si, dans ses statuts, il prône une révolution socialiste.

Malgré la pauvreté du contenu, cette première a eu une portée significative du point de vue des partis de conquérir l'électorat flottant (40 % des votants), qui

détiennent une fois de plus la clé du scrutin du 18 février, en jouant d'une nouvelle stratégie médiatique. L'enjeu des élections est la maintien ou non de la majorité libérale-démocrate. La lutte s'annonce serrée, les conservateurs ayant essayé une cuisante défaite aux élections sénatoriales de juillet.

Méthodes américaines

Mais le « débat » de vendredi tend à montrer que ce n'est pas sur des grandes idées ou des projets de société que les électeurs auront à se prononcer. Ils devront plus probablement choisir entre le maintien au pouvoir des conservateurs, avec l'éventuelle correction qu'entraînerait une perte de majorité les contraignant à faire alliance avec les centristes, et un « tout nouveau » « Si l'opposition gagne, nous pourrions nous unir » dans les vingt-quatre heures », a déclaré M^{me} Doi, feignant d'oublier que les opposants ont eu six mois pour forger une telle union sans y parvenir.

Neuf cent quarante-neuf candidats (soit une centaine de plus qu'en juillet 1986) devaient enregistrer leur candidature samedi.

Les indépendants (166 contre 100 il y a trois ans et demi), et les petits partis (65) sont responsables de cette augmentation des candidatures.

Les indépendants sont, en réalité, la grande force d'appui du PLD. Les candidatures des quatre formations d'opposition non communistes sont, en revanche, stables et représentent la moitié du nombre des sièges en jeu (512).

Dans leur quête des votes flottants, les libéraux-démocrates ont davantage recours à l'audiovisuel. Ils cherchent à amplifier leur image, ternie par les scandales de l'an dernier (corruption, affaires d'aloïve). Une douzaine d'entre eux se sont adressés à des « comités en électrons », qui importent leurs techniques des Etats-Unis.

La campagne électorale sera donc marquée par une tendance, nouvelle en Japon, à la politiquisation, la présentation du message politique sur son contenu. Plus terre-à-terre, la plupart des candidats préfèrent « engraisser le sol », selon l'expression traditionnelle, en cultivant leur électoral selon les méthodes qui ont fait leurs preuves (des réseaux de clientèle et l'argent) plutôt que d'adhérer à la politique-véhicule.

PHILIPPE PONS

CHINE

Pékin proteste contre la reconduction de sanctions américaines

PEKIN

de notre correspondant

La Chine a protesté, vendredi 2 février, contre un nouveau vote du Sénat américain reconduisant sans opposition les sanctions économiques et militaires à l'encontre de Pékin pour la répression de la contestation anti-gouvernementale. La protestation a été transmise par un vice-ministre des affaires étrangères, M. Liu Huaqing, à l'ambassadeur des Etats-Unis en Chine, M. James Lilley. Le vice-ministre chinois a mis en demeure M. Bush de « faire cesser promptement l'adoption de textes anti-chinois » par les parlementaires américains.

Cette protestation peut créer de nouvelles difficultés au chef de l'exécutif américain, dont la politique de conciliation envers la Chine reste sujette à controverse. Elle démontre en effet à l'opinion publique américaine que Pékin n'est nullement reconnaissant à M. Bush. Par ailleurs, M. Bush a ordonné le même jour à une société dépendant de l'armée de l'air chinoise, la CATIC, de se retirer sous trois mois du capital d'une firme de Seattle, la MAMCO. Les services secrets américains ont jugé qu'en prenant une participation dans cette firme, qui fabrique des composants aéronautiques, la Chine faisait encourir un risque stratégique aux Etats-Unis.

F. D.

CAMBODGE

Le prince Sihanouk abolit avec leur accord le drapeau et l'hymne des Khmers rouges

PEKIN

de notre correspondant

Le prince Norodom Sihanouk a-t-il obtenu, après sa démission récente de la fonction de chef de file de la résistance anti-vietnamienne (*Le Monde* du 25 janvier), une concession majeure de Pékin, le protecteur des Khmers rouges ? L'annonce qu'il a faite, samedi 3 février, tendrait à le faire croire, encore que les précisions manquent à ce sujet.

L'ancien monarque a envoyé à divers organes de presse, dont *le Monde*, un message sur papier à l'emblème de la maison royale, proclamant l'abolition pure et simple du drapeau, de l'hymne national et jusqu'en nom même du régime que les Khmers rouges avaient instauré en 1975, le « Kampuchea démocratique », de sinistre mémoire. Le drapeau que

le prince Sihanouk impose aujourd'hui est celui de l'après-indépendance, où les trois tours d'Angkor se dressent sur un fond bleu-rouge-bleu. L'hymne n'est autre que celui en vigueur du temps où le prince était au pouvoir, et le pays, précise-t-il, s'appelle désormais, tout simplement, « Cambodge ».

Le prince nous a fait savoir qu'il avait reçu l'accord des chefs Khmers rouges pour ces changements, qu'il y a quelques jours, ainsi que pour l'insurrection (encore hypothétique, puisque devant être négociée avec Phnom-Penh) d'un régime équivalent à « la République française ».

Reste à savoir où, dans l'hémicycle, se placeront les « députés » Pol Pot et Hun Sen, ou leurs représentants...

FRANCIS DERON

■ INDE : la crise du Cachemire. Quatre personnes ont été tuées et huit autres blessées, vendredi 2 février, au Cachemire lors d'affrontements entre forces indiennes et miliciens indépendantistes, selon des informations en provenance de Srinagar, placée sous couvre-feu. A Karachi (Pakistan), la police a ouvert le feu sur des manifestants cachemiris, faisant au moins dix blessés, également vendredi, jour du lancement par le gouvernement de M^{me} Bhutto d'une « semaine de solidarité » avec les musulmans séparatistes de l'Etat du nord de l'Inde. — (AFP)

■ PHILIPPINES : démenti nord-coréen. — Radio-Pyongyang a rejeté comme « mensongère », jeudi 1^{er} février, les informations en provenance des Philippines selon lesquelles la Corée du Nord aurait passé un accord pour la fourniture d'armes avec la rébellion communiste locale (*Le Monde* des 28-29 janvier). L'armée philippine avait annoncé, le 24 janvier, avoir en sa possession les preuves d'un tel accord : les armes étant fournies en échange d'informations sur les bases américaines de l'archipel. — (Corresp.)

PROCHE-ORIENT

LIBAN : 145 tués et plus de 700 blessés en trois jours

Le « Liban chrétien » s'enfonce dans la violence

Les combats interethniques ont repris, samedi matin 3 février à Beyrouth-Est, après une accalmie nocturne mise à profit par les fractions rivales pour faire venir des renforts et des munitions.

Le « pays chrétien » au Liban a vécu vendredi 2 février une journée d'intenses bombardements sans que l'armée du général Michel Aoun parvienne, après trois jours de combats, à prendre l'avantage sur la milice des Forces libanaises (FL). Engagés dans des duels d'artillerie féroces, qui ont déjà fait au moins 145 tués et 700 blessés, selon un dernier bilan partiel, les deux protagonistes ont frappé les quartiers résidentiels de la région dont ils se disputent le contrôle.

L'armée du général Aoun a lancé à l'aube une offensive au nord de Beyrouth, dont l'objectif semblait être la Quarantaine, le quartier général des FL, et la banlieue d'Al-Rammaneh, un des fiefs traditionnels de la milice. Les FL ont affirmé avoir repoussé ces assauts et contenu les troupes du général Aoun à cinq kilomètres environ au nord de la Quarantaine.

Les habitants du cœur de Beyrouth-Est, dans le quartier densément peuplé d'Achrafieh, sont restés terrés dans les abris, alors que les obus affaillaient au-dessus de leurs têtes et frappaient leurs immeubles. De nombreux incen-

dies se sont déclarés, recouvrant Achrafieh d'un immense nuage de fumée noire, et la violence des tirs empêchait pompiers et ambulances d'intervenir.

La colère des civils

Désormais privés d'eau, d'électricité et de téléphone, les habitants du réduit chrétien commencent aussi à manquer de provisions et laissent éclater leur colère : « Nous sommes victimes d'assauts, et c'est toute la communauté chrétienne qui sortira vaincue de cette folle criminalité », affirme un cadre supérieur qui n'en peut plus. Maya, une étudiante de vingt-trois ans envisage un exil définitif : « Lorsque les Syriens nous frapperont cet été, cela renforcera notre détermination à résister. Mais comment ne pas être définitivement découragés par ces combats fratricides ? »

Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane) et sa banlieue sud-chrétienne, sous contrôle syrien, ont également été touchés par des dizaines d'obus qui ont vidé les rues et semé la panique. Huit civils ont été tués et quarante blessés par ces tirs en provenance des régions chrétiennes.

Le président Elias Hraoui, qui réside à Beyrouth-Ouest et dont le général Aoun rejette l'autorité, a affirmé « attendre un appel du chef des FL, M. Samir Geagea, ou de gens qui sont avec lui », pour intervenir. Il avait évoqué la veille la possibilité de faire appel

à l'armée syrienne. Dans le même temps, le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, a lancé un nouvel appel à un arrêt des combats, le quatrième en trois jours, resté sans effet. Il a qualifié les affrontements de « suicide collectif » des chrétiens.

La Croix-Rouge internationale a demandé, également en vain, que soit respectée une « trêve humanitaire pour porter secours aux victimes », soulignant que les hôpitaux ne sont plus en mesure de fonctionner normalement, et que des dizaines d'enfants sont bloqués depuis trois jours dans les écoles.

■ Guerre des communiqués ■ Toute la journée, la « guerre des communiqués » a également fait rage entre l'armée et les FL. Selon l'armée, les troupes du général Aoun continuent dans la soirée à graviter vers des positions des FL dans la banlieue de Beyrouth, notamment à Al-Rammaneh et à Idjeid, sur l'autoroute côtière qui conduit à la Quarantaine. De leur côté, les FL affirmaient vendredi soir avoir le « contrôle absolu » de la région du Kesrouan, où elles sont traditionnellement dominantes, et où elles auraient pris les « poches » tenues par l'armée. Selon la radio de la milice, le général Aoun a été contraint de « dégarir » plusieurs fronts entre le « pays chrétien » et l'armée syrienne pour lancer de nouvelles forces dans la bataille. — (AFP)

L'émigration des juifs soviétiques vers Israël

M. Arafat semble sans illusion...

TUNIS

de notre correspondant

A Tunis qu'il devait quitter samedi 3 février au terme d'une visite de quatre jours, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Goumenadi Tarsoukov, n'a pas eu la partie belle. Ses interlocuteurs lui ont bien peu ménagé leurs reproches à propos de l'immigration vers Israël des juifs de son pays.

Alors qu'il s'entretenait pendant deux heures, vendredi 2 février, avec M. Chadi Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, un des adjoints de celui-ci, M. Mohamed El Farra, dénonçait devant les journalistes « la vulgaire transaction passée avec la complicité évidente » de Washington et Moscou que cache la recrudescence de l'immigration.

M. Tarsoukov a en outre une série de rencontres avec le président de l'OLP, M. Yasser Arafat. Ce dernier, apparemment, ne se fait plus d'illusion sur un arrêt de l'immigration. Il souhaiterait tout au moins que cessent les vols directs vers Israël et que les avions transportant les émigrants fassent d'abord escale dans une capitale européenne afin que leurs passagers aient la possibilité de choisir leur destination finale. Il souhaite également que l'Union soviétique assure « un droit de retour » à ceux qui en manifesteraient le désir, et obtienne d'Israël la garantie que les nouveaux arrivants ne s'installent pas à Jérusalem-Est et dans les territoires occupés.

La visite en France du cheikh Al Thani

Entretien de M. Mitterrand avec l'émir du Qatar

L'émir du Qatar, cheikh Khalifa Ben Hamad Al Thani, s'est entretenu, vendredi 2 février, avec M. François Mitterrand.

De source proche de l'Elysée, on affirme que l'émir a estimé que les positions de la France et du Qatar étaient concordantes sur

les questions arabes, se félicitant notamment du soutien français à l'Irak dans son conflit avec l'Iran. Les deux chefs d'Etat ont également longuement évoqué les relations bilatérales entre leurs pays pour constater qu'elles étaient « excellentes tant dans les domaines économiques que politique ».

Imaginez un monde où des postes auxquels vous n'avez encore jamais pensé, vous sont proposés.

36 15

TM

Le service télématique expert de l'emploi des cadres

الجمهورية العربية السورية

150

POLITIQUE

LIVRES POLITIQUES

ANDRÉ LAURENS

Nations, Etats et peuples

ENCORE une fois l'actualité, avec les perspectives qu'elle ouvre, renvoie à une lecture de l'histoire, dans la mesure, toute relative, où la compréhension du passé peut éclairer l'avenir. L'actualité en cause est celle du grand chambardement qui secoue l'empire communiste d'Europe et d'Asie centrale. Non seulement il remet en question un régime politique, mais, en outre, il réveille des revendications nationales, voire des conflits ethniques, que celui-ci tenait sous sa chape.

L'essai que publie Jean-Yves Guiraud n'a pas été inspiré par ces événements, trop récents, mais par d'autres interrogations, tout aussi contemporaines, sur la « nature de la nation ». Son titre, la Nation entre l'histoire et la raison, suffirait à souligner l'opportunité de cette réflexion. Pour la conduire, l'auteur emprunte beaucoup à l'histoire, mais aussi à l'évolution du droit, à celle des sociétés et à la philosophie politique. Il s'appuie essentiellement sur la naissance de l'Etat national en France et en Allemagne, car, à son sens, les cheminements différents, bien qu'éloignés, impliqués, du couple France-Allemagne ont été, de ce point de vue, décisifs.

Jean-Yves Guiraud distingue les notions de patrie, « instance d'intégration ou de rejet » dans laquelle une collectivité se saisit « dans son unité et sa diversité », d'Etat, instrument qui permet de structurer la collectivité « au profit de la raison plus que de l'histoire », de nation, « instance de représentation » qui est « le lieu de synthèse entre le passé et le présent, entre l'histoire et la raison ».

La forme moderne de l'Etat national de la France s'est, explique-t-il, imposée sous le Directoire et l'impulsion de Bonaparte. L'étroite implication des problèmes de politique intérieure et de politique extérieure,

suggère-t-il de retenir du passé « la leçon d'ouverture du mouvement patriote et universaliste ».

L'Etat est une création récente qui est venue, lentement, d'assez loin dans le temps. Un universitaire canadien, Gérard Bergeron, en retrace la préhistoire jusqu'à ses premiers balbutiements, « à la charnière du Moyen Âge et de la Renaissance » : il poursuit son historique jusqu'à nos jours dans une heureuse synthèse intitulée *Petit traité de l'Etat*.

L'auteur raconte que l'Etat s'est ébauché dans l'affirmation des royaumes de France et d'Angleterre, en même temps qu'apparaissaient ses premiers exécutifs, Machiavel, Bodin, Hobbes, Bossuet, Locke, Montesquieu, Rousseau. Avec la bataille de Valmy, au cri de « Vive la nation ! », commence « une nouvelle époque dans l'histoire du monde », comme le notera Goethe. On passe à l'Etat-nation, puis à l'Etat national qui se constitutionnalise, sans faire l'économie de l'Etat totalitaire moderne.

Entre Hegel et Nietzsche, faut-il s'attendre au déclin de l'Etat, selon une prédiction à la mode ? L'auteur ne le pense pas : le fait majeur est, selon lui, « la multiplicité des Etats et leur mondialité ». L'Etat est une invention européenne, et ce continent « en demeure encore le principal champ d'exercices ».

La Nation entre l'histoire et la raison, de Jean-Yves Guiraud. La Découverte, 202 pages, 120 F.

Petit traité de l'Etat, de Gérard Bergeron. PUF, 263 pages, 145 F.

Le gouvernement et la sécurité routière

M. Rocard : « Non à la roulette russe sur les routes françaises ! »

M. Michel Rocard a annoncé, vendredi 2 février, à Melun (Seine-et-Marne), sept nouvelles mesures pour améliorer la sécurité routière. Parmi ces mesures, figurent l'obligation du port de la ceinture de sécurité à l'arrière (dans les véhicules équipés) et d'un système de retenue homologué pour les enfants. En outre, d'autres mesures sont à l'étude, parmi lesquelles une limitation modulée

de la vitesse de circulation en ville qui, dans certaines limites, pourrait être abaissée de 60 à 50 km/h.

Ce train de mesures avait été décidé dès la dernière réunion du comité interministériel sur la sécurité routière (le Monde du 22 décembre 1989) mais n'avait pas été annoncé, dans l'attente d'arbitrages internes au gouvernement.

La sécurité routière. M. Rocard semble trouver l'idée intéressante.

Le préfet explique encore qu'il tente, notamment par des actions de formation du personnel, de mieux articuler le couple prévention-répression. Le décor ainsi planté, M. Rocard annonce le train de mesures gouvernementales. Il précise que le recours au paiement immédiat des amendes prendra effet en avril. Jugant « les progrès enregistrés au plan national (...) nettement insuffisants », le premier ministre explique que l'effort ne se relâchera pas pour obtenir que les conducteurs agissent en « gens civilisés », afin précisément que « la civilisation » progresse. Il n'est, en tout cas, « pas question de se résigner à ce que circuler sur les routes de France puisse s'apparenter au jeu de la roulette russe ».

Un partenariat avec dix entreprises

Autre initiative préfectorale : la mise en place d'une sorte de partenariat avec dix grandes entreprises locales pour faire diminuer le nombre d'accidents. Partant de la constatation que 75 % des accidents sont des Seine-et-Marnais et qu'un accident sur deux a lieu à l'occasion d'un déplacement professionnel ou d'un trajet domicile-travail, le préfet a passé un « contrat » avec ces entreprises : 25 % de moins d'accidents en un an parmi leurs employés en échange d'une prime de 20 000 F pour chacune de celles qui auront atteint l'objectif. Deux représentants d'Auchan, l'une des entreprises parties prenantes, ont expliqué ce qu'ils font, non seulement en direction de leurs employés, mais aussi du côté des clients. Exemple : comme « le ticket de caisse est le média le plus lu de la clientèle », on y a imprimé des slogans pour

Première étape : le carrefour de la Table du Roi. C'est l'un des points sensibles du département où gendarmerie et police assurent désormais une surveillance systématique et permanente du respect des limitations de vitesse, surveillance annoncée par des panneaux. En dépit de cette publicité, en dépit du trafic dense d'un vendredi après-midi, en dépit enfin d'une présence policière évidemment encore plus voyante que d'habitude, plusieurs automobilistes ont trouvé le moyen d'être arrêtés pour excès de vitesse pendant les quelques dizaines de minutes passées à ce carrefour par le cortège ministériel.

M. Rocard s'est fait présenter le nouveau radar employé par les forces de l'ordre. Il a demandé si les élus intervenaient souvent pour faire « sauter » des procès-verbaux. Il a affirmé que, pour sa part, il est à la fois un contributeur modèle, qui met un point d'honneur à payer les amendes, et

Sept mesures immédiates

M. Rocard a annoncé la mise en œuvre de sept mesures et ajouté qu'« un certain nombre de mesures complémentaires » sont à l'étude.

Les sept mesures arrêtées dès maintenant sont les suivantes :

1. L'obligation du port de la ceinture de sécurité aux places arrière des voitures particulières qui en sont équipées. Les spécialistes considèrent qu'une telle mesure doit permettre de sauver quatre cents vies par an. Le premier ministre a indiqué qu'un décret interviendra « sous trois mois » et qu'« un délai de six mois sera ensuite nécessaire pour qu'une action d'information et de sensibilisation prépare sa mise en application ». Cette mesure devrait donc entrer en vigueur d'ici à la fin de 1990.

2. L'obligation, à compter du 1^{er} janvier 1992, d'utiliser un système de retenue homologué pour les enfants transportés à bord d'un véhicule léger. M. Rocard a précisé que ce délai « sera nécessaire pour que la fabrication et la commercialisation des équipements correspondants soient effectives au moment de la mise en vigueur des nouvelles dispositions ». Les spécialistes considèrent qu'une telle mesure permettrait de sauver deux cents vies chaque année.

3. L'intensification de la lutte contre l'alcoolisme au volant. Les forces de l'ordre seront autorisées à « prendre l'initiative des contrôles préventifs, c'est-à-dire sans attendre qu'un accident se soit produit ». Le premier ministre a précisé qu'un projet de loi dans ce sens devrait être discuté dès la session parlementaire de printemps.

4. Le renforcement des sanctions pour l'utilisation abusive des avertisseurs lumineux et sonores spéciaux.

5. Le renforcement des moyens de lutte contre le refus du port du casque chez les utilisateurs d'engins à deux roues. M. Rocard ne l'a pas précisé, mais cette mesure devrait signifier que les réfractaires au port du casque interceptés devront repartir à pied.

6. L'habilitation des contrôleurs de transports terrestres à relever les infractions à la vitesse des poids lourds.

7. L'interdiction de la vente des pièces et équipements destinés au « gonflage » des moteurs.

Selon M. Rocard, les mesures complémentaires mises à l'étude « mesures « suggérées » par le rapport Giraud sur la sécurité routière » sont « en particulier » :

a. Une « action globale de modération de la vitesse de circulation en ville ». (M. Rocard a précisé : « Je préfère cette formulation à celle du 50 km/h en ville, qui est trop simpliste, car, à côté des voies à 50 km/h, il faudra identifier des itinéraires spécialement aménagés où la vitesse pourra être différente ». Il semble qu'au sein du gouvernement deux lignes s'opposent sur cette question, l'une préconisant une mesure générale et immédiate sur la vitesse en ville, l'autre prônant la souplesse.

C'est donc plutôt la seconde ligne qui paraît devoir l'emporter. Néanmoins, à propos de cette mesure, la plus économe en vies humaines selon les spécialistes (sept cents par an), l'attitude du gouvernement s'inspire de la prudence traditionnelle des politiques dans le domaine de la sécurité routière : la mesure est seulement à l'étude, l'ampleur de la nouvelle limitation ne peut pas être estimée, puisque le décret nécessaire sera « préparé courant 1990 », selon ce qu'a indiqué le premier ministre, tandis qu'« une concertation sera menée parallèlement avec les collectivités locales sur les conditions techniques de mise en place de cette action ».

b. Développement de l'apprentissage progressif de la conduite automobile (actuellement possible pour les jeunes de seize à dix-huit ans).

Enfin, le premier ministre a indiqué qu'« une expérience de renforcement des moyens consacrés à la sécurité routière sera entreprise dans une région pilote (non encore choisie) afin d'apprécier l'efficacité d'un accroissement important des moyens ».

La préparation du congrès du PS

M. Jean Poperen sera candidat au poste de premier secrétaire

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement, laisse clairement entendre qu'il sera candidat au poste de premier secrétaire du PS si ses propositions « recueillent un large accord au congrès » de Rennes.

Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Le Point* paru lundi 5 février, M. Poperen observe que, dans l'hypothèse d'un succès de sa motion, il sera « logique » qu'il soit « en position d'en diriger la mise en œuvre », sans toutefois donner de chiffre précis sur le score qu'il attend au congrès sur son texte.

Si M. Poperen devient premier secrétaire, il tentera de « donner à nouveau au parti une direction stratégique comme celle qui existait avant 1981, au moment où l'union de la gauche autour de François Mitterrand nous a permis de conquérir le pouvoir ».

« Depuis lors, nous nous cherchons », affirme-t-il.

Rappelant toutefois qu'il a été lui-même numéro deux du PS, le ministre chargé des relations avec le Parlement précise qu'il prend sa « part de responsabilité dans ces déconformités ». « Mais, poursuit-il, le moment est venu de dire que l'axe de l'action du parti est de rendre une dynamique au mouvement social pour réaliser un contrat négocié entre les grands partenaires économiques ».

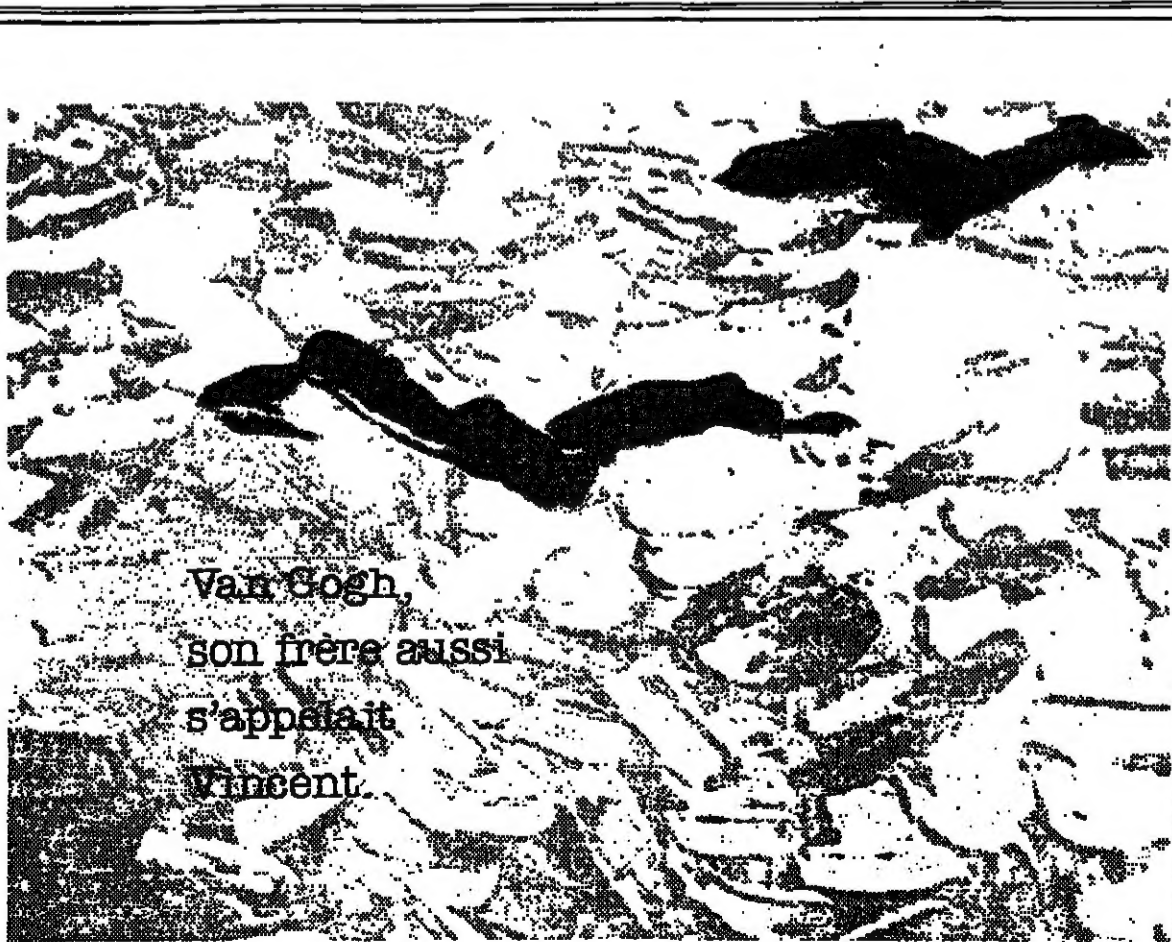
Selon M. Poperen, « il y a aujourd'hui, dans tous les secteurs de la géographie politique du PS,

des gens prêts à aller dans une direction de rénovation de la gauche ». Mais, avertit le ministre, « si aucune véritable mobilisation ne sortait de ce congrès, je ne crois pas que nous serions bien partis pour 1993. C'est à Rennes que vont se jouer les prochaines législatives ».

A propos de la démarche du ministre du travail, M. Jean-Pierre Soisson, qui envisage la création d'un parti du centre participant à la majorité présidentielle, M. Poperen déclare : « Que des gens qui ont fait la preuve depuis dix ans de leur volonté de travailler dans la majorité présidentielle en harmonie avec le PS cherchent à s'organiser, cela me paraît légitime. (...) Mais imagi-

ner gouverner avec des forces qui sont aujourd'hui partie intégrante de la droite telle qu'elle est actuellement, c'est comme l'a ouverturé envisagé Jacques Delors, cela le Parti socialiste ne le veut pas ».

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a opposé, vendredi soir 2 février, un laconique « no comment » à l'annonce de la possible candidature de M. Jean Poperen au poste de premier secrétaire du PS. « Les militants veulent le débat mais pas la division, et les votes qui se porteront sur nos motions au congrès de Rennes ne peuvent aller que vers un système mitterrandiste », a-t-il indiqué.



Van Gogh, son frère aussi s'appela Vincent.

La sept, il y en a que ça intéresse.

CHINE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

CHINE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

CAMBODGE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

CAMBODGE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

CAMBODGE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

CAMBODGE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

CAMBODGE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

CAMBODGE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

CAMBODGE
Neste contre la renouveau
sanctions américaines

JUSTICE

A la cour d'assises de Savoie

Réclusion perpétuelle pour les assassins du curé de Verrens-Arvey

Francis Wattiaux, trente ans, et Michel Valet, trente-cinq ans, ont été condamnés, vendredi 2 février, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises de Savoie, devant laquelle ils comparaissaient depuis jeudi. Ces condamnations ont été assorties de périodes de sûreté,

d'une durée de vingt-cinq ans pour Wattiaux et de vingt ans pour Valet. Les deux hommes avaient assassiné, le 15 février 1987, le Père Jean Fressoz, quatre-vingt-huit ans, curé de Verrens-Arvey, un petit village proche d'Albertville (Savoie), pour lui voler 2 500 F.

CHAMBÉRY

de notre envoyé spécial

« Réfrégère », ce mot banal qui survient au fil de la lecture de l'arrêt de renvoi fait sursauter. Le limonadier, la lampe à pétrole ou la chaise canoë, évoqués précédemment — comme instruments supposés des coups mortels — s'inscrivent plus naturellement dans le récit d'une affaire dont la « sauvegarde » est à peine atténuée par la neutralité du langage judiciaire. Il s'agit d'un crime commis, durant l'hiver 1987, contre un curé de campagne presque monastique, assailli dans son presbytère par deux compagnons d'errance éthylique et sans autre mobile que l'appât de quelques billets.

Le Père Fressoz, qui avait pris en charge, voilà un demi-siècle, les quatre cents âmes de la paroisse de Verrens-Arvey, accrochée à flanc de montagne sur la route de l'abbaye de Tamié, était d'un autre temps. Reconçu par ses ouailles comme un « cœur pur », dévoué aux plus humbles qu'il venait au volant de sa 2 CV, il ne ferait jamais sa porte. Lorsque l'on voulait s'y résoudre, le dimanche après-midi fatal, il était trop tard. Dans son dernier sermon du matin, étrangement prémoniteur, il avait insisté sur la nécessité de se défendre.

Montant de Chambéry, via Albertville, en empruntant chemin faisant force ballons de blanc, 1 litre de rouge et quelques caisses, Wattiaux et Valet — qui prétendaient avoir en l'intention de chercher du travail dans l'Eldorado pré-olympique — débarquaient au village vers midi. Parce qu'il « tailait », la route depuis plusieurs années, s'habituait au secours catholique et faisait parfois la manche aux porches des églises. Wattiaux eut l'idée d'aller demander la charité à la cure. Ils y obtinrent un solide sandwich au cervelet, ce qui ne les empêcha pas de s'offrir, grâce à un chèque — trouvé —, un déjeuner copieusement arrosé au restaurant du coin.

Considérant que l'ecclésiastique n'avait pas été assez généreux, ils décidèrent alors de retourner le solliciter. L'un d'eux, amassé à l'audience, aurait lancé : « Et si on se faisait le curé ? »

Ils s'en vont deux fois. Le Père Fressoz entrebâille sa porte. Wattiaux la défonce d'un coup d'épée et se jette sur le vieillard qu'il traîne d'une pièce à l'autre en le rouant de coups. A demi étranglé par un fil électrique, le prêtre finit par livrer ses petites économies. Alors qu'il veut appeler à l'aide, Wattiaux le rattrape sur son balcon, lui martèle la tête contre le sol, s'acharne sur lui avec une chaise. Valet, qui fouille le presbytère, n'est pas intervenu. « Fasciné par cette scène atroce comme par un film d'horreur », expliquera un psychiatre, alors que ce « suiveur » passif, influençable, se contente d'affirmer : « Si j'avais tenté quelque chose, il y aurait eu deux cadavres. » Il me en tout cas avoir crié : « Achève-le, il n'y a que les morts qui ne parlent pas ! », le regard éteint dans un visage boursouflé par les neuroleptiques. Wattiaux assume son statut de brute épaisse, et sans ménager. Douant l'impression d'en rajouter dans le rôle du « bon-à-rien, capable-de-tout » pour peu que l'alcool s'en mêle. « C'est à l'armée que je suis passé du Vitel frisé à la bière puis à l'importer quoi... », marmotte incidemment Wattiaux.

Enfants des corvées

Les deux accusés, s'ils ne se sont rencontrés qu'une quinzaine de jours avant le meurtre, par hasard, devant un aile de mail de Chambéry, avaient une trajectoire parallèle.

Tous deux nés de Noyelles-Godain (Pas-de-Calais) et fils de mineur de fond, ils n'étaient pas capotés, mais voisins de misère dans une sorte de cité d'urgence baptisée « la baraque à mouches ». Famille trop nombreuse, enfance secouée, scolarité chaotique, petits

boulots, rebuffades, chômage, beuveries... Si Valet a un « casier » vierge, Wattiaux avait déjà dérapé. Vol de voiture à Cambrai. A Béthune il a réglé ses dettes avec une saucisse à coupe de pelle à charbon, « après avoir descendu 1 litre de Ricard à deux ». C'est en sortant de prison qu'il s'est embarqué sur « la route », de Châteauroux à Vierzon, de Tours à Colmar, de la Corrèze à la Savoie. Les chemins de traverse des deux enfants des corvées ne menaient nulle part. Ils devaient finir par s'y retrouver.

« Monstres cyniques »

Lois de réclamer vengeance, l'avocat de la partie civile représentant les deux neveux de la victime, promettait une sorte d'homélie pour vouer les séides et les amants d'un « ministère » sacerdotale qui ne fut jamais celui de la peur. « C'est parce que le monde est une jungle que la fraternité y prend le goût de l'aventure », a ainsi écrit, en songeant à son oncle Jean, Charles Fressoz, qui a également choisi la prêtrise. Incidemment, on apprend qu'une très importante somme d'argent, qui se trouvait dans des enveloppes soigneusement étiquetées — « missions », « œuvres sociales », « entretien des trois paroisses » — avait échappé au pillage du presbytère par les meurtriers.

Qualifiant les accusés de « monstres cyniques », félicitant Wattiaux de ne pas s'être suicidé « avant de passer devant [ses] juges » et mettant en relief la responsabilité d'un « entraîneur » de Valet, l'avocat général s'attache exclusivement à souligner en noir les caractères et les comportements des deux meurtriers. Au terme d'un réquisitoire de deux heures, d'une extrême véhémence, le magistrat demande au jury de retenir tous les chefs d'accusation de l'arrêt de renvoi — incluant la préméditation et les « actes de torture et de barbarie » — et de rejeter toutes circonstances atténuantes. « Au moment de délibérer, pensez aux photos de la victime baignant dans son sang ! », lance-t-il avant de réclamer deux « perpétuités », et, contre Wattiaux, la peine de sûreté maximale de trente ans. A ce dernier point près, l'avocat général devait être pleinement satisfait.

ROBERT BELLEST

Le procès du réseau terroriste au tribunal de Paris

Fouad Saleh, opprimé et vengeur

Au cours de la cinquième audience du procès des responsables présumés des attentats commis à Paris en 1986, Fouad Saleh a transformé son interrogatoire en un prêche hystérique sur le fin de l'Occident, affirmant au passage : « Je suis innocent. »

On attendait le « taureau » Lotfi Ben Khala. Ce fut, à nouveau, Fouad Ali Saleh, en prédateur transi de haine, en théologien scaldé préchant au nom d'un Dieu de vengeance. Et ce début d'audience, vendredi 2 février, Ali Saleh est débouté. C'est à son tour d'être interrogé par le président Malargue. Il est encore calme mais insensiblement sa voix enfle.

C'est qu'il s'apprête à cracher à la face de ses juges sa vision du monde. Alors, il s'échauffe, s'en prend d'abord au procureur de la République (le Tu es manqué de respect à ma femme. Tu as dit qu'elle se dévotait ! Mensonge ! Elle te versera du poison dans la gorge ! Attends ! ») ; il fulmine contre les enquêteurs de la DST (« Ces gens-là ne croient pas en Dieu ! Ils l'ont remplacé par Satan ! »), et menace le juge d'instruction Gilles Bouloque, présent dans le prétoire (« Assassins de musulmans ! Ruchies français ! »).

C'est son jour, c'est sa plaidoirie. Fouad Saleh, prêcheur professionnel de la guerre sainte contre l'Occident, pète et agite les mots à toute allure, jusqu'à l'ivresse. Il ne se justifie pas, il affirme : le Coran, chapitre huit, impose à tous les musulmans d'être armés pour se défendre contre les impies et les agresseurs. Voilà sa loi, sa règle de vie. On ne l'arrêtera pas !

Il tolère le tribunal pour un effet oratoire : « Est-ce que vous n'êtes pas en guerre contre l'islam ? »

— Jacques Fournel, le substitut : « Saleh, vous n'êtes pas ici pour poser des questions mais pour répondre à des accusations. »

— « Je suis un opprimé, pas un accusé ! »

Il est temps, pour lui, de dire sa vérité. Alors il s'enballe,

brasse les siècles, l'Orient humilié depuis les premières croisades et, remâchant sa vindicte contre Saint Louis, l'Afrique piétinée, spolée par l'Occident avide de terres et de dévotion d'imposer son Dieu aux Noirs : « Le bonheur de l'Afrique a pris fin le jour où le Blanc impur qui se tortille le cul avec des papiers crasseux est arrivé sur ce continent », lance-t-il avec fureur. A cet instant, Fouad Saleh a décollé, littéralement porté par son discours, vulgata tiermondiste revue par le chahma le plus fanatique.

« Ces gens bleus... » : Saleh parle des victimes des attentats pour lesquels il est jugé : « Bien sûr que j'ai de la compassion pour mes frères et mes frères les blessés comme pour tous les blessés du Liban et de l'Irak. Mais qu'ils aillent manifester dans les usines françaises d'armement pour interdire la vente d'armes en Irak ! L'Occident n'a plus droit à l'existence ! Les crimes que vous avez commis depuis des siècles justifient votre éradication totale ! »

Mercrdis, Saleh était apparu comme un contour arabe, parlant dans une langue presque enfantine de la Vierge Marie et de l'archange Gabriel, multipliant les gestes expressifs pour expliquer que la voile islamique dissimule les orilles de la femme pour éviter qu'elle entende les compliments de ses soupçons, masque sa coiffure pour ne pas éveiller le désir des hommes. Aujourd'hui, l'imprécateur furieux a chassé la comédie.

Les silences de la DST

Il souffle le mépris comme un haïcuné : « Vous avez tué votre Seigneur ! Le chrétien est tellement sanguinaire ! Il est anthropophage... Il mange son Dieu au cours d'un rituel macabre, il le mange dans l'Eucharistie ! » Il prophétise et l'on songe aux sermons qu'il pouvait tenir le samedi place Beaubourg, à Paris, en 1984 et 1985, devant son public : « Les juifs, qu'est-ce qu'ils veulent faire de la planète ? Un grand camp de concentration où les chrétiens seront les gardiens des musulmans. »

mane pour des saisières dérivées ! Et les musulmans serviront d'esclaves et de cobayes pour leurs expérimentations ! »

Dans son univers de fantasmes, il cauchemarde. Il jure que les policiers l'ont menacé du pire : « Ils m'ont dit : ton fils sera pris par les juifs pour combattre les musulmans au Liban. Tu feras la cheffe des juifs. » Soudain, le substitut l'interrompt. Saleh s'arrête pile, regarde autour de lui, frotte une seconde puis s'essuie, comme étourdi par ses imprécations.

« Pseudo révélation »

Alors, le tribunal se secoue et retrouve ses repères pour interroger Anouar Jomaa et Mohamed Hassan El Mousaoui, deux Libanais soupçonnés d'être liés au réseau terroriste de Fouad Saleh. H visionne le document consacré à la fameuse « truppe » Lotfi, diffusé mercredi soir par TF 1, et entend deux des policiers de la DST responsables de l'enquête qui s'aboutit à l'arrestation de Saleh et de ses complices présumés.

Qu'arrive-t-il ? Rien ! La veille, le substitut Jacques Fournel l'avait clairement laissé entendre en parlant des « pseudo révélation » de ce pseudo-Lotfi Ben Khala ». En dépit de tous les efforts de Mes Thierry Fagart, Raphaël Constant et Xavier Hulin pour obtenir des éclaircissements sur le rôle de Lotfi et l'existence d'éventuelles escouades, les policiers répètent invariablement : « Nous ne pouvons pas parler des circonstances et des méthodes qui nous ont amenés à arrêter les inculpés. »

Ce fut donc un combat très mais vain car la DST, avant d'agir comme un service de police judiciaire classique, avait opéré en tant que service de contre-espionnage. « Mais le public sait tout ! », lance Me Fagart, irrité par ce mur de silence. A quoi M. Jean-François Clerc, sous-directeur de la DST, répondit superbement : « Le public c'est le public, nous c'est nous ! ».

Prochaine audience : lundi 5 février.

LAURENT GRELSAMER

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5189
HORIZONTALEMENT

I. A besoin de fonds. Est souvent de glace. — II. Ne bouge pas si on ne le pousse pas dans le vie. Enlève un collier. — III. On peut y mettre du beurre dans ses épinards. Se déplace verticalement. — IV. A beaucoup fait cuire. « Sujet » à confusion. Source de chaleur. — V. N'échappe pas toujours à la corde. Préfixe. Où se trouvent Lincoln et Lafayette. — VI. Amène à la réflexion. Source d'énergie. Source de nombreuses vies. — VII. Apprécié une bonne douche. Peut avoir le noir. — VIII. Ennemie de la ménagère. Fait passer de bons moments. — IX. Direction. Sont bien placés. Abréviés des berges. — X. A connu vainqueurs et vaincus. XIII. Qui ne saurait aller droit XIV. au but. Vient de l'étranger. — XV. Pouvent faire venir le rouge aux joues. Passe sans bruit. Source de retard. — XVI. Capable de faire du mal. Alimenter le Dardes. Employé pour la chaise. — XVII. Lettres de dénonciation. Attendent des sommets. Bien attachée. — XVIII. On s'y rassemble pour se séparer. Joindre les deux bouts. Porte du blanc et du noir. — XIX. Défendait un art. Réfréchi. Est mauvais pour la santé.

VERTICALEMENT

1. Espère avoir le beau rôle. Signaler sa présence. — 2. Laisse un vide derrière elle. Est appelé à se faire traîner. — 3. Abrite des insulaires. Etrangère à la sérénité. Symbole. — 4. Obtenir en se serrant la main. Article. Mangeur de fruits. — 5. Fait s'élever. Grossissent vite quand elles sont bien nourries. — 6. Représentées dans les musées. Va sur les routes. Fut possédée par les Espagnols. — 7. Peut être couvert de plaques rouges. Occupe de nombreuses pensées. Normalement, sont ceux qui en font tout un plat. — 8. On peut y mettre les petits plats dans les grands. Influence sur le comportement. — 9. Chef de rayon. Sa présence nous échappe. Pour ou contre les projections. — 10. Ajoute au charme du Périgord. Note. On peut en avoir par-dessus la tête. — 11. Entre souvent en contact avec de vraies cruches. Source d'emplois. Facile la réussite. — 12. Leur nombre va croissant. Un qui peut faire les cent coups. — 13. N'ont pas besoin de l'union pour faire la force. Se fit entendre en bégayant. Il est souhaitable qu'elle ait un bon tuyau. — 14. Pronom. Il nous en fait voir ! A la paix. — 15. Vont à la corbeille. Mêlées à une certaine agitation.

Solution du problème n° 5188

Horizontalement

I. Sparadr. — II. Cigarière. — III. Esp. As. M. — IV. Nique. Mon. — V. Abde. Maie. — VI. Artibre. — VII. Il. Ionie. — VIII. Sature. — IX. Trame. Sal. — X. Ego. Event. — XI. Sini. Es.

Verticalement

1. Sôfariestes. — 2. Pridé. Large. — 3. Agenda. Taon. — 4. Rê. Adrium. — 5. Aras. Bordé. — 6. Dia. Mins. Va. — 7. Rê. Matisses. — 8. Armoie. Ana. — 9. Poésie. Lis. — 10. GUY BROU

Rumeurs à la marseillaise

Suite de la première page

Second missile : « On a beaucoup parlé de votre voyage au Panama en octobre 1986. Vous avez dit que vous y étiez allé conclure un contrat pour le compte de la Société des eaux de Marseille. Est-ce le seul... » M. Herminier marque un temps d'arrêt et insiste pesamment sur le mot qui suit : « ... contrat que vous avez passé au Panama ? ». Là c'est trop. Le glacial maire de Marseille, le chirurgien aux nerfs d'acier, éclate d'un seul coup. « Allez jusqu'au bout de votre pensée, monsieur Herminier. Ayez du courage pour une fois ! Dites ce que vous voulez dire ! »

— Je vais être parfaitement clair.

— Soyez franc pour une fois. Vous n'êtes pas M. Vychinski, monsieur Herminier !

— Je veux bien renoncer au terme contrat. Est-ce la seule question que vous avez discutée au Panama ?

— Que croyez-vous ? Que je me suis intéressé à la qualité des chapeaux ?

Tout était dit. Il ne restait plus à M. Jean-Claude Gardin qu'à se pointer en médiateur entre les adversaires, en ton au-dessous de M. Herminier dans l'attaque, un ton au-dessus dans la sous-entendu fausement lancé. « N'aurait-on pu faire l'économie à Marseille d'une visite du général Noriega ? » se demande-t-il avec le visage rassurant de l'homme passant qui s'interpose dans une bagarre de rue.

Célébrités véreuses

Forcettée par ce très prévisible orage, la folle semaine qui s'achève aura au moins démontré une chose : Marseille est passée maître dans l'art du blanchiment. des rumeurs. La technique est désormais bien rodée. Soit une rumeur d'origine douteuse qui mûrit habilement quelques ingrédients épiciés, l'argent, la politique et quelques célébrités internationales véreuses.

Exemple de rumeur : Vigoroux aurait financé sa campagne avec les narco-dollars de Noriega. Comment la transformer en belle et bonne information ? C'est tout simple. Une allusion assortie de mille conditionnels dans l'édition d'un journal local ; une question innocente au cours d'une conférence de presse, du style : « M. le maire, quel souvenir humain gardez-vous du général Noriega ? » ; une tirade solennelle et vague du procureur adjoint de la République au sujet des narco-dollars qui s'abattrait en pluie sur le sud-est de la France. Et le tour est joué. Sans que jamais personne ait affirmé publiquement quel que ce soit, la rumeur douteuse est devenue une sorte d'information, de celles qui ont pignon sur

ondes, que l'on accueille dans les colonnes des journaux et jusque dans les réunions du conseil municipal. Toute la ville « sait », désormais, sans que personne, individuellement, ne soit sûr de quoi ce soit.

Certes, comme toujours, il y a bien un socle de vérité sous l'entremêlement des délirants de Marseille. D'abord, Robert Vigoroux s'est bien rendu au Panama du 13 au 17 octobre 1986 pour se porter garant, explique-t-il, de la Société des eaux de Marseille (SEM), filiale commune de la Générale des eaux, et de la Lyonnaise des eaux, alors sur le point de conclure un important accord d'étude sur le traitement des eaux potables avec la ville de Panama. Il y a rencontré les autorités locales, dont le général Manuel Noriega, « mais, à l'époque, il était très bien avec M. Bush », a expliqué le maire.

On est libre de penser qu'aller se faire VRP en camélistions n'est peut-être pas la tâche prioritaire du maire de la seconde ville de France. On est libre de s'interroger sur la provenance des fonds avec lesquels le gouvernement panaméen rémunère les services de la SEM. « Aurait » car le paiement a été partiellement suspendu « à la suite du blocage de fonds imposé par les Etats-Unis à Panama », explique M. Louis Poché, adjoint au maire, délégué au développement international et par ailleurs employé de la SEM.

La mode des narco-dollars

On peut ne pas juger tout à fait convaincantes les explications de M. Vigoroux sur la nécessité, pour lui, de s'investir personnellement dans ces voyages aux pays des narco-tuffins ; peu après son périple au Panama, M. Vigoroux s'était ainsi rendu en Colombie.

Mais sauf à l'imaginer revenant d'Amérique du Sud avec des malles bourrées de billets verts, on ne discerne pas bien quel intérêt insaisissable l'aurait poussé à se déplacer en personne éminemment, à chaque fois, des journalistes avec lui !

Quelques mois plus tard, en février 1987, le général Noriega est venu en France sur l'invitation, semble-t-il, des autorités militaires, pour recevoir la distinction de commandeur de la Légion d'honneur. Après avoir visité, sur sa demande, les installations de la Légion étrangère à Aubagne, il a été reçu à la mairie de Marseille en présence, à perpétuité noté M. Vigoroux à l'adresse de M. Herminier, de tous les groupes politiques, communiste inclus.

C'est tout ? Pas tout à fait. Pour faire bonne mesure on assure à présent que Mme Niza Doris Aparicio, conseil général de la République panaméenne à Marseille, avait ouvert un compte dans une agence bancaire locale. Agissait-elle comme prête-nom du général Noriega ? Voilà bien une question à laquelle il ne sera pas simple de répondre.

Et nous voilà bien loin, pensons-nous, du meurtre d'un maire de secteur par deux repris de justice dans les quartiers nord. Oui. Mais il se trouve à Marseille bien des esprits « à qui on ne le fait pas » pour se persuader que tout est lié à tout et confondre les souvenirs les plus sophistiqués. Puisque les narco-dollars sont à la mode, ne sont-ils pas forcément la clé universelle des mystères du moment ? Ainsi les affaires Peschard et Mout, déjà arbitrairement rassemblées par la rumeur dans une « affaire Vigoroux », sont-elles en train de se transformer en « affaire Vigoroux » ? On souhaite pour Marseille qu'il ne faille en accuser que la confusion générale des esprits.

DANIEL SCHNEIDERMAN

1504 1504 1504

1500

SOCIÉTÉ

DÉFENSE

Dans le Pas-de-Calais, puis dans la Somme

M. Chevènement prend le pouls de la gendarmerie

Le ministre de la défense va prendre le pouls de la gendarmerie qui a été secouée, l'été dernier, par une vague de contestation et qui, en ce début d'année, pense sans peine en cherchant, notamment, à réduire les servitudes professionnelles de son personnel. Samedi 3 février, M. Jean-Pierre Chevènement visita, à Arras, le groupement de gendarmerie départementale du Pas-de-Calais en compagnie de cent soixante élus à qui il devait expliquer le nouveau régime de travail de cette arme. Mardi 6 février, il se rend à Péronne, dans la Somme, où la brigade territoriale expérimente ce nouveau service, au moyen de dispositifs techniques assez inédits.

A Arras, M. Chevènement a choisi de se rendre compte concrètement des difficultés rencontrées et des solutions apportées par un groupement important de huit cent soixante gendarmes - dont seulement treize officiers - qui sont responsables de la surveillance générale de 80 % de la superficie du Pas-de-Calais et de 40 % de sa population. Le reste est en ressort, dans ce département fortement urbanisé, de la police d'Etat. Avec les élus locaux, le ministre de la défense a prévu de visiter la salle « opérations » du groupement qui est en cours de montage au chef-lieu du département et dont le rôle est de centraliser, puis de diriger les interventions des brigades chargées de l'alerte ou de permanence.

Rendez-vous le 15 septembre

A Péronne, précisément, dans ce département plus rural de la Somme où la gendarmerie assure la protection de 60 % de la population. M. Chevènement devait fonctionner une brigade territoriale, relativement renforcée, de dix-neuf gendarmes, au lieu des seize jusqu'à l'an dernier. Avec ses nouveaux matériels, comme un micro-ordinateur et un détecteur d'appel, la brigade de Péronne est la première de son groupement à

être totalement équipée pour expérimenter le nouveau service de la gendarmerie. Lorsqu'elle n'est pas de garde et en dehors des heures de bureau, un répondant répertorie les appels à la salle « opérations » du groupement, à Amiens, qui déclenche l'intervention de la brigade d'alerte.

Depuis l'expérience menée par le groupement de la Haute-Vienne dans le but d'alléger les contraintes des gendarmes en répartissant mieux le service entre les différentes brigades et, donc, en améliorant les périodes de repos de chacune, plusieurs départements, comme la Somme et la Seine-et-Marne, tentent à leur tour cette nouvelle organisation du travail. A la différence du régime précédent qui obligeait chaque brigade à demeurer disponible vingt-quatre heures sur vingt-quatre dans son canton, le nouveau service permet, par rotation, à chacune de ces unités de souffler entre 19 heures et 8 heures pourvu qu'elles s'organisent entre elles de façon à maintenir une brigade voisine sous les ordres du groupement. Rendez-vous le 15 septembre prochain pour tirer les conclusions et constater si cette expérience peut être généralisée.

A Péronne, M. Chevènement s'est réservé la possibilité d'ouvrir une table ronde avec les dix-neuf gendarmes de la brigade qui veille sur la sécurité des dix-huit habitants du canton. Les quatre sous-officiers et les quinze gendarmes de Péronne auront, entre-temps, reçu, comme tous leurs autres collègues de la gendarmerie, une lettre du ministre de la défense leur détaillant les mesures récentes de revalorisation de la condition militaire : entre 250 et 760 F d'augmentation de la solde mensuelle, selon les cas. En attendant les hausses de la fonction publique.

JACQUES ISNARD

Cette double visite ministérielle intervient à un moment crucial dans l'existence de la gendarmerie. D'une part, le corps achève de réputer, dans ses différentes formations, les quatre cent quatre-vingts gendarmes supplémentaires de métier dont le recrutement a été décidé après l'agitation de l'été 1989, et qui seront renforcés de deux cent cinquante autres avant la fin du premier semestre 1990. D'autre part, des consultations internes, qui rassemblent fort à des élections professionnelles, ont lieu actuellement dans la gendarmerie qui désigne, avant le 23 février prochain, ses présidents de sous-officiers dans les unités de base et qui met en place les commissions de participation chargées de donner un avis sur les conditions de vie dans les groupements.

TENNIS : la Coupe Davis

Victoire de l'Australie en double

Les Australiens Pat Cash-John Fitzgerald ont dominé les Français Yannick Noah-Guy Forget en trois sets (7-6, 6-4, 6-4), lors de l'épreuve des doubles de la deuxième journée de la Coupe Davis disputée, samedi 3 février, à Perth (Australie). Avant les deux derniers matches en simple, l'Australie mène 2-1.

« Il nous reste encore deux points à jouer, alors il faut toujours espérer », a déclaré Guy Forget après la défaite qu'il venait de subir, samedi 3 février. Le compatriote de Yannick Noah, dans un double malchanceux, reconnaît toutefois que l'issue de la partie « ne l'avait pas surpris ». Engagé sous les très chauds rayons du soleil, la rencontre a débuté difficilement pour la paire française Yannick Noah-Guy Forget, mal à l'aise face aux services de Pat Cash.

Comme l'affirmaient les deux joueurs français, leurs adversaires étaient « plus complets qu'eux ». Très confiants sur le sol en gazon, la paire australienne s'est montrée supérieure en retours et à la volée pendant toute la durée du match. Dès le premier set, ils ont réalisé le break sur un service de Forget dans le sixième jeu. Dans le jeu décisif, les Français ont été en possession d'une balle de set qu'ils n'ont pu concrétiser, finissant par perdre 6 points à 6 à la suite d'une faute de Noah sur une volée de coup droit.

Les Australiens ont refusé le break dès le premier jeu de la seconde manche. Un service de retard que l'équipe française n'a pas pu rattraper. Le scénario s'est répété lors du dernier set, où le break a eu lieu au troisième jeu, toujours sur un service de Noah.

Dimanche 4 février, Henri Leconte devait rencontrer Wally Masur et Yannick Noah devait affronter Darren Cahill. Ces deux matches sont décalés pour le premier tour de la Coupe Davis. Le vainqueur de cette rencontre sera opposé au tour suivant à la Nouvelle-Zélande, qui s'est qualifiée, samedi 3 février, face à la Yougoslavie.

SPORTS

VOILE : la course autour du monde en solitaire

L'Américain Mike Plant abandonne

Les « cinquantaines hurlantes » des mers du Sud, impropres pour les navigateurs de la course autour du monde en solitaire et sans escale, ont contraint l'Américain Mike Plant à l'abandon, samedi 3 février, au sud de la Nouvelle-Zélande.

A bord de son sloop de 60 pieds, Duracell, le seul skipper américain engagé dans la course, Mike Plant a connu des conditions de navigation difficiles avec des vents soufflant constamment à près de 100 km/h. La météo de son voilier semblait souffrir, il a choisi de relâcher, jeudi 1^{er} février, à Penzance-Harbor, un petit port de l'île Campbell, minuscule bout de terre situé à l'extrémité australe de la Nouvelle-Zélande, par 52 degrés de latitude sud.

Le navigateur de trente-sept ans, respectant le règlement de la course, a refusé l'aide des quatre météorologues néo-zélandais qui séjournaient dans cet observatoire de climatologie. Il voulait tenter de réparer seul les haubans de son navire mis à mal par le vent. Mais ce dernier a redoublé de violence au cours de la nuit et la petite averse n'a pas su abriter protégé. La première ancre que le marin a moullée n'a pu résister aux coups de mer. Un deuxième essai s'étant révélé aussi infructueux, Mike Plant, harassé par des heures passées à la barre, a décidé d'accepter l'assistance des Néo-Zélandais présents.

Ce choix, difficile pour un instructeur des techniques de survie, qui déclarait avant le départ : « Même si vous cessez, il faut continuer, sous peine d'être mis hors compétition », a entraîné immédiatement son abandon de l'épreuve. Il est le troisième concurrent, après Philippe Poupin et Bertie Reed, à être exclu de la course, puisque Jean-Yves Turlin, qui tente actuellement de revenir vers l'Afrique du Sud après le démontage de son UAP 1992, fait toujours parti du classement.

Pour les huit autres rescapés, l'aventure continue. Thomas Lamson, toujours en tête de l'épreuve, a signalé une visibilité inférieure à 3 milles et la présence de nom-

breux icebergs. Lofc Peyron a expliqué, lors d'une communication radio, vendredi 2 février : « Le système iceberg que j'ai rencontré a fait faire le bon, je suis passé à un jet de gloce. C'est tout simplement épouvantable et terrifiant, ses flancs étaient découverts par endroits et laissent passer le haut des déferlantes ». Quant à Jean-Luc Van Den Heede, il évoque l'apocalypse : « J'en ai cogné un petit, il a tapé à l'avant puis dans le safran avant de sortir derrière. Pour l'instant je suis en survie plus qu'en course ».

Les positions vendredi 2 février

1. Lamson (Ecuveril d'Aquitaine), à 8 731 milles de l'arrivée ; 2. Van Den Heede (3615-MET), à 306 milles ; 3. Peyron (Lada Poch III), à 355 milles ; 4. Jeanot (Orléant), à 672 milles ; 5. Soliman (TRC-Charente-Maritime), à 914 milles ; 6. Carpentier (Novel Obi), à 1 830 milles ; 7. Bernardini (O-Ray), à 3 721 milles ; 8. Coste (Castrol), à 4 504 milles ; 9. Turlin (UAP 1992), à 6 848 milles.

FOOTBALL : tirage au sort de l'Euro 92. - L'équipe de France de football a été relativement privilégiée lors du tirage au sort du championnat d'Europe des nations de 1992, qui a eu lieu vendredi 2 février à Stockholm, et peut espérer se qualifier pour la phase finale de l'épreuve en juin 1992, en Suède. Une seule équipe sera qualifiée pour chacun des sept groupes qui se présentent ainsi : Groupe 1 : Espagne, Tchécoslovaquie, France, Islande, Albanie. Groupe 2 : Roumanie, Hongrie, Bulgarie, Suisse, Saint-Marin. Groupe 3 : Italie, URSS, Norvège, Pays-Bas, Chypre. Groupe 4 : Yougoslavie, Danemark, Autriche, Irlande du Nord, îles Féroé. Groupe 5 : RFA, Belgique, RDA, Pays de Galles, Luxembourg. Groupe 6 : Pays-Bas, Portugal, Grèce, Finlande, Malte. Groupe 7 : Angleterre, Écosse, Pologne, Turquie.

Les éliminatoires débuteront en septembre 1990, à partir d'un calendrier établi à la fin du mois de février.

MÉDECINE

Décidée par les internes et les chefs de clinique

Une nouvelle grève des urgences est prévue à Paris du 5 au 7 février

Dans la soirée du vendredi 2 février, au terme d'une assemblée générale mouvementée, internes et chefs de clinique de Paris ont voté la grève des urgences et des soins, à l'unanimité, pour les hurs 5, mardi 6 et mercredi 7 février. Rejetant les propositions faites le matin même par la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM), ils s'en tiennent à leur plate-forme de revendications.

Bousculade dans le grand amphithéâtre de la Pitié-Salpêtrière. Les retardataires se faufilaient dans les rangs pour écouter le compte-rendu des négociations qui ont eu lieu le matin avec la CNAM et les syndicats représentatifs. La veille au soir, internes et chefs de clinique ont rencontré les représentants du ministère de la santé. « On nous a dit de nous débrouiller avec nos partenaires conventionnels pour

faire valoir nos droits », lance Pierre Corbi, président du Syndicat des internes de Paris.

L'exposé de la rencontre avec Maurice Derlin, président de la CNAM, ne prend que quelques minutes. Les assistants s'agitent pour faire de sa proposition d'appliquer un coefficient multiplicateur de deux pour les internes et de trois pour les chefs de clinique. Tous s'en tiennent aux quatre points de leur plate-forme : maintien de l'accès en secteur 2 pour tous ; revalorisation du secteur 1 avec reconnaissance des compétences ; liberté totale d'installation sur l'ensemble du territoire français et rediscussion immédiate de la nomenclature des actes biologiques.

« Roulez pour vous »

« Il faut durcir le mouvement », qui s'essouffait depuis le début de la semaine, en démissionnent les participants. Des contacts pris

avec différents groupes politiques font apparaître la teneur du PS et de l'UDC mais le « soutien total » de M^{me} Michèle Barzach, adjointe à la mairie de Paris. Internes et chefs de clinique se cherchent manifestement des appuis : ils vont en trouver. « Nous avons le soutien du conseil de l'Ordre de Paris », affirme un membre du comité d'action, dans un tonnerre d'applaudissements. Le professeur Antoine Parc, vice-président du Syndicat des chirurgiens de Paris, viendra en personne recueillir le moral de l'assistance. « Nous voulons vous apporter un soutien officiel pour les quatre points de votre plate-forme, et nous sommes prêts à une manifestation ou une journée d'action en commun avec vous », déclare-t-il.

Rendez-vous est pris à 14 h 30 pour une première manifestation le dimanche 11 février, à la Pyramide du Louvre. Une seconde manifestation, le 18, des professions libérales devrait recevoir le soutien des internes et des chefs de clinique.

Les généralistes ne veulent pas faire les frais de la nouvelle convention

Les médecins généralistes vont-ils à leur tour descendre dans la rue ? Vendredi 2 février, les trois caisses d'assurance-maladie (salarie, agriculteurs et travailleurs indépendants) ainsi que deux syndicats médicaux (CSMF et FMP) sont tombés d'accord sur le principe d'accorder des mesures spécifiques aux anciens internes et chefs de clinique installés en tant que spécialistes. Si la commission de la nomenclature et le ministre de la santé en sont d'accord, ces spécialistes, lorsqu'ils interviennent comme « consultant », c'est-à-dire sur la recommandation d'un autre médecin, seront rémunérés sur la base de trois fois le prix de la consultation du généraliste, pour les anciens chefs de clinique, et de deux fois pour les anciens internes. Jusqu'à présent, il existait un « C2 consultant » pour les anciens internes, mais il était soumis à de telles contraintes qu'il n'était rarement utilisé : le spécialiste devait examiner le malade en présence du médecin traitant et ne procéder à aucun acte technique par la suite. Ces restrictions sont levées dans le projet d'accord élaboré le 2 février.

Quant aux généralistes, toujours selon cet accord, ils pourraient prescrire à leurs patients, tous les cinq

ans, un bilan de santé sur la base de trois fois le prix habituel de la consultation.

Mais en ce qui concerne le secteur 2 à honoraires libres, le gel est maintenu, au grand dam des internes et des chefs de clinique, mais aussi du gouvernement, qui s'était engagé à garantir une totale équité entre les médecins, quelle que soit leur date d'installation.

Cet accord - hors convention puisqu'il ne concerne que la commission de nomenclature - ne sera officialisé, précise-t-on à la CNAM, que lorsqu'une nouvelle convention générale aura été mise au point. Et à condition que le gouvernement l'approuve.

D'ores et déjà ce projet suscite la fureur du syndicat MG-France, qui parle d'« érosion de la médecine générale ». Selon ce syndicat, en effet, « en voulant supprimer le front de la grève des internes et des chefs de clinique, on prend le risque d'ouvrir le front avec les médecins généralistes. Le généraliste envoie et le spécialiste encaisse. Aucun médecin généraliste ne peut accepter une telle infamie ».

Prochaine séance de négociations conventionnelles jeudi 8 février.

F. N.

MARINE MALTO

À la suite de la découverte de légionelles dans les eaux de cure

Les thermes d'Aix-les-Bains menacés de fermeture

Les 4,5 millions de litres d'eau à 45 degrés sortent quotidiennement de la source du Soufre et de celle d'Alun et qui sont utilisés chaque année par les cinquante mille curistes fréquentant les thermes d'Aix-les-Bains (Savoie) sont contaminés par une bactérie présentant des risques pour les personnes âgées, la légionelle. Cette révélation fait suite à une

plainte déposée par le syndicat CGT des thermes auprès du procureur de la République de Chambéry, M. Eric de Montgolfier, portant sur l'utilisation sans autorisation légale au cours de l'été dernier de l'eau d'un nouveau forage. Celui-ci avait été creusé pour suppléer au débit insuffisant des deux émergences naturelles, victimes de la sécheresse.

AIX-LES-BAINS

de notre correspondant

L'enquête préliminaire effectuée à la demande du procureur par les services de la Direction départementale de la concurrence et de la répression des fraudes, mais aussi l'expertise réclamée à l'Institut Pasteur de Lyon, ont révélé il y a quelques jours que l'eau du nouveau forage est pure. Mais les experts constatent par ailleurs que les sources agréées des eaux contaminées par la légionelle.

Cette bactérie, qui a tendance à proliférer dans les eaux chaudes, fut mise en évidence par des chercheurs américains en 1976. Elle provoque une forte fièvre et peut entraîner des complications pulmonaires graves sur des malades fragilisés. Les curistes d'Aix-les-Bains, dont la moyenne d'âge est de soixante ans, à qui l'on dispense, pour la plupart, des soins contre les rhumatismes, sont donc particulièrement exposés à ce type de maladie.

La présence de la légionelle dans l'eau des thermes d'Aix-les-Bains a été identifiée dès le milieu des années 80. « La pollution n'est pas nouvelle. Il s'y agit aujourd'hui d'un élément d'aggravation. La situation était même plutôt mieux que par le passé », affirme le directeur des Thermes nationaux M. Jean-François Bénévise. Selon lui l'« affaire » a éclaté « alors qu'on prenait les mesures pour améliorer

les choses grâce à un nouveau forage ».

Depuis de nombreuses années les médecins d'Aix-les-Bains étaient également informés des problèmes bactériologiques de l'eau des thermes, issue d'une profondeur de 1 100 mètres. En 1985, le professeur Jean Fleuret de la faculté de médecine de Lyon avait conclu un rapport en affirmant que « les cas de légionellose sont rares et bénins » et il avait alors préconisé essentiellement « des mesures d'hygiène » et la surveillance renforcée des curistes par les médecins. Toutefois en 1989, les praticiens d'Aix-les-Bains ont décidé de lancer une enquête épidémiologique afin de connaître le nombre de cas de légionellose. Ses résultats ne sont pas encore connus.

« Une tromperie dangereuse »

La Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) et le ministère de la Santé commencent à se pencher sur les problèmes rencontrés par ces thermes vieillissants autrefois fréquentés par les souverains européens et leur cour, mais ils considèrent que les risques sanitaires n'étaient pas suffisamment importants pour contraindre cet établissement à la fermeture. « Le mouvement de remise en ordre des choses était sur la bonne voie » explique aujourd'hui son directeur.

Le procureur de la République de Chambéry s'étonne du silence observé depuis plusieurs années par le corps médical, les responsables des thermes et par le ministère de la Santé. Il s'indigne de voir l'Etat violer ainsi les règles qu'il a arrêtées le 16 mai 1989 définissant les normes biologiques applicables dans tous les thermes, y compris ceux qui lui appartiennent. « Il y a tromperie du curiste-consommateur et une tromperie dangereuse pour la santé de l'homme. Chacun a le droit de savoir dans quel il baigne et à quoi il s'expose en venant se faire soigner », affirme le procureur. Il vient de mettre en demeure les Thermes nationaux d'Aix-les-Bains de diffuser, dès le 15 février aux curistes « une information préalable complète et correcte sur l'état des eaux ». Il entend par ailleurs obtenir l'assurance que des dispositions seront prises et un calendrier établi avant le 1^{er} mai pour faire en sorte que cette situation qui prévaut à Aix-les-Bains depuis plusieurs années cesse. Dans le cas contraire le procureur de la République ouvrira une information contre X « car je ne peux pas présumer de la responsabilité du seul directeur des thermes. Ce serait trop facile et trop commode ». Une menace non voilée contre tous ceux qui, à Aix-les-Bains ou au ministère de la Santé, ont pendant tout longtemps fermé les yeux sur la qualité des eaux de la seconde station thermale française.

CLAUDE FRANCLILLON

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 3 février

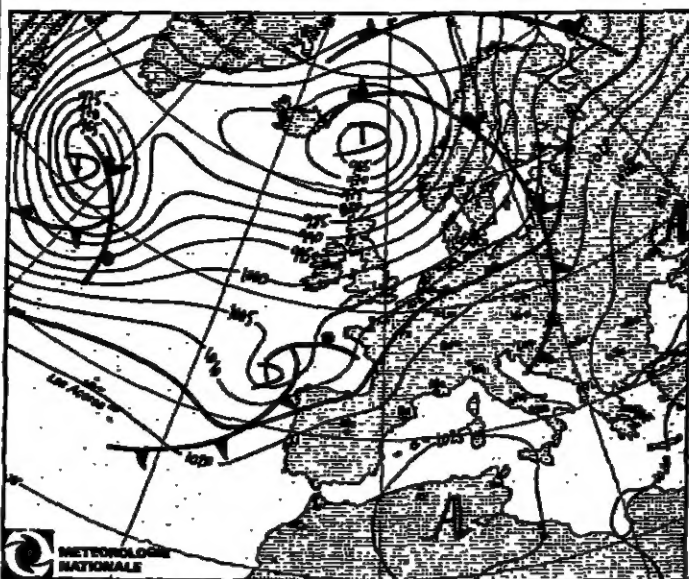
TF 1		22.20	
20.45	Variétés : Sébastien, c'est fou.	Série : Le voyageur.	
22.15	Magazine : Unisail.	22.50	Téléfilm : Félicité.
23.20	Magazine : Formule sport.	0.00	Journal de minuit.
0.10	Journal.	0.05	Félicité (suite).
0.30	Série : Mémoires.	0.40	Série :
1.00	Série : Mannix.	2.20	Le journal de la nuit.
A 2		2.30	Brigade des mineurs (rediff.).
20.35	Les victoires de la musique.	4.00	Série :
23.05	Sport :	4.00	Voisin, voisine.
0.10	Journal et météo.	5.00	Série :
FR 3		5.30	Voisin, voisine.
20.45	Danses : Condillon.		
22.15	Journal.		
22.30	Série : Le Décalogue.		
23.30	Documentaire :		
	Dans les bras de Staline.		
0.00	Série rose :		
	Un traitement justifié.		
CANAL PLUS			
20.30	Téléfilm : La mort à portée de main.		
22.00	Le monde du cirque.		
22.55	Les superstars du catch.		
0.00	Cinéma : L'initiation d'une femme mariée.		
1.15	Cinéma : Urban cowboy.		
3.25	Cinéma : Gervaise.		
5.15	Cinéma : La malédiction du cobra.		
LA 5			
20.40	Téléfilm :		
	La vengeance du forger.		

Dimanche 4 février

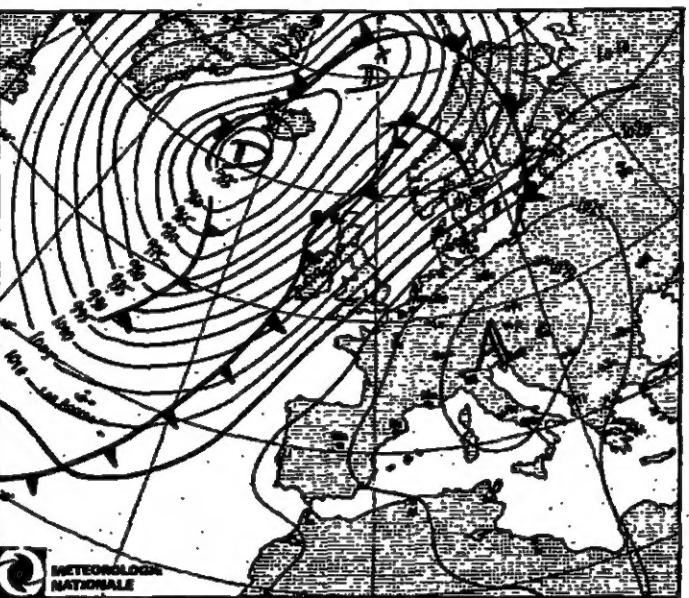
TF 1		1.30	
13.20	Série :	LA 5	
14.15	Un fils dans la Mafia.	13.35	Feuilleton : Fantômes.
14.45	Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	15.05	Série : Douze heures pour mourir.
15.10	Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?	16.45	Magazine :
15.40	Feuilleton : Côte Ouest.	17.00	Ciné Cinq (rediff.).
16.35	Tiercé à Vincennes.	17.05	Magazine :
16.45	Danses amies :	18.00	Télé-marchés dimanche.
18.05	Magazine : Téléfoot.	18.00	Série : Rintintin Junior.
19.00	Magazine : 7 sur 7.	18.55	Série : Riptide.
20.00	Journal.	19.00	Journal de minuit.
20.40	Cinéma : La gendarme de Saint-Tropez.	19.30	Tout le monde il est gentil.
22.25	Magazine : Ciné dimanche.	20.00	Journal.
22.30	Cinéma :	20.30	Drôles d'histoires.
	Un sac de billes.	20.40	Cinéma : Y a-t-il un pilote dans l'avion ?
0.15	Journal.	22.20	Magazine : Ciné Cinq.
0.35	Série : Mémoires.	22.30	Cinéma : Si ma gueule vous plaît.
0.55	Danses : Cosmo Knox.	0.00	Journal de minuit.
A 2		0.05	Série :
13.20	Dimanche Martin.		Histoire de voyous.
14.55	Série : Mac Giver.		
15.50	L'école des fans.		
16.35	Série : Rallye.		
17.35	Documentaire :		
	L'équipe Cousteau à la découverte du monde.		
18.25	Magazine : Stade 2.		
19.30	Série : Maguy.		
20.00	Journal.		
20.35	Série :		
	R. Renseignements généraux.		
22.10	Magazine : Etoiles.		
23.10	Journal et météo.		
23.35	L'équipe Cousteau à la découverte du monde (rediff.).		
FR 3			
13.30	Magazine : Sports loisirs.		
17.05	Magazine : Para-chocs.		
17.30	Amuse 3.		
18.00	Le 19-20 de l'information.		
20.00	Série : Benny Hill.		
20.35	Variétés : Chapiteau 3.		
22.10	Journal.		
22.35	Magazine : Le divan.		
23.00	Cinéma :		
	Vanina Vanini.		
0.50	Musique :		
	Carnet de notes.		
CANAL PLUS			
14.00	Magazine : Distant.		
14.05	Téléfilm :		
	L'amour aveugle.		
15.40	Documentaire :		
	Terre fragile.		
16.05	Magazine : 24 heures.		
17.00	Sport :		
	Dimanche aux courses.		
17.15	Sport : Football.		
19.00	Cinéma : Le plus secret des agents secrets.		
20.30	Cinéma :		
	La lectrice.		
22.10	Cinéma : Paysage dans le brouillard.		
0.00	Cinéma : La malédiction du cobra.		

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 3 FÉVRIER 1990 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 5 FÉVRIER 1990 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 3 février à 0 heure et le dimanche 4 février à 24 heures :

Après le passage d'une perturbation, samedi, sur le pays, le flux prendra une tournure anticyclonique. Ainsi, le soleil sera de retour dimanche.

Dimanche : une journée ensoleillée.

C'est une belle journée qui s'annonce sur l'ensemble du pays. Le soleil sera au rendez-vous.

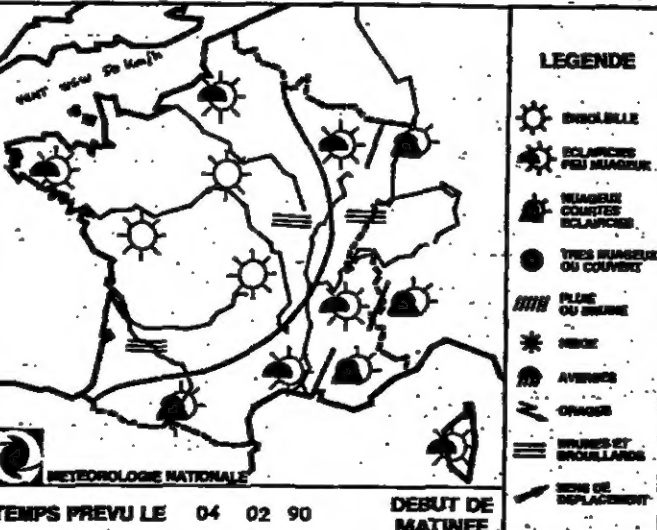
On observera cependant des nuages le matin sur les Ardennes, le Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes, la Provence-Côte d'Azur, la Corse, le Languedoc-Roussillon et sur les Pyrénées. Mais le soleil l'emportera à partir de l'après-midi.

Mécanisme dans les vallées de la Garonne et de la Saône, des bruyères se formeront en fin de nuit. Dans la vallée de la Garonne, les bruyères se formeront facilement dans la matinée. Par contre, dans la vallée de la Saône, même si la visibilité s'améliore, on risque par endroits de rencontrer la grêle une bonne partie de la journée.

Des nuages épais viendront voiler le ciel, dans l'après-midi, de la Bretagne et du Cotentin.

Le vent de sud-ouest sera assez fort sur les côtes de la Manche et du sud de la Bretagne.

Les températures nocturnes varieront entre 1 et 5 degrés dans l'ouest. 8 y aura souvent de la pluie blanche. En bordure des côtes, il fera autour de 7/8 degrés. L'après-midi, nous aurons de 9 à 15 degrés du nord au sud du pays. Toutefois, dans la vallée de la Saône, là où les bruyères ne se dissipent pas, les thermomètres ne dépasseront pas les 3 ou 4 degrés.



TEMPÉRATURES MAXIMALES - MINIMALES ET TEMPS OBSERVÉS

Valeurs extrêmes relevées entre le 2-2-1990 à 6 heures TU et le 3-2-1990 à 6 heures TU

FRANCE		TOUTES		TOUTES		TOUTES	
ALGER	17	6	D	11	7	P	10
BARCELONE	16	5	N	10	6	D	9
BELGRADE	15	4	N	9	5	D	8
BOMBAY	14	3	N	8	4	D	7
BUDAPEST	13	2	N	7	3	D	6
CARACAS	12	1	N	6	2	D	5
CHENNAI	11	0	N	5	1	D	4
COLOMBO	10	-1	N	4	0	D	3
DUBLIN	9	-2	N	3	-1	D	2
GENÈVE	8	-3	N	2	-2	D	1
HONGKONG	7	-4	N	1	-3	D	0
INDIANAPOLIS	6	-5	N	0	-4	D	-1
JAKARTA	5	-6	N	-1	-5	D	-2
LAHORE	4	-7	N	-2	-6	D	-3
LIMA	3	-8	N	-3	-7	D	-4
LONDRES	2	-9	N	-4	-8	D	-5
MADRID	1	-10	N	-5	-9	D	-6
MANGHAI	0	-11	N	-6	-10	D	-7
MUSKAT	-1	-12	N	-7	-11	D	-8
NEW DELHI	-2	-13	N	-8	-12	D	-9
PARIS	-3	-14	N	-9	-13	D	-10
PRAGUE	-4	-15	N	-10	-14	D	-11
RIYADH	-5	-16	N	-11	-15	D	-12
SAO PAULO	-6	-17	N	-12	-16	D	-13
SEATTLE	-7	-18	N	-13	-17	D	-14
SINGAPOUR	-8	-19	N	-14	-18	D	-15
STOCKHOLM	-9	-20	N	-15	-19	D	-16
TOKYO	-10	-21	N	-16	-20	D	-17
VIENNE	-11	-22	N	-17	-21	D	-18
YOKOHAMA	-12	-23	N	-18	-22	D	-19

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Données établies avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU MONDE

Naissances	
M. Roger Gilbert, ses enfants, ont le plaisir de faire part du décès de	
Roger GILBERT, inspecteur de l'enseignement catholique, ancien directeur de l'Enseignement.	
Une messe a été célébrée en l'église Saint-Luc de Saint-Foy-la-Lyon, le vendredi 2 février.	
16, rue du Commandant Charcot, 69005 Lyon.	
Décès	
M. Dominique BATTINI, ancien directeur de la Sogreah, est décédé le 29 janvier 1990.	
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 5 février 1990, à 15 heures, en l'église de l'Isle-sur-Sorgues.	
M. Robert BASTOIX, M. et Mme Thierry Bastoix, M. et Mme Guillaume Bastoix, ont le plaisir de faire part du décès de	
M. Robert BASTOIX, survenu le 26 janvier 1990, à Mantes-La-Jolie.	
Les obsèques ont eu lieu le 30 janvier, à Mantes-La-Jolie, dans le plus strict intimité.	
Cet avis tient lieu de faire-part.	
Yves DUPONT, directeur adjoint, responsable des ventes à la grande exportation, au retour d'une mission en Amérique du Sud, dans l'accident de l'appareil de la compagnie Air France, survenu le 25 janvier 1990.	
La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 février, à 14 h 15, en l'église Saint-Amand, 20, rue de la Maison-Neuve (face à la sous-préfecture), Saint-Germain-en-Laye (Yvelines).	
M. et Mme François Henry et leurs enfants, M. Dominique Soufflet, M. et Mme Patrick Soufflet et leurs enfants, M. et Mme Claude Soufflet et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de	
M. Jacques SOUFFLET, ancien élève de Saint-Cyr, ancien commandant du Groupe Lorraine, ancien ministre de la Défense, ancien directeur de la Légion d'Honneur, compagnon de la Libération (membre du conseil de l'Ordre), remontrant très sincèrement tous ceux qui lui ont rendu hommage.	
Le 4 février 1990, un enfant naît :	
Antoine SAND.	
Il est né le 29 mai 1988, mais pas dans nos mémoires et dans nos cœurs.	
Soutenances de thèses	
Université Paris-I (Paris-Sorbonne), le jeudi 8 février, à 14 h 30, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Jacques Lagarde : « Lucien Costant en son temps ».	
Université Paris-I (Paris-Sorbonne), le vendredi 9 février, à 14 heures, salle Louis-Liard, 17, rue de la Sorbonne, M. Gilles Pailly : « La cartographie thématique en France. Recherche sur ses origines et son évolution jusqu'à la fin du XIX ^e siècle ».	
Université Paris-III, le mercredi 14 février, à 14 heures, salle Bourjac, 17, rue de la Sorbonne, M. Edith Nolot : « Régimes de discipline des normes-bouddhistes : le Bhikkhuni Vinaya, samkhiya de l'école lokottaravadin. Collation du manuscrit, traduction annotée, commentaire ».	
Sorbonne, le mercredi 14 février, à 17 heures, salle 106 du centre Henri-Poincaré, M. Georges Le Mour : « Le rapport entre la formation et la promotion dans les entreprises ».	
Institut d'études politiques de Paris, le vendredi 16 février, à 14 h 30, salle A. Stegried, M. Yves Logo : « Technologie et société en économie planifiée. L'informatique et les mutations socio-politiques en URSS ».	
CARNET DU MONDE	
Remarque : 03-67-06-03	
Tarif : la ligne H.T.	
Toutes rubriques : 87 F	
Abonnés et abonnés : 77 F	
Communications diverses : 90 F	

150

سكنى الى الامم

CULTURE

THÉÂTRE

Quatre hommes derrière le mur

Ils sont quatre à travailler derrière le mur, à en ne sait quoi, mais qui fait du boucan et dégage une épaisse poussière blanche. Ce sont les Frères Zenith, la nouvelle famille de Jérôme Deschamps. Jérôme lui-même, Philippe Duquesne et François Morel, venus du Lapin Chasseur, la saison dernière à Chaillot, et Jean-Marc Bihour, présent depuis la Volée (1985). Un monde d'hommes, un monde suspendu au bord du vide.

On se souvient des cloportes grisâtres surgis des dessous de la terre et qui éperpissaient poussant un vieux landau : c'était la famille Deschamps dans l'un des plus beaux spectacles de Jérôme Deschamps, aussi dépeuplé que du Beckett, aussi follement absurde que du Buster Keaton : les Blouses (1983). Les frères Zenith descendant de ces deux cloportes et ont gravi quelques échelons de l'échelle sociale. Ils sont convenablement habillés, portent des chaussures bien cirées, et travaillent. C'est fou ce qu'ils s'agitent derrière le mur. On ne voit que leur tête, parfois leurs mains, leur buste qui tres-



Jérôme Deschamps une famille celle des frères Zenith.

sautent... Ils semblent dresser des cheveux, et l'instant d'après rouler à moto, à vélo, voguer sur une barque...

De temps en temps, ils se reposent devant le mur. Mangent, boivent. Leurs ancêtres en blouses leur ont légué le goût du rouge avalé par rasades, le regard opaque. Soudain, ils s'amuse sans rire. Ils chantent, exécutent une chorégraphie qui serait comme un lointain souvenir de Pina Bausch et de ses petits gestes obsessionnels.

Le spectacle est un enchaînement d'épisodes d'instantanéité qui trôlent la chute, dérivant vers des vertiges, aspirés par un néant de tranquillité, devant un ciel de cirque piqué d'étoiles. Il a été créé au Théâtre municipal de Sète, qui en est le coproducteur avec, entre autres, le Festival d'automne et Chaillot. Il sera donc à Paris la saison prochaine.

COLETTE GODARD

► Nancy, jusqu'au 9 février. Genève du 13 au 17. 88e les 20 et 21. Palarme du 27 février au 4 mars, etc.

CINÉMA

L'insolence, enfin

Les sept réalisateurs pour douze histoires macabres et un film repoussant : « Adrenaline »

Ils sont sept réalisateurs français, auteurs et réalisateurs de douze histoires macabres et fantastiques, à laquelle une treizième sans paroles sort d'introduction et d'images de l'histoire. C'est pourquoi ils appellent cela le film, la lettre a, incongrue grammaticalement, indiquant le travail collectif. Leurs noms : Yann Piquer, Jean-Marie Maddeu, Anita Assal, John Hudson, Barthélémy Bompard, Alain Robak (qui est passé d'Irena et les ombres à Baby Blood rayon long métrage) et Philippe Dorison. On ne vous dira pas ce qui revient à chacun - en fait, il y a des tandons pour plusieurs histoires, vous le savez en allant voir le film, car vous lez, il le fait.

Il n'est pas courant, en effet, que le fantastique s'exerce aussi bien dans le cinéma français. Adrenaline n'est pas un film à sketches mais un recueil de nouvelles, en noir et blanc ou en couleurs - et dans les deux cas, le travail esthétique est tout aussi dérangeant. On rit de temps en temps, l'humour s'ajoute au trouble des scènes de folie, d'absurdité, de crasse, auxquelles les effets spéciaux ajoutent du réalisme. Passe encore pour un métrage transformé en train fantôme, mais la femme enfermée dans sa chambre à coucher qui se met à craquer de toutes parts et dont le plafond descend, inexorablement, vers le plancher, n'est pas seulement un personnage de cinéma. C'est elle, c'est vous, c'est moi, comme cet homme qui, venant visiter une vieille maison à vendre apprend, de la locataire trop âgée pour être honnête, qu'il peut la « gagner » et passe par une série d'épreuves sadiques dans un itinéraire de visite piégée.

Adrenaline n'est pas un jeu de fantômes ou de citations mais une manière originale de traiter la terreur à l'écran, comme si elle rebâtissait le monde de tous les jours. Le légendaire Fantômas, « maître de l'effroi », est battu.

JACQUES SICLER

THEATRE
DU 6 FÉVRIER AU 24 MARS
Entrevue au Parloir
de FERNAND SELTZ
avec JEAN BOUCHAUD
avec le Théâtre PEZLE
et la comédie de l'ADAM et de la 32e
PARIS VILLETTTE 42 02 02 65

Les fictions remplacent la vie

L'amour, la cocaïne, la révolution de 1917 : en adaptant le livre « Roman avec cocaïne », d'Agnée Chantal Morel raconte sa propre quête d'un meilleur monde : le théâtre

Une salle abandonnée, avec un vieux canapé, un piano côté cour, des gradins de bois côté jardin, devant une fenêtre qu'un écran de cinéma peut occulter. Réfugiés dans ce lieu, des comédiens hémisphériques y vivent, jouent des scènes, projettent des ruines ou des éphémères entières d'un film, sans qu'on sache bien s'il s'agit de répéter un spectacle ou de remémorer une aventure vécue. Un des acteurs de l'étrange troupe semble revivre sa propre vie. Une femme voudrait la raconter mais, plutôt que de diriger le jeu, elle dit son impuissance. Une petite fille l'écoûte, et parfois lit des pages d'un livre.

Théâtre dans le théâtre ? « Work in progress » qui expose la difficile mise en images d'une fiction romanesque à la scène et à l'écran ? Récit double, en tout cas, puisque le spectacle intitulé Un jour au début d'octobre... nous raconte deux histoires. Celle de Vadim, héros du sulfureux Roman avec cocaïne, d'Agnée (1) ; et aussi, d'une certaine manière, celle de Chantal Morel.

Vadim est un adolescent tourmenté, personnage d'ostéopathe qui s'emploie à rater sa vie pendant que d'autres font la révolution. Méchamment fasciné par le bien, il préfère sombrer dans la drogue plutôt que servir l'humanité, alors que son âme ténébreuse voudrait être embrasée par la lumière chrétienne d'un Mutchkin.

Une jeune femme rebelle

Chantal Morel est une jeune femme rebelle aux commodités de l'institution théâtrale vécue par elle comme des contraintes sclérosantes, qui a lancé une bombe contre cette forteresse en juin dernier, en refusant de continuer à diriger le Centre dramatique national des Alpes (2). Refus névrotique de se plier aux règles, ont dit les détracteurs de son radicalisme. Dénonciation salubre d'un processus qui fonctionnait la création, ont rétorqué ses amis. Avec, troublant, en tout cas, rarement osé, du désarroi d'une authentique artiste.

Or c'est elle qui s'adresse au public, au début du spectacle, par la voix d'un personnage, pour transmettre l'utopie d'un théâtre plus libre, plus fraternel. Et l'aventure d'auto destruction d'Agnée lui permet, comme un repoussoir, de faire passer son propre idéal humanitaire sans pour autant que son adaptation du roman se réduise à une thèse.

L'art est présent, en fait, au-delà du message, à tout instant du spectacle. Dans l'atmosphère engourdie d'un théâtre de province qui semble assourdir les voix, dilater le temps. Dans la ligne l'expressivité, le mouvement maladroit des images filmées, la pellicule tréssante, se casse comme pour souligner les accents de la mémoire. Dans le refus de l'illusion, des trucs de métier, des « belles images », enfin, ce qui n'empêche pas des fulgurances : un travelling sur des bottes qui courent pour dire l'élan d'une passion naissante ; une ronde immobile d'où s'élève un chant funèbre à la mort du héros.

En même temps, on retrouve cette troupe d'une grande cohésion qui a fait le succès de spectacles précédents comme Grom ou Le jour se lève, Léopold. Une troupe qui n'écrit pas les textes singuliers mais les exécute plutôt (comme ceux de Michèle Goddet ou Jérôme Derro) parce que les acteurs partagent la qualité majeure de Chantal Morel, l'intensité.

BERNADETTE BOST

► Jusqu'au 3 février au Cergo, Maison de la culture de Grenoble. Et les 9 et 10 février au Théâtre des Bets, à Monthéron.

(1) Roman avec cocaïne (Ed. Belfond, 1983) a été écrit au début des années 30 par un écrivain d'origine inconnue en qui certains ont cru reconnaître Nabokov.

(2) Chantal Morel était codirectrice du CDNA depuis un an. Son partenaire, Ariel Garcia-Valdes, reste seul en poste.

Une femme sous influence

Par le Pantagruélique Théâtre une heure avec Marieluise Fleisser la petite Cilly d'« Avant-Garde »

On joue encore trop peu le théâtre de Marieluise Fleisser en France, et on connaît mal cet écrivain à la langue rugueuse, compagne de Brecht, de 1923 à 1929. Elle est morte en 1974. Elle n'avait jamais cessé d'écrire. Le Pantagruélique Théâtre, jeune compagnie de la région normande monte Avant-Garde, un récit entre autobiographique et chronique d'une époque, l'Allemagne des années 20.

C'est une histoire d'amour, de fascination, de double obsession, au bonheur, à l'écriture. Elle est triste et amère, bien sûr, Fleisser, comme toute amante délaissée. Mais forte, et lucide.

Son constat sans pitié s'exprime personnel, ni la naïve Cilly ni le jeune auteur de Band, fou de poésie et de femmes, de vis en un mot, ni surtout l'intelligente berlinoise de l'époque et la bêtise épaisse d'Ingolstadt, sa ville natale. Marieluise Fleisser est féroce, mais elle n'est jamais « au-dessus » de ses personnages, elle connaît trop le poids, la soif d'un bonheur sans histoire qu'elle a tenté de vivre dans les bras d'un maître-nageur.

Véro Duhoux joue un beau double jeu. Elle est tantôt Cilly tantôt (et le plus souvent) Marieluise Fleisser se débattant contre la solitude. Elle lui prête une silhouette de provinciale entre deux âges, une énergie opiniâtre, un ton d'au-delà du désespoir. La couleur est toujours juste, sans une once de psychologie à la petite semaine.

O. Ct.

► L'Avant-Garde. Jusqu'au 10 février. 21 h 45, du lundi au samedi. Tél. : 45-44-57-34.

VENTES

La mort du dernier tsar

Sotheby's met en vente une partie des archives de Nikolaï Sokolov, qui éclaire les derniers instants de la famille impériale russe.

Dans la nuit du 16 au 17 juillet 1918, le tsar Nicolas II, sa femme et ses filles, le tsarévitch et quelques personnes de leur entourage étaient exécutés à Ekaterinbourg (aujourd'hui Sverdlovsk). La lumière n'a jamais été faite de façon formelle sur les conditions de cette exécution. Le 5 avril à Londres, de nouvelles pièces seront versées au dossier. Sotheby's met en vente des documents et photographies exceptionnelles qui ont fait partie des archives de Nikolaï Sokolov. Ce dernier, à la requête des Russes blancs, s'était livré à une enquête minutieuse pour reconstituer le déroulement des événements tragiques. Ses conclusions ont été consignées dans quatorze volumes, qu'il a eu la prudence de reproduire en cinq exemplaires. A l'heure actuelle, on ne sait pas où la totalité de ce travail se trouve. Les universités de Harvard et de Stanford aux Etats-Unis en auraient chacune quelques exemplaires.

Sotheby's en présentera huit qui proviennent de la collection du comte Orlov. Celui-ci finança les investigations de Sokolov, les emporta avec lui en 1940 aux Etats-Unis. Parmi ces documents, un télégramme : « Dis à Sverdlov que la totalité de la famille a connu le même sort que le chef de famille. Officiellement, la famille aura péri pendant l'évacuation. » Ce texte énigmatique avait été envoyé au Kremlin le jour-même de l'exécution. Sverdlov était alors à la tête de l'Etat soviétique, très proche de Lénine, chef du gouvernement.

Autre pièce de choix de cette vente, un morceau de papier peint

de la cave où aurait eu lieu l'exécution. On peut y lire en allemand un poème de Heine : « En cette nuit, Belshazzar a été assassiné par ses esclaves. » Certains ont avancé l'hypothèse que des prisonniers de guerre austro-hongrois, ralliés aux bolcheviques, avaient exécuté la sentence. Les papiers de Sokolov contiennent une demande faite au directeur de la pharmacie de Ekaterinbourg de livrer 175 kilos d'acide sulfurique, destinés, d'après Sokolov, à activer la décomposition des corps de la famille impériale.

En avril dernier, l'émigré soviétique Riabov déclarait avoir retrouvé les ossements des derniers Romanov à l'intérieur d'un puits proche de la ville de Sverdlovsk (Le Monde du 19 juillet 1989). Enfin, la coffre du comte Orlov recelait des photographies de la maison Ipatiev : des chambres à coucher, l'escalier menant à la cave dont les murs sont couverts de traces de balles.

Tous ces documents ont été conservés précieusement pendant des années aux Etats-Unis. Sotheby's les estime aujourd'hui entre 300 000 et 500 000 livres (soit près de 5 millions de francs). Pour John Stuart, consultant de la firme anglo-saxonne, il ne fait aucun doute que ces témoignages historiques doivent revenir en Union soviétique. Mais « peut-être, ajoute-t-il, le niveau de glasnost n'est-il pas encore suffisant pour parler de la famille impériale et du rôle de Lénine dans son exécution ».

AUCIE SÉDAR

► Vente : le 5 avril à Londres chez Sotheby's.

PHOTOGRAPHIE

L'art de voir

Une exposition et trois volumes couvrent un siècle et demi d'invention et de création

C'est à un vaste projet que s'est attelé Michel Frizot en entreprenant de conter seul, à l'occasion du cent cinquantième de la photographie, l'histoire du huitième art des origines à nos jours. Présentée comme un survol, forcément partiel, cette anthologie en cent quatre-vingts images constitue un parfait manuel d'éducation de l'œil.

Du calotype à l'avènement du photo-journalisme, des pionniers à l'art conceptuel, de Niepce à Newton, Frizot trace un parcours chronologique, méthodiquement documenté, qui dessine les articulations historiques, sociales et esthétiques, mais aussi les implications individuelles d'un art mental avant tout.

Manière d'archiver l'histoire, de remonter le temps, cette technologie nouvelle, basée sur la manipulation de la lumière, n'est pas seulement une technique d'illustration perfectionnée. Elle est d'abord un moyen spécifique de traduire une vision du monde. Primitifs d'un art nouveau, Adolphe Braun dessinait des motifs pour étoffes, Regnault était chimiste et physicien, Muybridge libraire, Durieu juriste, Kahn médecin, Demachy banquier, Meystard oculiste. Grand maître du calotype, Henri Le Secq ne photographia que sept ans, Pierre Louys commença ses clichés érotiques à l'âge de vingt ans, et

l'illustre Chevreul s'occupa de poser qu'à l'âge vénérable de quatre-vingt-quatre ans.

Fournissant d'informations, de faits révélateurs, de reliques et d'objets emblématiques (le chapeau de paille de Bayard, les menottes de Lewis Payne par Alexander Gardner, la chemise de l'empereur Maximilien après son exécution), cette encyclopédie touche à tous les genres, du portrait-carte au tableau vivant, du photomontage à la microphotographie et au document médical.

Ce roman visuel, fruit d'une érudition savamment distillée, mêle avec habileté les données objectives et l'interprétation personnelle. Soucieux non seulement de défricher, mais aussi de déchiffrer, Frizot agit en ethnographe qui explore et explique le sens de la vue. Un de ses mérites est de ne pas séparer le beau et l'utile mais de nouer au contraire un constant dialogue entre la science et l'art, et d'indiquer comment la saine mécanique du réel débouche sur l'imaginaire, l'irréel et l'invisible.

L'iconographie est judicieusement choisie. Les chefs d'œuvre et images-clés alternent avec les documents inédits, et chacun d'eux est accompagné d'un commentaire descriptif qui explicite ses caractéristiques. Le seul défaut de cette entreprise ambitieuse est de s'arrêter en 1970, ce qui laisse en suspens tout un pan actif de la création contemporaine.

PATRICK ROEGERS

► « Histoire de voir », parcours dans l'histoire de la photographie en trois volumes, proposé par Robert Despire et Michel Frizot, texte de Michel Frizot, édité par CNP, avec la concours du Nouvel Observateur, coll. « Photo Poche », 149 F. Sous le même titre, exposition au Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris 16^e, jusqu'en janvier 1991.

REVENUS 1989
CALCULEZ VOS IMPOTS
avec **Le Monde** et **CRÉDIT AGRICOLE**
sur minitel
36.17 code IMP

[illegible]

« La France n'est pas encore un pays industriel »

Concernant des investissements japonais, à propos desquels il s'est opposé à M^{me} Cresson ministre des affaires européennes, M. Faureux a rappelé sa doctrine. Il existe des secteurs où l'on ne peut subir immédiatement le choc de la concurrence : là il faut se protéger et « les Japonais sont prêts à l'accepter ». L'automobile est dans ce cas. Ailleurs, dans la chimie, l'aéronautique, le pétrole, l'Europe a de l'avance. Il faut par conséquent que les Japonais ouvrent leur marché.

Enfin, il y a des domaines où la

Enfin, il y a des domaines où la France est absente, comme dans les photocopieurs : il n'y a pas alors raison de se priver des investisseurs japonais. Le ministère de l'Industrie travaille actuellement à un classement fin des branches dans ces trois catégories pour influencer sur la réponse aux Japonais - *qui ne doit en aucun cas être un refus global, il faut au contraire mener une subtile guerre de mouvement* ».

Interrogé sur les acquisitions des entreprises nationalisées, payées en partie par emprunts, à cause des faibles dotations budgétaires et de la règle du *ni privatisation, ni nationalisation*, M. Faureux a indiqué qu'il y a une « lucarne » d'achats possibles aux États-Unis. Les actionnaires y vendent, ayant opté pour l'instinct, pour une logique purement financière. L'agité d'un profit, sans doute, mais il n'y a-t-il payer l'ardente un jour (...). Il y a un risque. Mais si la conjoncture le permet il se peut aussi que ces achats se paient eux-mêmes. Ça va donc la peine d'emprunter] quitte à dégrader les bilans ».

F. L.B.

Rhône-Poulenc, le conseil régional Rhône-Alpes et l'Etat s'engagent pour le développement local

Les « grandes manœuvres » dans la distribution

Le breton Rallye reprend

Le breton Rallye reprend le grenoblois Genty-Cathiard

marchés et 500 employés. Son chiffre d'affaires atteint 30 milliards de francs, dont 25 milliards dans la distribution de produits alimentaires, et le solde dans la distribution d'articles de sport (enseignes Athletics' Foot, Spaa, Comrig, Go Sport). L'effectif salarié comprend 25 000 personnes, dont 3 000 employés par Genty-Cathiard, y compris le personnel de la filiale escanienne.

Rallye estime qu'il va devenir le premier groupe de distribution alimentaire dans le quart sud-est de la France, devant donc Casino, de Saint-Etienne, dont l'action a été éprouvée ces jours derniers à la Bourse de Paris. Le groupe va réaliser des économies d'échelle en utilisant mieux des entrepôts situés à

poinsue ou ratés.

Au cours de 1 098 francs inscrit à la fin de l'année 1989, Gemy-Cathiard était estimée à un rapport-prix-bénéfice de 61,4, soit un chiffre quatre à cinq fois supérieur à la moyenne des valeurs lyonnaises. La filiale Cathiard détient et gère 15 % du capital de la filiale Go Sport, au sein de laquelle M. Daniel Cathiard, ancien champion de ski, souhaitait continuer de jouer un rôle actif.

Selon M. Albert Cam, président du groupe Rallye, le nouvel ensemble peut revendiquer la cinquième place en France dans la distribution. Avec le rachat récent de Disque Bleu à Limoges et celui de Gemy-Cathiard, il compte désormais 50 hypermarchés, 215 super-

**ITT a vendu
sa participation
dans la CGE**

Baisse importante des tarifs postaux internationaux

Confrontée à la concurrence des grands coursiers internationaux et des sociétés de repavage, la Poste française a vu ses tarifs baisser, à compter du 2 février, une baisse importante de ses tarifs internationaux, effective depuis le 11 janvier. Globalement, la diminution est de 11 % mais elle est spectaculaire pour les lettres transportées par avion dans certaines pays (ce qui signifie qu'il y a des augmentations pour certaines paquets) : selon le tableau ci-dessous, l'échecement de 36 à 53 % avec les États-Unis, de 17 à 52 % avec le Canada, de 30 à 41 % avec le Japon et l'Extrême-Orient.

Depuis quelques années, la Poste se cesse de perdre du terrain face à la concurrence. En 1980, elle expédiait à l'international 457 millions de lettres (dont 319 millions de lettres de moins de vingt grammes). Le chiffre tombé à 374 millions en 1988 (dont 243 millions de lettres).

Hoffman prend le contrôle

Genentech, la vitrine du génie génétique aux Etats-Unis, tombe sous la coupe du groupe Hoffman La Roche. Dans un communiqué publié vendredi 2 février, le géant suisse de la pharmacie a annoncé qu'un accord avait été conclu avec la firme de San Francisco, en difficultés financières. Aux termes de cet accord, Hoffman La Roche va acquérir la moitié des actions en

□ Un distributeur automatique de billets SNCF dans un centre commercial. — Pour la première fois en France, la SNCF a mis au service, vendredi 2 février, à Nantes, un distributeur automatique de billets situé hors d'un gare, dans le centre commercial Hosties, près de Nantes. Ce distributeur, semblable à ceux dont disposent les voyageurs dans 300 gares de France, permet d'acheter des billets, des abonnements et des réservations, sans payer par carte bancaire. Cette expérience, tentée par la SNCF pour « se rapprocher de sa clientèle », pourrait s'étendre.

**La Roche
le de Genentech**

circulation de Genentech pour un montant global de 492 millions de dollars, environ 3 milliards de francs. Une fois l'opération nouée, le groupe suisse détendra 60 % du capital.

Le coup est rude pour l'industrie des biotechnologies américaine au sein de laquelle Genentech INC, créé en 1976, a toujours fait figure de petit prodige. Genentech qui emploie aujourd'hui près de 1400 collaborateurs et a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 100 millions de dollars (environ 2,5 milliards de francs) a joué un rôle pionnier dans la mise au point de médicaments par voie génétique.

Les ventes enregistrées l'an dernier n'ont toutefois pas été à la hauteur des espérances de la direction et surtout de Wall Street déjà échaudé par les maigres performances commerciales du TPA, médicament présenté en 1987 par Genentech, contre le traitement miracle contre l'infarctus du myocarde.

An mois d'octobre 1989

La RFA rééquilibre pour la première fois ses échanges d'automobiles avec le Japon

le déficit de la RFA vis-à-vis du Japon dans le secteur automobile (y compris les pièces détachées) s'est réduit de 3,14 milliards de DM à 2,80 milliards de DM.

Sur l'ensemble de l'année écoulée, les constructeurs automobiles ouest-allemands tablent sur un taux de couverture de leurs échanges avec le Japon de 64 %, au lieu de 56 % en 1988.

Nouvelle diminution du chômage au Japon

Le taux de chômage au Japon s'est stabilisé à 2,3 % l'an dernier, au lieu de 2,5 % en 1981, a indiqué le ministre du travail le vendredi 2 février. Cette nouvelle diminution du nombre de sans-emploi, qui a fait chuter le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 1981, provoque un accroissement des tensions sur le marché du travail, où la

En octobre, la RFA a vendu pour 593 millions de DM (2 milliards de francs) de voitures particulières, véhicules industriels et pièces détachées au Japon, alors que ce dernier lui en vendait pour 592,8 millions. Le taux de couverture de la RFA vis-à-vis du Japon dans le secteur automobile a fait ainsi un bond de 70 % en septembre à 100 % en octobre. En un an,

Selon le ministère, pour 100 demandeurs d'emplois, l'économie japonaise a proposé en moyenne l'an dernier 125 postes de travail. Le nombre de sans-emploi s'établissait à 1,22 million de personnes en décembre, alors que la population active, qui a crû de 2 % l'an dernier, atteignait 61,4 millions.

Nouvelle diminution du chômage au Japon

Le taux de chômage au Japon n'est établi à 2,3 % l'an dernier, au lieu de 2,5 % en 1988, a indiqué le ministère du travail le vendredi 2 février. Cette nouvelle diminution du nombre de sans-emploi, qui a fait chuter le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 1981, provoque un accroissement des tensions sur le marché du travail, où la situation de pénurie pèse sur les coûts salariaux et sur l'inflation.

Selon le ministère, pour 100 demandeurs d'emploi, l'économie japonaise a proposé en moyenne l'an dernier 125 postes de travail. Le nombre de sans-emploi s'est établi à 240.000 personnes, soit 12,5 % de la population active, alors qu'en l'an dernier, atteignait 61,4 millions.

SOCIAL

**Les dépenses maladie
ont augmenté de 10,3 % en 1989**

En 1989, les dépenses d'assurance-maladie du régime général de la Sécurité sociale ont augmenté de 10,3 %, selon la Caisse nationale d'assurance-maladie, soit plus rapidement qu'en 1988 (+ 6,7 %) et 1987 (+ 2,3 %). En francs constants, la hausse est de 6,6 % en 1989 contre 3,9 % en 1988 et 0,8 % en 1987. Pour la première fois, la barre des 300 milliards de francs de dépenses a été franchie : elle s'élève à 309,675 milliards de francs qui ont été versés aux assurés sociaux, aux établissements hospitaliers et en indemnités journalières.

accrues de 9,5 % et ont dépassé, en volume, les dépenses d'honoraires. Les versements aux établissements privés (10,1 %) progressent plus vite que ceux aux établissements publics (+ 9,4 %). Les remboursements d'honoraires médicaux ont augmenté de 8,2 %, à cause d'une croissance du nombre d'actes remboursés, alors que la hausse des tarifs a été plus faible qu'en 1988. La plus forte hausse concerne les dépenses pharmaceutiques qui se sont accrues de 14,8 % et de 15,6 % pour la part remboursée et le paiement des indemnités journalières, en plus grand nombre, a entraîné une augmentation de 7,6 % des dépenses.

EN BREF

□ Treize immigrés clandestins découverts à la suite d'un accident de circulation. Treize immigrés clandestins de nationalité turque ont été découverts sur l'autoroute A 7 dans l'ère par la gendarmerie à la suite d'un accident survenant dans la nuit du 25 au 26 janvier. Indemnes, les treize personnes, dont neuf enfants âgés de quelques mois à quinze ans, circulaient à bord d'une fourgonnette conduite par un auteur responsable turc qui a été blessé, a expliqué que ses passagers faisaient de l'auto-stop à la hauteur de Valence sur une aire de repos. Une demande d'asile politique a été déposée.

□ Un contrat militaire de

était pratiquement terminée en province, où, vendredi matin, huit succursales sur cent trois ont grévé. A Paris, on comptait encore 20 % de grévistes. Ayant refusé le compromis, la CGT avait appelé à une manifestation, le samedi 10, devant la gare d'Orléans. 2 500 personnes selon les organisateurs et 600 selon la police. Le comité de grève, constitué de la CGT et de non-syndiqués, a encouragé l'appel à la manifestation. La direction nationale. Par ailleurs, les syndicats du Crédit-lyonnais se sont joints à la manifestation et avaient appelé le personnel à deux heures de débrayage pour leurs propres

□ **Un contrat militaire de 100 millions de livres pour British Aero-space.** — British Aerospace Commercial Aircraft vient de décrocher un contrat important auprès du ministère de la défense britannique : il s'agit de convertir huit VC-10 et cinq Super-VC-10 en avions de ravitaillement en vol pour la Royal Air Force. Le montant du contrat est estimé à plus de 100 millions de livres (près de 1 milliard de francs).

□ BNP : la CFDT proteste après l'intervention d'un commando. - Le 30 janvier 1978, à 14 heures, 300 ouvriers de la BNP ont signé un accord entre la direction de la BNP et quatre organisations syndicales (CFDT, FO, CFTC, SNB-CGAC), un commando a forcé les locaux des organisations syndicales, a détruit des militants, brisé du matériel et détruit ou volé des documents. Dans une déclaration, M^{me} Nicole Notat, secrétaire générale adjointe de la CFDT, a protesté au nom de sa confédération, qui considère que ces actes violentes sont insupportables qui illustrent le caractère minoritaire et violent des personnes et des groupes qui les ont réalisés et commandés ».

□ Un « conseil de direction stratégique » commun à Air-France, UTA et Air-Inter. — M. Bernard Attali, président d'Air-France et d'UTA, a annoncé la création d'un « conseil de direction stratégique » commun aux trois compagnies françaises réunies sous la houlette d'Air-France. Ce conseil, qui « présidera » à l'avenir aux décisions communes d'Air-France, UTA et Air-Inter, est présidé par M. Pierre Ekelin, des principaux dirigeants des trois compagnies. C'est la première décision concrète prise par le responsable du nouveau groupe aéronautique français depuis la prise de contrôle par Air-France d'UTA et d'Air-Inter.

Dans une déclaration, M^{me} Nicole Notat, secrétaire générale adjointe de la CFTD, a protesté au nom de sa confédération, qu'elle ne saurait « désigner les agissements inouïsables et intolérables du caractère minoritaire et violent des personnes et des groupes qui les ont réalisés et commandités ».

□ Banque de France : confirmation de la fermeture de vingt-deux comptoirs. — Lors du comité central d'entreprise de la Banque de France qui s'est tenu le 27 février, la fermeture de vingt-deux des deux cent trente-cinq comptoirs a été confirmée. Cette mesure entraînera la suppression de cent quatre-vingt-cinq emplois pour les agents non statutaires et s'accompagnera d'un plan social. L'ensemble des organisations syndicales, à l'exception de la CGC qui s'est abstenue, ont émis un avis défavorable.

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Après quatre semaines de baisse consécutives depuis le début de l'année (-5,7 %), la Bourse a enfin connu une légère amélioration. L'indice CAC-40 a repassé la barre des 1 900 points, terminant à 1 924,70, le 2 février, en hausse de 2 % par rapport au vendredi précédent. Mais, durant cette période, le marché n'est pas parvenu à surmonter les turbulences qui secouent l'ensemble des places mondiales depuis un mois au gré des indices économiques et des rumeurs politiques.

Lundi, un mouvement de reprise se dessinait un peu partout dans le monde. Partis de Tokyo, il gagnait l'Europe quelques heures plus tard. A Paris, l'indice CAC-40 progressait de 0,95 % dans un marché calme et plutôt réservé. Ce mouvement, qualifié de technique après les fortes hausses des semaines précédentes, était considéré comme fragile par des intervenants souvent pessimistes. Cette tendance à braver du noir se confirmait par la poursuite de la hausse de l'or, valeur refuge par excellence, et par le faible niveau de transactions sur le marché à règlement mensuel.

Dès mardi, la reprise amorcée la veille donnait des signes d'essoufflement avant de s'interrompre en fin de matinée. La tendance s'inversait alors, et le recul atteignait finalement 0,67 %. Les craintes d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt au Japon - après les déclarations des autorités monétaires nipponnes selon lesquelles le yen était sous-évalué - provoquaient cet assombrissement. Les doutes en entraînaient d'autres, certains opérateurs commencent à se dire également préoccupés par la situation sociale en France.

Mercredi, les gestionnaires vivaient à l'heure de la rumeur, impressionnés par celle qui, la veille, avait secoué Wall Street, faisant vaciller pendant quelques minutes la célèbre Bourse new-yorkaise. L'annonce par la chaîne de télévision américaine CNN d'une démission de M. Mikhail Gorbatchev de son poste de secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique provoqua des ventes massives à New-York, mais aussi plus tard à Tokyo. Le démenti formel opposé à cette nouvelle par le numéro un soviétique en personne dans la matinée ne parvint pas à renverser le mouvement. L'indice CAC-40, après avoir perdu jusqu'à 0,56 %, se raffermist sans pour cela effacer toutes les pertes en clôture (-0,48 %).

La dégradation ne sera finalement que passagère, esquivée jeudi grâce au redressement spectaculaire de Wall Street et aux propositions faites par le président des Etats-Unis, M. George Bush, dans son discours sur l'état de l'Union. Une réduction des troupes stationnées en Europe permettrait de diminuer le déficit budgétaire chronique des Etats-Unis. Dans ce contexte, l'indice CAC-40 enregistrerait une hausse très marquée dès l'ouverture de la journée (+1,91 %), pour terminer à +0,67 %.

Premier sursaut

Le marché profite de cet état d'esprit pour dépasser le 1 % en début d'après-midi, avant de clôturer à +1,54 %. Dans un premier temps, les intervenants ont été encouragés par la forte progression (+1,2 %) de la Bourse de Tokyo quelques heures auparavant, et ont accueilli favorablement l'amélioration du déficit commercial français de décembre (2,2 milliards de francs, contre 2,4 milliards en novembre). Puis leur ardeur a repris après la publication des derniers chiffres de l'emploi en janvier aux Etats-Unis, bien qu'ils n'aient pas fourni de véritables indications nouvelles sur l'état de l'activité dans ce pays. Et même, cet indicateur confirme le caractère abstrus des données publiées récemment. Toutes données en effet des indications différentes sur l'ampleur du ralentissement économique, sans pour autant toutefois révéler les signes d'une récession prochaine.

Hésitation et spéculation

Si la semaine a été dominée par l'hésitation, elle n'en a pas pour autant manqué les vives spéculations sur certains titres, entraînant des variations importantes de cours.

L'incertitude des premiers jours s'est particulièrement révélée dans l'accueil réservé aux résultats des sociétés. Mardi, Elf Aquitaine donnait le ton en perdant plus de 2 %. La présentation par M. Loïc Le Floch Frégent des bénéfices du groupe (7,2 milliards de francs) et son plan d'investissement ont été accueillis avec une certaine réserve. Il en sera de même pour Bouygues dont le résultat a progressé de 10 %, se situant à 570 millions de francs. A l'inverse, les investisseurs ont salué la hausse de 25 % des bénéfices de Spie-Batignolles, entraînant une progression de 2,6 % des cours. Les spéculations ont, quant à elles, particulièrement concerné deux valeurs, Casino et La Rochette. Mardi, le titre du groupe de distribution chutait de 11,9 % dans un marché actif où 1,5 % du capital changeait de mains. Cette agitation brutale entraînait la publication d'un communiqué de la direction tentant de rassurer les actionnaires de la valeur de la firme. « Les hausses de cours de l'action Casino constatées le 30 janvier 1990 ne se justifient par aucun fait avéré », ont-ils déclaré. Les résultats de l'exercice 1989 seront communiqués avant le 20 février 1990. Ils devraient être supérieurs à ceux de l'exercice précédent. Le message

Semaine du 29 janvier au 2 février

de la firme stéphanoise a, semble-t-il, été bien reçu. L'agitation s'est stoppée aussi rapidement qu'elle avait surgi.

Après plus de 30 % de baisse depuis le début de l'année, la chute s'accroissant à la fin du mois de janvier, l'action La Rochette a fortement rebondi durant les deux dernières séances, les ventes ayant été toutes absorbées. A l'origine de ces dégonflements massifs se trouvaient des spéculateurs monégasques, parmi lesquels figurait la Banque Industrielle de Monaco (BIM) aujourd'hui en cessation de paiement. Ils auraient amassé, l'année dernière, d'importants paquets de titres dans l'espoir d'une OPA. Ils auraient ainsi acheté plus de 7 % du capital du groupe papeter. Mais leur projet a été contrarié à la fin du mois de décembre lorsque le Crédit agricole et Paribas sont devenus majoritaires dans La Rochette, en renforçant leur participation. Cette dilution de spéculateurs aurait alors été conduite à céder à perte leurs titres sur le marché boursier, entraînant une dégringolade générale. L'ensemble des ordres aurait transité par EIP Bourse (anciennement Legrand-Legrain).

Habités des fluctuations, Eurochemiel s'est illustré à la hausse vendredi en s'apprêtant de plus de 4 % après la parution du communiqué de Transmanche Link (TML). Le consortium chargé de réaliser la liaison sous-marine entre la France et la Grande-Bretagne a révélé que, au 1^{er} février, 15 kilomètres séparaient les transducteurs de points dans le tunnel de service.

Parmi les situations spéciales, ces valeurs dont le capital est dit mal contrôlé, une attention particulière était toujours accordée à DMC. Des rumeurs prétendaient que, après M. Jérôme Seydoux, l'intention de prendre le contrôle de ce groupe textile. Jeudi, les cotations de Gesty SA et de Gesty-Castellard étaient suspendues « dans l'attente d'une opération financière concernant les deux sociétés ». Il s'agit du rachat par Rallye de cette entreprise de distribution (voir page 13). Le distributeur breton s'était déjà distingué en Bourse l'an dernier en tentant en vain de prendre le contrôle de la Ruche monégasque. Ce mouvement pour échapper à Rallye, avait appelé à la rescousse le CFAO, qui, au terme d'une surenchère importante, emportait l'affaire.

Enfin, FUAP a porté à 35,5 % sa participation dans Finacel, spécialisée dans le crédit-bail et l'immobilier, devant ainsi en devenir majoritaire. Cette compagnie d'assurances, tout comme ses concurrentes, le GAN et les AGF, devrait, dans les prochaines semaines, attirer l'attention des investisseurs par l'ampleur des appels au marché envisagés, si la conjoncture le permet.

DOMINIQUE GALLOIS

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Reprise (+1,6 %)

Secouée par un petit vent de panique mardi, en raison de rumeurs sur la santé économique, selon lesquelles M. Gorbatchev envisagerait de se démettre de ses fonctions de secrétaire général du Parti communiste soviétique, Wall Street a ensuite connu une forte reprise, sur un marché calme.

L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé la semaine en hausse de 43,47 points par rapport à la clôture du vendredi précédent. La plupart des observations attribuent toutefois à ce redressement une nature exclusivement technique, les bas niveaux entraînant une chasse aux bonnes affaires. Ils attendent avec appréhension les adjudications trimestrielles du Trésor américain, la semaine prochaine, sur 30 milliards de dollars de bons à trois ans, dix ans et trente ans. Ils craignent particulièrement la désaffection des investisseurs étrangers, notamment japonais.

Indice Dow Jones du 2 février : 2 602,70 (contre 2 559,23).

	Cours 26 jan.	Cours 2 fév.
Alcoa	62 1/2	61 3/4
AT&T	39	39 3/8
Biochem	57 1/2	62 1/4
Chas. Man. Bank	29 3/4	30 1/2
De Post & Newsweek	37 3/8	37 3/8
Eastman Kodak	37 3/8	38 7/8
Exxon	46 3/4	47 7/8
Ford	42 3/8	43
General Electric	62 1/2	61 3/4
General Motors	51 3/4	51 1/2
Goodyear	35	36 1/2
IBM	96 7/8	98 1/4
ITT	53 7/8	53 3/4
Mobil Oil	39 3/8	39 3/8
Pfizer	67 3/4	69 3/8
Schlumberger	45 1/2	47 1/8
Teneco	56 3/8	57 1/2
U.S. Steel	148 1/2	150
Union Carbide	21 3/8	22 1/8
USX	32 3/8	34 1/4
Westinghouse	71 3/8	72 1/8
Xerox Corp.	53 1/2	55 3/8

(*) Divisé par trois.

LONDRES

Progression hésitante

La hausse des cours au Stock Exchange s'est ralentie en fin de semaine après un début encourageant à la suite de l'annonce, vendredi dernier, d'une forte réduction du déficit de la balance des paiements courants britanniques en décembre.

L'indice Footsie des cents principales valeurs a cependant progressé de 40,6 points.

Vendredi, le conglomérat industriel et minier Lonrho ainsi que les mines d'or ont été recherchés après la renouveau du mouvement anti-apartheid d'Afrique du Sud ANC par le gouvernement de Pretoria et la perspective d'une libération prochaine de M. Nelson Mandela.

Indices FT du 2 février : 100 valeurs, 2 355,1 (contre 2 314,5) ; 30 valeurs, 1 866,4 (contre 1 851,5) ; fonds d'Etat, 81,51 (contre 81,64) ; mines d'or, 362 (contre 379,9).

	Cours 26 jan.	Cours 2 fév.
Bovater	449	455
BP	333	346
Charter	452	476
Constrains	382	381
De Beers	18,25	19,37
Glassco	15,50	15,50
GLS	14,25	14,25
ICI	10,85	10,85
Restons	16,20	16,10
Shell	459	486
Unilever	665	673
Victrex	210	215

(*) En dollars.

FRANCFORT

Envolée de 3 %

Après les turbulences de janvier dues à des dépréciations sur les marchés étrangers, le beau fixe est revenu à la Bourse de Francfort, qui a terminé la semaine sur un véritable feu d'artifice.

Indices du 2 février : Commerzbank 2 334,7 (contre 2 209,20) ; DAX : 1 910,67 (contre 1 794,14).

	Cours 26 jan.	Cours 2 fév.
ARG	312,50	325
BASF	294,40	318,40
Bayer	302,50	329,50
Commerzbank	294	331
Deutschebank	814	856
Hochtief	288,90	312,50
Karstadt	602	604
Mannesmann	353	369
Siemens	725,80	776,90
Volkswagen	534,50	570

TOKYO

Gain de 2,1 %

La très forte reprise observée vendredi à Tokyo (+1,19 %), a permis au Kabuto-cho d'enregistrer une de ses meilleures performances de l'année, dans un marché pourtant demeuré calme.

Indices du 2 février : Nikkei, 37 650,15 (contre 36 874,07) ; Topix, 2 762,40 (contre 2 711,15).

	Cours 26 jan.	Cours 2 fév.
Akai	975	951
Beidgestone	1 600	1 600
Cano	1 850	1 820
Fuji Bank	2 590	2 590
Honda Motor	1 810	1 810
Mitsubishi Electric	2 320	2 270
Mitsubishi Heavy	991	1 130
Sony Corp.	8 650	8 200
Toyota Motor	2 490	2 490

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	2-3-90	Diff.
PME 10,6 % 1976	99,45	+ 0,15
8,50 % 1977	119,45	+ 0,50
10 % 1978	99,15	+ 0,24
9,30 % 1978	98,75	+ 0,28
9 % 1979	97,15	+ 0,25
10,50 % 1979	98,75	+ 0,40
16 % 1982	101,67	+ 0,13
CNE 3 %	3 810	- 10
CNE 5 %	98,87	+ 0,03
CNE 5 000 F	99,16	+ 0,25
CNE 5 000 F	99,34	+ 0,05
CNE 5 000 F	99,30	inch.

Bâtiment, travaux publics

	2-3-90	Diff.
Axell d'entr.	1 010	+ 40
Bouygues	585	+ 4
Ciments Français	1 434	+ 4
Dumez	834	+ 14
GTM	1 330	+ 70
Immo. Phénix	73,80	+ 0,70
J. Lafarge	1 804	+ 1,40
Lafarge-Corbeil	345,70	+ 1,40
Poliet et Chausson	535	+ 34
SCREG	1 138	+ 27
SOB-SB	257	+ 3

Produits chimiques

	2-3-90	Diff.
Int. Métrieux	5 750	+ 300
Labo. Bell	2 550	+ 130
Roussel Ucl	2 215	+ 4
BASEF	1 093	+ 99
Bayer	1 123	+ 102
Flochtel	1 065	+ 100
Imp. Chemie	163	+ 18,70
Nord Hydro	163	+ 18,70

Métallurgie construction mécanique

	2-3-90	Diff.
Alpi	570	- 1
Atos	244,20	+ 11,38
De Dietrich	1 025	+ 25
FACOM	1 830	+ 50
Fives-Lille	442	- 3
Marian Westal	1 941	+ 4
Peugeot	571	+ 14
Peugeot SA	754	+ 20
Sagem	1 452	- 13
Schneider	1 180	+ 7
Valeo	762	+ 1
Valeo	426	- 1

Mines d'or, diamants

	2-3-90	Diff.
Anglo-American	244,20	+ 11,38
Anglo	685	+ 5
Bul. Gold M.	118	+ 2,20
De Beers	111	+ 7,50
De Beers	100,00	+ 0,80
Gencor	22,90	+ 1,40
Harmony	78,50	+ 1,45
Randfontein	600	+ 1,45
Saïnt-Helens	74,85	+ 1,45
Western Deep	326	+ 1

Pétroles

	2-3-90	Diff.
BP-France	199	+ 20
Elf-Aquitaine	578	+ 46
Esso	682	- 15
Exxon	268	+ 3
Parafina	1 941	+ 4
Primagaz	370	+ 5
Raffinage	289	+ 22
Royal Dutch	442	+ 24,50
Supagaz	442	+ 44
Total	255	+ 35

Filatures, textiles magasins

	2-3-90	Diff.
Agache (Fin.)	1 545	+ 48
BUT	700	+ 27
CFAO	701	+ 15
Danart	4 021	+ 131
DMC	628	+ 39
Galeries Lafayette	1 816	+ 5
La Redoute	3 428	+ 82
Novelles Galeries	700	+ 18
Locofrance	670	+ 1
Prestitemp	44,85	+ 1,45
SCOA	44,85	+ 1,45

Mines, caoutchouc

	2-3-90	Diff.
Géophysique	1 179	+ 94
Michels	289	+ 27
Michels	155	+ 5,50
Métallurgie	205	+ 7,50
RTZ	49,20	+ 0,80
ZCI	2,72	+ 0,21

Matériel électrique

	2-3-90	Diff.
CGE	559	+ 37
CGE (ex-Sigeta)	333,90	+ 0,10
Général des Eaux	2 122	+ 27
IBM	562	+ 11
Inter-technique	1 070	+ 15
ITT	387	+ 2
Legrand	3 349	+ 80
Leroy-Somer	2 050	+ 10
Lyonnais des Eaux	544	+ 11
Mats	366,90	+ 8,50
Merlin-Gérin	4 935	+ 10
Moniteur	137	+ 7,50
PM Labinal	1 250	+ 9
Radiorécepteur	690	+ 18
Schneider	268,10	+ 10
SEB	1 832	+ 20
Sextant-Avionique	594	+ 1
Siemens	2 440	+ 164
Thomson-CSF	128,30	+ 7,70

Banques, assurances

	2-3-90	Diff.
Bell Equipement	336	+ 6,90
Bancpar (Cie)	590	- 4
Cetelem	545	- 12
CCF	228,60	+ 7,90
CCF	1 260	- 39
CFI	1 287	- 7
Chargem SA	1 287	- 98
CRP	492,60	+ 7,60
Eurofinance	2 392	+ 42
Héris (La)	605	- 9
Locofrance	380	+ 9
Loirefin	1 312	+ 23
Midland Bank	173	- 1
OSP	1 642	+ 52
Paribas	700	+ 35
Prélud	1 200	- 27
Schneider	382	+ 2
Société Générale	547	+ 36
Suez (Cie Fin.)	454	+ 2
UCB	227	+ 2

Valeurs diverses

	2-3-90	Diff.
Accor	868	+ 8
Air Liquide	647	+ 47
Alcatel	2 765	+ 2
Bic	740	- 2
Bis	580	+ 14
CGIP	1 420	- 5
Comb. Méditerranée	2 830	+ 105
Enellor	92,90	+ 1,90
Euro-Dimex	1 285	- 12
Europe 1	64,00	+ 4,90
Eurochemiel	495	- 5
Group. Ché. S. Desest	398	+ 26,30
HAYAS	1 433	+ 25
L'Oréal	4 745	+ 77
Navigation Méd.	1 906	- 12
Nord-Est	181	+ 1
Saint-Gobain	572	- 6
Saatchi	1 079	+ 44
Saatchi	33	+ 6
Side Romagosa	1 105	+ 82

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 2 février 1990
Nombre de contrats : 44 171.

COURS	ECHÉANCES			
	Mars 90	Juin 90	Sept. 90	Déc. 90
Prendre	101,96	102,26	102,44	102,58
+ haut	101,96	102,26	102,44	102,58
+ bas	101,60	102,04	102,34	102,58
Dernier	101,66	102,10	102,34	102,58
Compensation	101,66	102,08	102,30	102,54

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
	29 janv.	30 janv.	31 janv.	1 ^{er} fév.	2 fév.
RM	1 967 640	2 556 224	3 298 340	2 445 035	-
Comptant					
R. et obl.	6 250 845	6 280 960	7 897 997	8 928 670	-
Actions	627 452	546 475	201 099	208 097	-
Total	8 845 937	9 383 659	11 457 436	11 581 802	-

[illegible]

Nouvelle fraude dans une municipalité communiste

Le Conseil d'Etat annule les élections municipales de Clichy-sous-Bois

La lutte contre la fraude électorale est, depuis plusieurs années, renforcée. Les communistes, en effet, ont obtenu 2 538 suffrages, alors que celle de la droite en recueillait 2 190, celle du Front national, 691, et celle des divers gauches, 544.

Le Conseil d'Etat ne l'a donc pas suivi, préférant retenir l'argumentation du commissaire du gouvernement. Celui-ci, M. Chahid-Nourai, qui n'est chargé que de « dire le droit », avait expliqué : « On peut fortement douter que ce recensement nominatif des abstentionnistes, fait systématiquement et périodiquement le jour même du scrutin, ait eu pour finalité l'établissement de statistiques. Le procédé utilisé est bien connu. Dès lors que ce sont des noms et pas des chiffres qui sont communiqués, la finalité n'est pas la politique, mais la relance à domicile. C'est, il ne peut être contesté, que la relance entre les deux tours est fréquente, mais elle n'est pas pour autant régulière. Et, en tout état de cause, elle est moins critique que celle des électeurs relancés ont un délai pour méditer leur choix. »

La décision du Conseil relève donc « que la divulgation préventive », le jour même du scrutin, des noms des personnes qui n'étaient pas encore venues voter, n'est pas la politique, mais la relance à domicile. C'est, il ne peut être contesté, que la relance entre les deux tours est fréquente, mais elle n'est pas pour autant régulière. Et, en tout état de cause, elle est moins critique que celle des électeurs relancés ont un délai pour méditer leur choix. »

« à des fins étrangères à la mission de contrôle des opérations de vote dévolues aux délégués des candidats (...), était de nature à porter atteinte à l'équité de la liste « rassemblement des forces de gauche et de progrès » qui est arrivée en tête, de pressions de dernière heure susceptibles d'affecter la liberté de choix d'un nombre important d'électeurs ; que par suite, et alors même que l'écart entre les listes était de 448 voix, cette manœuvre a été de nature (...) à fausser le résultat du scrutin ».

Les électeurs de Clichy-sous-Bois vont ainsi devoir retourner aux urnes dans un délai de deux mois. Or depuis le mois de mars le dossier de l'immigration est devenu brûlant dans cette commune. Dans une interview à Valeurs actuelles (le Monde du 4 novembre), M. Deschamps expliquait qu'il « comprend » son voisin, le maire de Montfermeil, qui a interdit les écoles maternelles aux enfants immigrés. Cette prise de position avait entraîné une réaction féroce de la fédération communiste de Seine-Saint-Denis. Ce nouveau rendez-vous électoral risque donc d'être particulièrement, voire tristement, spectaculaire.

THIERRY BRÉNIER

La crise dans le mouvement gaulliste

M. Pasqua estime que la « révolution culturelle du RPR est en marche »

M. Charles Pasqua a déclaré, vendredi 2 février, au Mans (Sarthe), que la « révolution culturelle du RPR est en marche ». « Un jour viendra où les adhérents du RPR éliront eux-mêmes leur secrétaire départemental, le secrétaire général et le président du mouvement, de même qu'ils définiront la ligne politique », a-t-il ajouté. L'ancien ministre de l'Intérieur, a ajouté que les idées défendues par M. Philippe Séguin et lui-même étaient « très largement partagées par les cadres et les mandataires du RPR ». « Si

ces idées ne triomphent pas le 11 février, ça viendra plus tard », a-t-il assuré.

M. Pasqua a estimé plus tard à Nantes (Loire-Atlantique), au cours d'une réunion publique, que l'annonce faite par le maire de Lyon, M. Michel Noir, d'une initiative en faveur d'une formation unique de l'opposition, « révélait une contradiction au niveau de l'analyse ». « On ne peut pas dire en même temps « les partis politiques de l'opposition sont dépassés » et « fusionnables ». C'est une démarche qui est vouée à l'échec. Ce ne peut déboucher sur rien car, à la tête de chaque parti, il y a au moins un candidat aux présidentielles, et, parmi les jeunes, beaucoup plus », a ajouté M. Pasqua.

M. Philippe Séguin a s'abandonné en ce sens en prenant le train à jour à Besançon (Doubs), que le RPR avait « à faire un choix entre deux lignes de conduite » : celle prônée par M. Noir et celle qu'il défend avec M. Pasqua. Le maire d'Epinal a affirmé que c'était « le véritable fond du débat ».

Selon un sondage d'IPSOS réalisé les 30 et 31 janvier sur un échantillon de 811 militants RPR et publié dans le Point à paraître lundi, 71 % des militants RPR voteront pour le texte de MM. Jacques Chirac et Alain Juppé aux assises. 11 % seulement voteront pour le texte de M. Pasqua et Séguin. 35 % des militants approuvent leur initiative, contre 51 % qui leur donnent tort. En revanche, 70 % des militants (contre 14 %) donnent raison à M. Chirac de soutenir M. Juppé. Pour 62 % d'entre eux, le secrétaire général du RPR est la cible de M. Pasqua et Séguin, tandis que 25 % considèrent qu'ils visent M. Chirac, qui garde une très forte cote parmi les militants.

Le 4 février, à Mexico

Signature officielle de l'accord sur la réduction de la dette du Mexique

Des personnalités éminentes du monde financier devaient être présentes le dimanche 4 février à Mexico pour la signature du premier accord de réduction de la dette réalisé dans le cadre du plan Brady d'allègement des créances.

Au cours de ces derniers jours s'est développée une controverse sur la réduction effective de la dette du Mexique, qui sera obtenue grâce à l'application de ce plan, certains banquiers n'hésitant pas à dire que la dette mexicaine pourrait s'en trouver accrue, et que l'accord avait été obtenu sous la pression de l'administration américaine.

Selon le président mexicain, M. Salinas, en revanche, le Mexique économisera près de 1,7 milliard de dollars annuellement (10 milliards de francs environ) en paiements d'intérêts, et sa dette totale se trouvera réduite de 107 milliards à 80 milliards de dollars.

M. Chevardnadze propose un référendum paneuropéen sur l'unité allemande

M. Edouard Chevardnadze a approuvé, vendredi 2 février, avec quelques réserves, le plan du premier ministre est-allemand, M. Hans Modrow, sur l'unité allemande et a proposé la tenue d'un référendum sur la question « dans toute l'Europe avec la participation des Etats-Unis et du Canada ».

« Il faut trouver un moyen de connaître l'opinion de la société de la manière la plus démocratique et la plus transparente possible sur l'unité allemande, disons par un référendum paneuropéen, avec la participation des Etats-Unis et du Canada ou, au moins, par la biais de larges consultations parlementaires », a proposé M. Chevardnadze.

« Nous pourrions être d'accord avec de nombreux éléments (du plan Modrow), mais quelques-uns nécessitent à notre avis un travail supplémentaire », a déclaré le ministre soviétique des affaires étrangères dans une interview à la presse centrale soviétique publiée par l'agence Tass. Qualifiant le plan Modrow d'« approche raisonnable et clairvoyante », le chef de la diplomatie soviétique a ajouté : « Nous ne voudrions pas nous opposer aux espoirs nationaux de la RFA et de la RDA, nos proches voisins en Europe ».

« Oui, il y a eu des déclarations apaisantes de personnalités en RFA, mais il reste encore à examiner la résolution du tribunal constitutionnel fédéral qui confirme la légalité des frontières du Reich de 1937 », a poursuivi M. Chevardnadze. La frontière entre la Pologne et la RDA est délimitée par la ligne Oder-Neisse que certains milieux politiques en RFA remettent en cause.

Statut spécial pour la RDA

A Washington, où il s'était rendu vendredi, M. Genscher, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, a déclaré que le secrétaire d'Etat James Baker, acceptait de ne pas étendre la zone de défense de l'OTAN vers l'Est dans une Allemagne réunifiée. Les deux hommes n'ont, en revanche, pas paru avoir les mêmes conceptions sur la portée d'une réunion cette année de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

« Nous sommes parfaitement d'accord qu'il n'y a pas d'intention d'étendre la zone de défense de l'OTAN vers l'Est, et cela vaut non seulement pour la RDA, que nous n'avons pas l'intention de simplement incorporer, mais pour tous les autres pays de l'Est », a déclaré M. Genscher, pour qui cette mesure ne signifie pas que l'Allemagne serait « à moitié membre de l'OTAN ».

M. Genscher a fait sienne deux des trois conditions posées jeudi par M. Baker à la tenue en 1990 de cette conférence, à laquelle les Etats-Unis étaient, à l'origine, opposés : la conférence n'aura lieu qu'après la conclusion d'un accord sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, en cours de négociation à

« Nous sommes parfaitement d'accord qu'il n'y a pas d'intention d'étendre la zone de défense de l'OTAN vers l'Est, et cela vaut non seulement pour la RDA, que nous n'avons pas l'intention de simplement incorporer, mais pour tous les autres pays de l'Est », a déclaré M. Genscher, pour qui cette mesure ne signifie pas que l'Allemagne serait « à moitié membre de l'OTAN ».

M. Genscher a fait sienne deux des trois conditions posées jeudi par M. Baker à la tenue en 1990 de cette conférence, à laquelle les Etats-Unis étaient, à l'origine, opposés : la conférence n'aura lieu qu'après la conclusion d'un accord sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, en cours de négociation à

M. Genscher a fait sienne deux des trois conditions posées jeudi par M. Baker à la tenue en 1990 de cette conférence, à laquelle les Etats-Unis étaient, à l'origine, opposés : la conférence n'aura lieu qu'après la conclusion d'un accord sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, en cours de négociation à

M. Genscher a fait sienne deux des trois conditions posées jeudi par M. Baker à la tenue en 1990 de cette conférence, à laquelle les Etats-Unis étaient, à l'origine, opposés : la conférence n'aura lieu qu'après la conclusion d'un accord sur la réduction des forces conventionnelles en Europe, en cours de négociation à

M. Marchais : la France aurait « tout à redouter » de la réunification allemande

M. Georges Marchais a déclaré, vendredi 2 février, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), que « la France aurait « tout à redouter » pour son économie, son niveau de vie, sa sécurité et sa souveraineté, d'une Allemagne unifiée de 80 millions d'habitants, membre de l'Alliance atlantique et qui serait, avec l'URSS, la grande puissance économique, politique et militaire » de l'Europe.

Le secrétaire général du PCF participait à un meeting dans le cadre de la campagne d'explication de la direction du PCF sur les bouleversements à l'Est et la situation sociale. « On parle d'indépendance des peuples. Nous voyons surtout se préciser le risque de leur nazification », a poursuivi M. Marchais pour qui « ceux qui, les premiers, ont réclamé la réunification de l'Allemagne, sont les forces réactionnaires qui n'ont jamais admis ni leur défaite de 1945, ni les frontières qui ont découlé ».

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a quarante-cinq ans : Yalta, le rêve et la réalité, par André Fontaine 2

Etranger

L'évolution dans les pays de l'Est 3

Les mesures de libéralisation en Afrique du Sud 4 et 5

La reprise des affrontements à Beyrouth-Est 6

Politique

Sécurité routière
M. Rocard a annoncé la mise en œuvre de sept mesures 7

Livres politiques
Par André Laurens 7

Société

Meurtre au presbytère
La cour d'assises de Savoie a condamné à la réclusion criminelle à perpétuité Francis Wattiaux et Michel Valet pour le meurtre, en 1987, du curé de Vernans-Arvey pour lui voler 2 500 francs 8

La récidive de Fouad Saleh
Au procès du réseau de terroristes, jugés à Paris, Fouad Saleh a repris ses imprécations contre l'Occident, les chrétiens et les juifs 8

Pollution dans les thermes d'Aix-les-Bains
A la suite de la découverte de légionelles dans les eaux de cur, les thermes d'Aix-les-Bains sont menacés de fermeture 9

Nouvelle grève des urgences

Les internes et les chefs de clinique de Paris ont décidé de se mettre à nouveau en grève des soins et des urgences les 5, 6 et 7 février 9

Culture

Poussée d'adrénaline
Sept réalisateurs profitent de la liberté qu'offre le court métrage pour se laisser aller à leurs fantasmes et fantaisies. Résultat, l'un des films fantastico-ironiques les plus réjouissants 11

Cocaïne sur scène

D'un livre dur, Roman avec cocaïne, Chantal Morel, qui dirige le Centre dramatique des Alpes à Grenoble, a tiré un spectacle intense et éblouissant 11

Economie

Railly achète Genty Cathiard
Le distributeur breton réalise enfin son redéploiement géographique 13

Développement local

Rhône-Poulenc s'associe avec la région et l'Etat dans un fonds Rhône-Alpes 13

Revue des valeurs

Crédits, changes, et grands marchés 15

Services

Abonnements 2
Carnet 10
Météorologie 10
Mots croisés 8
Radio-Télévision 10

La thématique du Monde : 3618 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 3 février a été tiré à 539 784 exemplaires

M. James Baker à Prague. — Le secrétaire d'Etat américain effectuera une visite de travail à Prague les 6 et 7 février à l'invitation du ministre tchèque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier. Il se rendra ensuite à Moscou pour s'entretenir les 8 et 9 avec MM. Gorbatchev et Chevardnadze. Le 10 il s'adressera à la commission des affaires étrangères du Soviet suprême. — (AFP.)

Près de Francfort

Une collision entre deux trains fait plus de 15 morts

Une collision entre deux trains de banlieue s'est produite vendredi 2 février en fin d'après-midi dans la banlieue de Francfort. Les deux trains transportaient environ deux mille voyageurs qui seraient pour la plupart du travail.

L'accident s'est produit à l'heure de pointe dans la gare de Rüsselheim, à 25 km au sud-ouest de Francfort. Les convois circulaient à environ 40 km/h au moment de la collision. Le dernier bilan faisait état, samedi matin, de seize morts et de soixante-douze blessés, dont trente-cinq atteints grièvement.

Un porte-parole des chemins de fer ouest-allemands a déclaré que l'accident était imputable à une erreur humaine, le conducteur d'un des deux trains n'ayant pas respecté un signal d'arrêt. — (Reuters, AFP.)

ISLANDE geysers et volcans

avec votre voiture à bord du

CENTRE "Norröna"

de Smýril Line

vous offre des voyages en autocar et en ferry

vers les sites les plus intéressants de l'Islande

et des fjords les plus magnifiques

à des prix très intéressants

et des services de première qualité

pour votre voyage en Islande

à Smýril Line

à Smýril Line

à Smýril Line

à Smýril Line

SCIENCE & VIE

TGV : 482 km/h

L'AVION TERRESTRE

482 km/h, c'est le nouveau record mondial de vitesse sur rail obtenu par un TGV de série. Science & Vie vous explique tous les détails de ce formidable succès technologique que nous envient les Américains, les Allemands et même les Japonais.

EGALEMENT AU SOMMAIRE :

- En 50 ans, l'atome a changé la vie.
- Motivac : la guerre des mesures d'audience des télévisions.
- Pourquoi les Russes n'ont pas débarqué sur la lune.

Les grandes aventures de notre époque sont devenues scientifiques. Découvrez-les chaque mois dans SCIENCE & VIE.

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE